

MEMORIAL

**Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg**

**MEMORIAL**

**Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxembourg**

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 359**7 juillet 1997****SOMMAIRE**

Abital S.A., Luxembourg-Strassen page	17196	Compagnie Financière Regent S.A.H., Luxembourg	17201
Aequitas Investments S.A., Luxembourg	17196	Composil Luxembourg S.A., Luxembourg	17202
AFL Luxembourg S.A., Luxembourg	17228	Compuvision Media Holding S.A., Luxembourg	17197
African Union in Luxembourg, A.s.b.l., Luxembourg	17190	Condorlux Roadcargo, S.à r.l., Esch an der Alzette	17202
Agathis S.A., Luxembourg	17197	Cosmica S.A., Luxembourg	17204
Alternance Holding S.A., Luxembourg	17228	Crédit Européen S.A., Luxembourg	17195
Arbed S.A., Luxembourg	17227	Creditlease S.A., Luxembourg	17204
Associated Holdings Finance S.A., Luxbg	17196, 17197	Delizia, S.à r.l., Differdange	17205
Banco di Sicilia International S.A., Luxembourg	17198	Eagle Holdings & Investments S.A., Luxembourg-Strassen	17205
Beach Finance S.A., Luxembourg	17198	Ettelbruck Promotion S.A., Senningerberg	17205
Beckmann & Jörgensen Holding S.A., Luxembourg	17198	Europäische Mediengesellschaft A.G.	17201
Benada S.A., Luxembourg	17199	Europ Continents Holding S.A., Luxembourg	17230
Benedu Holding S.A., Luxembourg	17199	European Middle East Investment Corporation S.A., Luxembourg	17230
Billings Holding S.A., Luxembourg	17199	Ex-Aequo, S.à r.l., Esch-sur-Alzette	17206
Biochemtec Holding S.A.	17199	Firo S.A., Luxembourg	17229
Biochemtec, S.à r.l.	17199	Gramano Holding S.A., Luxembourg	17232
Blooming Creek Holding S.A., Luxembourg	17199	G-Rentifix, Sicav, Luxembourg	17229
Bolinas S.A., Luxembourg	17200	I.M.S., International Maintenance Services S.A., Luxembourg	17206, 17207
BRA INTERNATIONAL, By Royal Appointment International S.A., Luxembourg	17227	Inkema Group S.A., Luxembourg	17232
Brightstar Holdings & Investments S.A., Luxembourg	17198	Kodo S.A., Luxembourg	17232
Bureau Modugno, S.à r.l., Bergem	17200	Le Care Holding S.A., Luxembourg	17231
Castrum S.A., Luxembourg	17200	Obegi Group S.A., Luxembourg	17231
Causerman Investissements S.A., Luxembourg	17228	Onet Luxembourg	17227
Cebtfin S.A.H., Luxembourg	17200	Pontet Holding S.A., Luxembourg	17186
Cedars Investments S.A., Luxembourg	17230	352 Production S.A., Luxembourg	17194
C & F International S.A., Luxembourg	17200	Seafield S.A., Luxembourg	17231
CH-Consult, S.à r.l., Luxembourg	17201	Société Financière pour les Pays d'Outre-Mer S.A., Luxembourg	17186
Chiorino International Holding S.A., Luxembourg-Strassen	17227	Swissca Bond Invest	17208
Christiania, Sicav, Luxembourg	17200, 17201	Swissca MM Fund	17214
Club des Jeunes Millebaacher Spechten, A.s.b.l., Luxembourg	17192	Swissca Portfolio Fund	17220
CODALUX, Comptoir d'Agents de Change du Benelux S.A., Luxembourg	17202	Syllabus S.A., Luxembourg	17231
Compagnie Financière BIL S.A., Luxembourg	17207	Valorive, Sicav, Luxembourg	17229

D'une façon générale, la société peut prendre toutes mesures de contrôle et de surveillance et faire toutes opérations qu'elle jugera utiles à l'accomplissement et au développement de son objet, notamment en empruntant, avec ou sans garantie, et en toutes monnaies par voie d'émission d'obligations et en prêtant aux sociétés dont il est question à l'alinéa précédent, en restant dans les limites tracées par la loi du 31 juillet 1929 sur les sociétés holding.

Capital - Actions

Art. 5. Le capital souscrit de la société est fixé à trente millions de francs luxembourgeois (LUF 30.000.000), représenté par trois mille (3.000) actions d'une valeur nominale de dix mille francs luxembourg (LUF 10.000) chacune, entièrement souscrites et libérées.

Le capital souscrit de la société peut être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts.

La société peut procéder au rachat de ses propres actions dans les limites fixées par la loi.

Art. 6. Les actions de la société sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire, dans les limites prévues par la loi.

Il est tenu au siège social un registre des actions nominatives, dont tout actionnaire pourra prendre connaissance, et qui contiendra les indications prévues à l'article trente-neuf de la loi concernant les sociétés commerciales.

La propriété des actions nominatives s'établit par une inscription sur ledit registre.

La société pourra émettre des certificats représentatifs d'actions au porteur. Ces certificats seront signés par deux administrateurs.

Art. 7. La société ne reconnaît qu'un propriétaire par action. S'il y a plusieurs propriétaires par action, la société aura le droit de suspendre l'exercice de tous les droits y attachés jusqu'à ce qu'une seule personne ait été désignée comme étant à son égard propriétaire. Il en sera de même dans le cas d'un conflit opposant l'usufruitier et le nu-propriétaire, ou un débiteur et un créancier gagiste.

Emprunts obligataires

Art. 8. Le conseil d'administration peut décider de l'accord préalable de l'assemblée générale décidant sans quorum de présence à la simple majorité des présents, l'émission d'emprunts obligataires sous forme d'obligations au porteur ou autre, sous quelque dénomination que ce soit et payable en quelque monnaie que ce soit.

Le conseil d'administration déterminera la nature, le prix, le taux d'intérêts, les conditions d'émission, et de remboursement, et toutes autres conditions y ayant trait.

Un registre des obligations nominatives sera tenu au siège social de la société.

Administration - Surveillance

Art. 9. La société est administrée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins, actionnaires ou non, nommés par l'assemblée générale, pour un terme ne pouvant dépasser pas six ans et en tout temps, révocables par elle.

Au cas où aucune durée n'est indiquée dans la résolution des nominations, les administrateurs sont nommés pour une durée de six ans.

Les administrateurs sortants peuvent être réélus.

Le conseil d'administration peut élire parmi ses membres un président et s'il en décide ainsi, un ou plusieurs vice-présidents du conseil d'administration. Le premier président peut être désigné par l'assemblée générale. En cas d'absence du président, les réunions du conseil d'administration sont présidées par un administrateur présent désigné à cet effet.

En cas de vacance d'une place d'administrateur, pour quelque cause que ce soit, les administrateurs restants peuvent pourvoir au remplacement jusqu'à la prochaine assemblée générale, qui y pourvoira de façon définitive.

Art. 10. Le conseil d'administration se réunit sur la convocation du président du conseil ou de deux de ses membres.

Les administrateurs seront convoqués séparément à chaque réunion du conseil d'administration. Sauf le cas d'urgence qui doit être spécifié dans la convocation, celle-ci sera notifiée au moins vingt-quatre heures avant la date fixée pour la réunion.

Le conseil se réunit valablement sans convocation préalable au cas où tous les administrateurs sont présents ou valablement représentés, ainsi que dans tous les cas où les dates des réunions ont été fixées préalablement en conseil.

Les réunions du conseil d'administration se tiennent au lieu et à la date indiqués dans la convocation.

Le conseil d'administration ne peut valablement délibérer et statuer que si la totalité de ses membres est présente ou valablement représentée.

Tout administrateur empêché peut donner par écrit délégation à un autre membre du conseil pour le représenter et pour voter en ses lieu et place. Un administrateur peut représenter plusieurs de ses collègues.

Les résolutions du conseil seront prises à la majorité absolue des votants. En cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion sera prépondérante.

Les résolutions signées par tous les administrateurs seront aussi valables et efficaces que si elles avaient été prises lors d'un conseil dûment convoqué et tenu. De telles signatures peuvent apparaître sur un document unique ou sur des copies multiples d'une résolution identique et peuvent être révélées par lettres, télégrammes ou télex.

Un administrateur ayant des intérêts opposés à ceux de la société dans une affaire soumise à l'approbation du conseil, sera obligé d'en informer le conseil et de se faire donner acte de cette déclaration dans le procès-verbal de la réunion. Il ne peut prendre part aux délibérations afférentes du conseil.

Lors de la prochaine assemblée générale des actionnaires, avant de procéder au vote de toute autre question, les actionnaires seront informés des matières où un administrateur a un intérêt opposé à celui de la société.

Au cas où un membre du conseil d'administration a dû s'abstenir pour intérêt opposé, les résolutions prises à l'unanimité des autres membres du conseil présents ou représentés à la réunion et qui votent, seront tenues pour valables.

Art. 11. Les décisions du conseil d'administration seront constatées par des procès-verbaux, qui seront remis dans un dossier spécial et signés par un administrateur au moins.

Les copies ou extraits de ces minutes doivent être signés par un administrateur.

Art. 12. Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour accomplir tous actes de disposition et d'administration dans l'intérêt de la société.

Tous les pouvoirs qui ne sont pas expressément réservés par la loi du 10 août 1915, telle que modifiée, ou par les statuts de la société à l'assemblée générale, seront de la compétence du conseil d'administration.

Art. 13. Le conseil d'administration peut déléguer des pouvoirs à un ou plusieurs de ses membres. Il peut désigner des mandataires ayant des pouvoirs définis et les révoquer en tout temps. Il peut également, de l'assentiment préalable de l'assemblée générale des actionnaires déléguer la gestion journalière de la société à un ou plusieurs de ses membres, qui porteront le titre d'administrateur-délégué.

Art. 14. Le conseil d'administration pourra instituer un comité exécutif, composé de membres du conseil d'administration et fixer le nombre de ses membres. Le comité exécutif pourra avoir tels pouvoirs et autorité d'agir au nom du conseil d'administration que ce dernier aura déterminé par résolution préalable. A moins que le conseil d'administration n'en dispose autrement, le comité exécutif établira sa propre procédure pour la convocation et la tenue de ses réunions.

Le conseil d'administration fixera, s'il y a lieu, la rémunération des membres du comité exécutif.

Art. 15. Le conseil d'administration représente la société en justice, soit en demandant, soit en défendant.

Les exploits pour ou contre la société sont valablement faits au nom de la société seule.

Art. 16. Tous documents et toutes nominations de mandataires engageront valablement la société s'ils sont signés au nom de la société par la signature conjointe de tous les administrateurs, ou par un mandataire dûment autorisé par le conseil d'administration.

Art. 17. La surveillance des opérations de la société sera confiée à un ou plusieurs commissaires, actionnaires ou non, nommés par l'assemblée générale qui fixe leur nombre, leurs émoluments et la durée de leurs mandats, laquelle ne pourra pas dépasser six ans.

Tout commissaire sortant est rééligible.

Assemblées

Art. 18. L'assemblée générale annuelle pourra par simple décision allouer aux administrateurs une rémunération appropriée pour l'accomplissement de leurs fonctions.

Art. 19. L'assemblée générale légalement constituée représente l'ensemble des actionnaires. Ses décisions engagent les actionnaires absents, opposés ou qui se sont abstenus au vote.

Art. 20. Le conseil d'administration est autorisé à requérir que pour être admis aux assemblées générales, tout actionnaire doit déposer ses actions au porteur respectivement ses certificats nominatifs au siège social ou aux établissements désignés dans les avis de convocation cinq jours avant la date fixée pour l'assemblée.

Art. 21. L'assemblée générale annuelle se tiendra à Luxembourg, le premier mardi du mois de mars de chaque année à 11.30 heures.

Si ce jour est un jour férié, l'assemblée sera reportée au premier jour ouvrable suivant à la même heure.

Les assemblées générales extraordinaires sont convoquées et se tiennent au lieu désigné par le conseil d'administration.

Art. 22. L'assemblée générale entendra le rapport de gestion du conseil d'administration et du commissaire, votera sur l'approbation des comptes annuels et sur l'affectation des résultats, procédera aux nominations requises par les statuts, donnera décharge aux administrateurs et au commissaire et traitera des autres questions qui pourront lui être dévolues.

Toute action donne droit à une voix.

Tout actionnaire pourra voter en personne ou par mandataire, qui ne sera pas nécessairement actionnaire.

Tout actionnaire aura le droit de demander un vote au scrutin secret.

Art. 23. L'assemblée générale délibérant aux conditions de quorum et de majorité prévus par la loi peut modifier les statuts dans toutes leurs dispositions sous réserve des limites prévues par la loi.

Art. 24. Le conseil d'administration respectivement le commissaire sont en droit de convoquer des assemblées ordinaires et extraordinaires.

Ils sont obligés de convoquer une assemblée générale chaque fois qu'un groupe d'actionnaires représentant au moins un cinquième du capital souscrit, le demandera par écrit, en indiquant l'ordre du jour.

Tout avis contenant convocation à l'assemblée générale doit contenir l'ordre du jour de l'assemblée générale.

Le conseil d'administration peut déterminer la forme des mandats à employer et exiger qu'ils soient déposés dans le délai et au lieu qu'il indiquera.

Art. 25. Le président du conseil d'administration, ou en son absence, l'administrateur qui le remplace ou la personne désignée par l'assemblée, préside l'assemblée générale.

L'assemblée choisira parmi les assistants le secrétaire et un ou deux scrutateurs.

Art. 26. Les procès-verbaux de l'assemblée générale seront signés par les membres du bureau et par tout actionnaire qui le demande.

Toutefois, au cas où les délibérations de l'assemblée doivent être conformes, les copies et les extraits qui en seront délivrés pour être produits en justice ou ailleurs, doivent être signés par un administrateur.

Année Sociale - Bilan - Répartition des bénéfices

Art. 27. L'année sociale commence le premier janvier et se termine le trente-et-un décembre de chaque année.

Art. 28. Chaque année à la clôture de l'exercice social, le conseil d'administration établit les comptes annuels dans les formes requises par la loi.

Au plus tard un mois avant l'assemblée générale annuelle, l'administration soumettra le bilan de la société et le compte de pertes et profits en même temps que son rapport, ainsi que tous autres documents qui pourront être requis par la loi, au commissaire qui, sur ce, établira son rapport.

Une quinzaine avant l'assemblée générale annuelle, le bilan, le compte de pertes et profits, le rapport de gestion, le rapport du commissaire ainsi que tous autres documents qui pourront être requis par la loi, seront déposés au siège social de la société, où les actionnaires pourront en prendre connaissance durant les heures de bureau normales.

Art. 29. L'excédent créditeur du compte de pertes et profits, après déduction des frais généraux, charges sociales, amortissements et provisions pour engagements passés ou futurs, déterminé par le conseil d'administration, constituera le bénéfice net de la société.

Chaque année, cinq pour cent du bénéfice net seront affectés à la réserve légale. Cette affectation cessera d'être obligatoire lorsque la réserve légale aura atteint un dixième du capital souscrit.

Le solde restant du bénéfice net sera à la disposition de l'assemblée générale.

Les dividendes, s'il y a lieu à leur distribution, seront distribués à l'époque et au lieu fixés par le conseil d'administration, endéans les limites fixées par l'assemblée générale.

En respectant les prescriptions légales des acomptes sur dividendes peuvent être autorisés par le conseil d'administration.

L'assemblée générale peut décider d'affecter des profits et des réserves distribuables au remboursement du capital sans réduire le capital social.

Dissolution - Liquidation

Art. 30. Elle pourra être dissoute par une décision de l'assemblée générale des actionnaires décidant à la même majorité que celle prévue pour les modifications de statuts.

Art. 31. Lors de la dissolution de la société, l'assemblée générale règle le mode de liquidation et nomme un ou plusieurs liquidateurs et détermine leurs pouvoirs.

Sur l'actif net, provenant de la liquidation après apurement du passif, il sera prélevé la somme nécessaire pour rembourser le montant libéré des actions; quant au solde, il sera réparti également entre toutes les actions.

Disposition Générale

Art. 32. Pour tous les points non réglés aux présents statuts, les parties se réfèrent et se soumettent à la loi luxembourgeoise du 10 août 1915 et ses modifications ultérieures.

Dispositions transitoires

L'assemblée générale annuelle se réunira à Luxembourg, le premier mardi du mois de mars à 11.30 heures et pour la première fois en 1998.

Le premier exercice social commencera le jour de la constitution et se terminera le 31 décembre 1997.

Souscription

Les statuts de la société ayant ainsi été établis, les comparants déclarent souscrire à toutes les actions représentant l'intégralité du capital social, comme suit:

Madame Lidia Molo, prénommée, mille actions	1.000
Madame Mariateresa Molo, prénommée, mille actions	1.000
Monsieur Uberto Molo, prénommé, mille actions	1.000
Total: trois mille actions	3.000

Toutes ces actions ont été libérées intégralement par des versements en espèces, de sorte que la contre-valeur en Deutsche Mark de la somme de trente millions de francs luxembourgeois (LUF 30.000.000) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant, qui le constate expressément.

Déclaration - Evaluation - Frais

Le notaire soussigné déclare avoir vérifié les conditions prévues par l'article vingt-six de la loi du 10 août 1915, telle que modifiée ultérieurement et en constate expressément l'accomplissement.

Le montant, au moins approximatif, des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, est évalué approximativement à 450.000,- LUF.

Assemblée générale extraordinaire

Les comparants préqualifiés, représentant la totalité du capital souscrit, et se considérant comme dûment convoqués, se sont ensuite constitués en assemblée générale extraordinaire.

Après avoir constaté que la présente assemblée est régulièrement constituée, ils ont pris, à l'unanimité, les résolutions suivantes:

1. Le nombre des administrateurs est fixé à trois et celui des commissaires à un.

2. Ont été appelés aux fonctions d'administrateurs:

- a) Monsieur Peraldo Mortara, administrateur de sociétés, demeurant à Torino (I), Via Carlo Alberto, 59, Président.
- b) Monsieur Reno Tonelli, employé privé, demeurant à Strassen, 20, rue des Muguets, Administrateur,
- c) Madame Vania Baravini, employée privée, demeurant à Esch-sur-Alzette, 89, rue Clair-Chêne, Administrateur.

3. La durée du mandat des administrateurs est fixée à trois ans et prendra fin lors de l'assemblée générale à tenir en 2000.

4. A été appelée aux fonctions de commissaire aux comptes: GRANT THORNTON REVISION & CONSEILS, 2, boulevard Grande Duchesse Charlotte, L-1332 Luxembourg.

5. La durée du mandat du commissaire aux comptes est fixée à un an et prendra fin lors de l'assemblée générale à tenir en 1998.

6. Le siège de la société est fixé au 62, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée en langue du pays aux comparants, tous connus du notaire par leurs nom, prénom usuel, état et demeure, les comparants ont tous signé avec Nous, notaire, la présente minute.

Signé: R. Tonelli, J. Delvaux.

Enregistré à Luxembourg, le 20 mars 1997, vol. 97S, fol. 45, case 1. – Reçu 300.000 francs.

Le Receveur ff. (signé): D. Hartmann.

Pour copie conforme, délivrée, sur papier libre, à la demande de la société prénommée, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 avril 1997.

J. Delvaux.

(12946/208/277) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 avril 1997.

AFRICAN UNION IN LUXEMBOURG, Association sans but lucratif.

Siège social: L-1941 Luxembourg, 501, route de Longwy.

— STATUTS

Les membres fondateurs suivants:

Afanou Kodjo, employé privé, de nationalité luxembourgeoise, demeurant à L-1941 Luxembourg, 501, route de Longwy,

Bello Richard, comptable, de nationalité ghanéenne, demeurant à L-3261 Bettembourg, 24, rue du Nord,

Bodja Kokov Robert, journaliste, de nationalité togolaise, demeurant à L-6922 Betzdorf, 1, rue du Village,

Geraldo William, électricien, de nationalité libérienne, demeurant à L-2531 Luxembourg, 2, rue Frantz Seimetz,

Graziano Okine, comptable, de nationalité soudanaise, demeurant à L-3464 Dudelange, 6, rue Jean Eiffes,

créent par la présente une association sans but lucratif, régie par les dispositions de la loi du 21 avril 1928 telle qu'elle a été modifiée et les présents statuts.

Art. 1^{er}. L'association porte la dénomination AFRICAN UNION IN LUXEMBOURG, association sans but lucratif. Elle a son siège à Luxembourg-Ville.

Art. 2. L'association a pour objet de:

- regrouper des personnes de toutes nationalités désireuses de collaborer à des pratiques sportives, récréatives et culturelles,
- promouvoir des activités sportives, récréatives et culturelles pour les adultes et les enfants,
- promouvoir des activités favorisant la connaissance du Grand-Duché de Luxembourg et des cultures des pays d'origine des associés en général,
- créer ou élargir des structures d'accueil, d'appui, d'expression culturelle et sportive pour ces personnes et associations,
- favoriser les contacts entre étrangers et autochtones,
- promouvoir la formation sociale et civique de ses membres de façon à contribuer à leur intégration harmonieuse et à leur participation à la vie publique,
- combattre toute forme de racisme et de xénophobie.

Art. 3. L'association poursuit son action dans une stricte indépendance politique, idéologique et religieuse.

Art. 4. Les membres dont le nombre ne peut être inférieur à trois sont admis par cooptation du conseil d'administration à la suite d'une demande écrite ou verbale.

Art. 5. Les membres ont la faculté de se retirer à tout moment de l'association après envoi de leur démission écrite au conseil d'administration.

Est réputé démissionnaire après le délai de trois mois à compter du jour de l'échéance tout membre qui refuse de payer la cotisation lui incombant.

Art. 6. Les membres peuvent être exclus de l'association si d'une manière quelconque ils ont porté gravement atteinte aux intérêts de l'association. A partir de la proposition d'exclusion formulée par le conseil d'administration, jusqu'à la décision définitive de l'assemblée Générale statuant à la majorité des deux tiers des voix présentes, le membre dont l'exclusion est envisagée est suspendu de plein droit de ses fonctions sociales.

Art. 7. Les associés, démissionnaires ou exclus, ne peuvent porter atteinte à l'existence de l'association et n'ont aucun droit à faire valoir sur son patrimoine ni sur les cotisations payées.

Art. 8. La cotisation annuelle est fixée par l'assemblée Générale. Elle ne peut dépasser 10.000 frs.

Art. 9. L'assemblée générale qui se compose de tous les membres est convoquée par le conseil d'administration régulièrement une fois par an, et extraordinairement chaque fois que l'intérêt de l'association l'exige ou qu'un cinquième des membres le demandent par écrit au conseil d'administration.

Art. 10. La convocation se fait au moins 15 jours avant la date fixée pour l'assemblée, moyennant simple lettre missive devant mentionner l'ordre du jour proposé.

Art. 11. Toute proposition écrite signée d'un vingtième au moins des membres figurant sur la dernière liste annuelle doit être portée à l'ordre du jour. Aucune décision ne peut être prise sur un objet n'y figurant pas.

Art. 12. L'assemblée générale qui connaît tous les problèmes sociaux, au sujet desquels elle fixe les directives à suivre, doit obligatoirement délibérer sur les objets suivants:

- modification des statuts
- nomination et révocation des membres du comité et des réviseurs de caisse
- approbation des rapports d'activité et comptes
- dissolution de l'association.

Art. 13. Elle ne peut valablement délibérer sur les modifications aux statuts que si l'objet de celles-ci est spécialement indiqué dans la convocation et si l'assemblée réunit les deux tiers des membres. Aucune modification ne peut être adoptée qu'à la majorité des deux tiers des voix. Si les deux tiers des membres ne sont pas présents, ou représentés à la première réunion, une seconde réunion peut être convoquée qui pourra délibérer quel que soit le nombre des membres présents; dans ce cas la décision sera soumise à l'homologation du tribunal civil.

Toutefois, si la modification porte soit sur l'un des objets en vue desquels l'association s'est constituée, soit sur la dissolution, ces règles sont modifiées comme suit:

- a) la seconde assemblée ne sera valablement constituée que si la moitié au moins de ses membres est présente,
- b) la décision n'est admise dans l'une ou dans l'autre assemblée, que si elle est votée à la majorité des trois quarts des voix des membres présents,
- c) si, dans la seconde assemblée, les deux tiers des associés ne sont pas présents, la décision devra être homologuée par le tribunal civil.

Art. 14. Les délibérations de l'assemblée sont portées à la connaissance des membres et des tiers par, respectivement, lettre confiée à la poste et par voie de presse.

Art. 15. L'association est gérée par un Conseil d'Administration élu pour une durée d'une année. Le Conseil d'Administration se compose d'un président et de dix autres membres élus à la majorité simple des voix présentes à l'assemblée générale.

Art. 16. Le conseil qui se réunit sur la convocation de son président ou à la demande de trois administrateurs ne peut valablement délibérer que si 2/3 des membres au moins sont présents. Toute décision doit être prise à la majorité simple des membres élus.

Art. 17. Le conseil exécute les directives à lui dévolues par l'assemblée générale conformément à l'objet de la société. Il gère les finances.

Art. 18. Il représente l'association dans les relations avec les tiers. Pour que l'association soit valablement engagée à l'égard de ceux-ci, 2 signatures de membres en fonction sont nécessaires.

Art. 19. Le conseil d'administration soumet annuellement à l'approbation de l'assemblée Générale les comptes de l'exercice écoulé et le budget du prochain exercice.

L'exercice budgétaire commence le 1^{er} janvier de chaque année. Les comptes sont arrêtés au 31 décembre et soumis à l'assemblée générale avec le rapport des réviseurs de caisse.

Afin d'examen, l'assemblée désigne 2 réviseurs de caisse. Le mandat de ceux-ci est incompatible avec celui d'administrateur en exercice.

Art. 20. En cas de liquidation les biens sont affectés à une ou plusieurs associations similaires choisies par l'assemblée générale.

Art. 21. La liste des membres est complétée chaque année par l'indication des modifications qui se sont produites et ce au 31 décembre.

Art. 22. Les ressources de l'association comprennent notamment:

- les cotisations des membres,
- les subsides et subventions,
- les dons ou legs en sa faveur.

Art. 23. Toutes les fonctions exercées dans les organes de l'association ont un caractère bénévole et sont exclusives de toute rémunération.

Art. 24. Pour tout ce qui n'est pas autrement réglementé par les présents statuts, il est renvoyé à la loi du 21 avril 1928 sur les associations sans but lucratif telle qu'elle a été modifiée.

Ainsi fait à Luxembourg, le 5 avril 1997 par les membres fondateurs dont les signatures suivent:

Afanou Kodjo, Bello Richard, Bodja Kokov Robert, Geraldo William, Graziano Okine.

L'assemblée générale du 5 avril 1997 a arrêté la composition suivante du Conseil d'administration:

Président: Graziano Okine

Vice-président: Dietz Danielle

Secrétaire: Bodja Kokov Robert

Secrétaire adjoint: Dossou Evelyne

Trésorier: Afanou Kodjo

Organisateur: Gerlido William
 Organisateur: Muller-Sarpong Alice
 Membre: Mianguouilla Christian
 Membre: Nyante Véronica Jaa
 Membre: Dossou Pierre

Les réviseurs de caisse suivants ont été nommés:

Réviseur de caisse: Bello Richard
 Réviseur de caisse: Abdoul Kerry Kama

Enregistré à Luxembourg, le 8 avril 1997, vol. 491, fol. 22, case 4. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(12948/000/123) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 avril 1997.

CLUB DES JEUNES, MILLEBAACHER SPECHTEN, A.s.b.l., Association sans but lucratif.

Siège social: L-2442 Luxembourg, 382, rue de Rollingergrund.

STATUTS

Art. 1^{er}. Dénomination, Siège, Durée. L'association est dénommée CLUB DES JEUNES MILLEBAACHER SPECHTEN, A.s.b.l. Elle a son siège au 382, rue de Rollingergrund, L-2442 Luxembourg.

La durée de l'association est illimitée dans le temps.

L'exercice social commence le 1^{er} janvier et se terminera le 31 décembre.

Art. 2. Objet. L'association a pour objet:

- d'organiser, en commun avec ses membres des activités de loisirs judiciaires
- de soutenir et d'aider d'autres associations de toute nature
- de rechercher des soutiens possibles de toute nature, pour mieux organiser ses activités.

L'association peut devenir membre de toute association nationale ou internationale, qui poursuit des fins similaires, et, par conséquence, se faire représenter par une telle association.

L'association est absolument neutre de manière religieuse, spirituelle, idéologique et politique.

Art. 3. Membres. Le CLUB DES JEUNES MILLEBAACHER SPECHTEN, A.s.b.l., est accessible aux jeunes gens à partir de 15 ans.

A côté de ces membres actifs, l'association peut avoir des membres d'honneur, qui soutiennent l'association moralement ou financièrement.

Art. 4. Procédure d'admission et de démission. L'admission d'un nouveau membre se fait par écrit, en remplissant la fiche d'inscription.

En contrepartie de cette fiche signée, chaque nouveau membre reçoit une copie des statuts de l'organisation.

La fiche d'inscription comprend à côté des données privées, l'accord de chaque membre d'accepter ces statuts.

Pour les mineurs d'âge, la fiche doit être signée par son représentant légal. Le comité doit approuver chaque nouveau membre.

Chaque membre est libre de se retirer à tout moment du CLUB DES JEUNES MILLEBAACHER SPECHTEN, A.s.b.l., sans autant pouvoir réclamer le remboursement de sa cotisation ou de toute part des actifs de ladite association.

La démission devra être notifiée au comité.

Art. 5. Exclusion. Tout membre pourra être exclu du CLUB DES JEUNES MILLEBAACHER SPECHTEN, A.s.b.l. sur décision du comité à la majorité des deux tiers des membres présents, si:

- il compromet les intérêts de l'association
- il ne respecte pas ces statuts
- il n'a pas payé sa cotisation annuelle.

Art. 6. Les organes de décision. Les organes du CLUB DES JEUNES MILLEBAACHER SPECHTEN, A.s.b.l. sont:

- l'assemblée générale ordinaire
- l'assemblée générale extraordinaire
- le comité.

Art. 7. L'assemblée générale ordinaire. L'assemblée générale ordinaire est souveraine.

L'assemblée générale se réunit tous les ans pendant les trois mois suivant la fin de l'exercice. Elle est convoquée par écrit avec indication de l'ordre du jour par le comité au moins une semaine avant la date de l'assemblée générale ordinaire.

L'ordre du jour est arrêté par le comité. Il comprendra obligatoirement:

- l'appel des membres présents
- le rapport d'activité du secrétaire
- le bilan présenté par le caissier
- le rapport des réviseurs de caisse
- la décharge à donner aux membres du comité
- la fixation des cotisations
- le vote du budget
- l'élection partielle d'un nouveau comité
- l'élection de deux nouveaux réviseurs de caisse
- divers

Toutefois, le comité peut compléter l'ordre du jour par des points, qui lui semblent importants d'être traités lors de l'assemblée générale.

Il sera statué par l'assemblée générale par la simple majorité des voix. Toutefois aucun quorum n'est requis.

Art. 8. Du vote à l'assemblée générale ordinaire. Chaque membre actif, qui a payé sa cotisation pour l'exercice écoulé a le droit de vote. Toutefois, il doit être majeur.

Il ne peut pas se faire représenter par un autre membre, ni par un tiers. Les membres d'honneur ont une voix consultative.

Art. 9. L'assemblée générale extraordinaire. Le comité peut convoquer une assemblée générale extraordinaire au cours de l'année, quand une situation particulière l'exige.

Il est obligé de convoquer une assemblée générale extraordinaire dans les deux mois, si au moins un quart des membres actifs fera une demande écrite avec proposition de l'ordre du jour.

Les procédures de vote sont identiques à celles de l'assemblée générale ordinaire, toutefois les décisions doivent être prises à la majorité des deux tiers des voix présentes. De nouveau aucun quorum n'est requis.

Art. 10. Le comité. Le comité:

- représente le CLUB DES JEUNES MILLEBAACHER SPECHTEN, A.s.b.l., auprès des autorités et auprès d'autres organisations

- s'occupe de la gestion journalière de l'association

- convoque les assemblées générales ordinaires et extraordinaires

- signe les documents engageant le CLUB DES JEUNES MILLEBAACHER SPECHTEN, A.s.b.l.

- règle les points non-prévus par les statuts.

Le comité se compose d'au moins cinq et maximum treize membres, dont un président, un vice-président, un caissier et un secrétaire. Le comité est libre de définir d'autres charges.

Les différentes charges sont distribuées au sein du comité lors de la première réunion du comité après l'assemblée générale.

La durée du mandat d'un membre du comité est de deux ans. Chaque année la moitié du comité doit être renouvelée.

Chacun peut poser sa candidature pour un poste au sein du comité, quand il remplit les conditions suivantes:

- être membre actif du CLUB DES JEUNES MILLEBAACHER SPECHTEN, A.s.b.l.

- être majeur d'âge.

L'assemblée générale ordinaire élit annuellement la moitié du comité parmi les candidats, qui ont posé leur candidature par écrit au plus tard 48 heures avant l'assemblée générale ordinaire auprès du président ou secrétaire sortant.

Si un des candidats élus démissionne au cours de son mandat, le comité peut coopter un nouveau membre actif, qui remplit les conditions pour poser sa candidature, avec la majorité des deux tiers des voix émises. Le nouveau membre doit présenter sa candidature lors de l'assemblée générale ordinaire suivante.

Les réunions du comité sont convoqués par le président, le secrétaire, ou par au moins cinq membres du comité.

Le comité peut valablement délibérer, si au moins la moitié de ses membres est présente. Les décisions sont prises à la simple majorité des voix. En cas de partage des voix, celle du président est prépondérante.

La présence des membres du comité aux réunions du comité est obligatoire. Plus de trois absences non excusées peuvent entraîner l'exclusion du comité.

En cas d'absence, aucun membre ne pourra se faire représenter ni par un autre membre du comité, ni par un tiers.

Les membres du comité exercent leur mandat à titre honorifique et gratuitement.

Art. 11. Les charges du comité. Le président doit être exemplaire et ainsi protéger, défendre et soutenir les autres membres. Il représente l'association vers l'extérieur. Il doit accepter les propositions de ses membres, en veillant toujours à la légitimité de ces propositions.

Le vice-président remplace le président empêché dans ses fonctions.

Le secrétaire rédige les procès-verbaux des réunions, met à jour la correspondance, rédige les demandes envers les tiers de l'association, informe la presse.

Le caissier gère les actifs du CLUB DES JEUNES MILLEBAACHER SPECHTEN, A.s.b.l. Il est seul responsable pour les sommes d'argent que l'association lui a confié. Il tient le livre des recettes et dépenses. Chaque membre du comité peut demander à tout moment la situation financière exacte. Il doit établir le bilan de l'exercice écoulé. Une proposition du budget doit être rédigé par ses soins. Cette proposition doit être présentée au comité lors de la réunion avant l'assemblée générale ordinaire, qui doit l'accorder.

Les membres doivent aider lors de l'exécution des décisions prises par le comité.

Art. 12. Des activités. Chaque membre participe aux activités à sa propre responsabilité. Pour des activités majeures, une confirmation de participation peut être requise par le comité. Toutefois, pour des déplacements vers l'étranger, une acceptation des conditions doit être signée par chaque participant. Pour les mineurs d'âge, leur représentant légal doit signer.

Le comité gère les activités du CLUB DES JEUNES MILLEBAACHER SPECHTEN, A.s.b.l. Ainsi chaque membre doit respecter les instructions du comité, pour autant que celles-ci soient légales.

Les membres actifs profitent du bénéfice réalisé lors des activités clubinternes (voyages, excursions, repas,...).

Toutefois, des membres, qui ne participent jamais ou rarement à des activités ne seront pas favorisés.

Art. 13. Les finances. Le CLUB DES JEUNES MILLEBAACHER SPECHTEN, A.s.b.l., dispose d'un trésor qui sera alimenté entre autres par les cotisations de ses membres actifs et d'honneur, de dons, de subsides, de recettes de ses activités, des montants encaissés de sponsors officiels ou d'annonceurs dans ses publications.

Deux réviseurs de caisse veillent à la bonne gestion des fonds par le caissier. Ils rapportent directement à l'assemblée générale ordinaire. Ils doivent être au nombre de deux et être membres actifs de l'association, de préférence externes au comité.

Art. 14. Modification des statuts. Toute proposition de modification des statuts devra être soumise par écrit au comité qui devra la soumettre alors à la prochaine assemblée générale ordinaire. Toute modification devra être admise à la majorité des deux tiers des voix présentes.

Art. 15. Dissolution du CLUB DES JEUNES MILLEBAACHER SPECHTEN, A.s.b.l. La dissolution du CLUB DES JEUNES MILLEBAACHER SPECHTEN, A.s.b.l. doit être décidée par l'assemblée générale extraordinaire à la majorité des deux tiers des voix présentes. Aucun quorum n'est requis. La dissolution doit être indiquée expressément sur la convocation. Cette assemblée générale extraordinaire déterminera alors l'affectation des avoirs de l'association.

Art. 16. Le CLUB DES JEUNES MILLEBAACHER SPECHTEN. Le CLUB DES JEUNES MILLEBAACHER SPECHTEN, A.s.b.l., est de plein droit l'association successeur du CLUB DES JEUNES MILLEBAACHER SPECHTEN, qui a été fondée le 22 novembre 1991, et dont les statuts ont été modifiés le 27 novembre 1992, le 1^{er} février 1996, le 24 janvier 1997 et le 1^{er} avril 1997, et qui a été dissolu en ce jour.

Le CLUB DES JEUNES MILLEBAACHER SPECHTEN, A.s.b.l., reprend toutes les actes accomplies par le CLUB DES JEUNES MILLEBAACHER SPECHTEN, ainsi que ses actifs et ses membres.

Toutefois, les membres reçoivent, contre signature, une copie des nouveaux statuts.

Les présents statuts sont entrés en vigueur le 1^{er} avril 1997 par le vote de l'assemblée générale constituante de ce jour.

Besch Françoise, 94, rue Fernand Mertens, L-3258 Bettembourg

Eifes Eric, 19, an den Léissen, L-5312 Contern

Funck Fabrice, 12, Montée Thommes, L-2616 Luxembourg

Neuens Marc, 119, route d'Arlon, L-8009 Strassen

Olinger Sandy, 23, rue du Saint Esprit, L-1475 Luxembourg

Schmit Armand, 4, rue Meescheck, L-6834 Biwer

Schmit Gérard, 30, rue de Mühlenbach, L-2168 Luxembourg

Schmit-Schmit Sonja, 4, rue Meescheck, L-6834 Biwer

Ugen Fernand, 160, route de Luxembourg, L-7241 Bereldange

Wagner Alain, 22, rue Pasteur, L-4642 Differdange

Schmit-Hippert Maggy, 33, rue de Belvaux, L-4418 Soleuvre

Membres fondateurs

Besch Françoise, Eifes Eric, Funck Fabrice, Neuens Marc, Olinger Sandy, Schmit Armand, Schmit Gérard, Schmit-Schmit Sonja, Ugen Fernand, Wagner Alain, Schmit-Hippert Maggy.

Enregistré à Luxembourg, le 9 avril 1997, vol. 491, fol. 22, case 11. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(12949/000/160) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 avril 1997.

352 PRODUCTION S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1750 Luxembourg, 66, avenue Victor Hugo.

R. C. Luxembourg B 32.420.

Le bilan au 31 décembre 1995, enregistré à Luxembourg, le 8 avril 1997, vol. 491, fol. 19, case 8, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 avril 1997.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 avril 1997.

Signature.

(12950/000/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 avril 1997.

352 PRODUCTION S.A., Société Anonyme.

Capital: 9.500.000,- LUF.

Siège social: L-1750 Luxembourg, 66, avenue Victor Hugo.

R. C. Luxembourg B 32.420.

Procès-verbal d'assemblée générale ordinaire du 29 novembre 1996

Ordre du jour:

Approbation des Comptes;

Reconduction des administrateurs;

Reconduction du commissaire aux Comptes.

Présents: Monsieur Lucien Viallé, président du Conseil d'Administration, Monsieur Daniel Schwall, Monsieur Antoine Wehenkel, Actionnaires.

L'an mil neuf cent quatre-vingt-seize, le 29 novembre à 9.00 heures, les actionnaires de la société 352 PRODUCTION, société anonyme au capital de 9,5 millions de LUF, dont le siège social se situe 66, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg se sont réunis en assemblée générale ordinaire au siège de la société.

Tous les actionnaires étant présents ou représentés, et déclarant connaître l'ordre du jour, l'assemblée peut valablement se tenir.

Il a été dressée une feuille de présence qui a été valablement signée par tous les actionnaires présents ou valablement représentés.

Monsieur Lucien Viallé est nommé président et Monsieur D. Schwall, secrétaire de séance, Monsieur Antoine Wehenkel, scrutateur.

Le Président constate que la feuille de présence, certifiée exacte par les actionnaires, fait ressortir que les actionnaires présents ou représentés possèdent la totalité des actions ayant droit de vote (soit 9.500) et qu'à ces actions sont rattachées 9.500 voix.

L'assemblée représentant la totalité des actions peut valablement délibérer.

Le Président rappelle que l'ordre du jour est le suivant:

Première résolution: Approbation des Comptes.

Seconde résolution: Quitus aux Administrateurs.

Troisième résolution: Reconduction de mandat d'Administrateurs et du Commissaire aux comptes.

Première résolution

Approbation des comptes

Le Président fait lecture du rapport de l'exercice écoulé ainsi que du rapport du Commissaire aux Comptes.

A l'unanimité, l'A.G. adopte les Comptes qui font ressortir une perte de 92.556.229,- LUF. L'A.G. décide d'affecter ces bénéfices au report à nouveau et sursoit à toute distribution de dividendes aux actionnaires.

Seconde résolution

Quitus aux administrateurs

L'Assemblée Générale remercie le Conseil d'Administration et lui donne quitus pour sa gestion.

Troisième résolution

Renouvellement de mandats

Les mandats d'Administrateurs de Messieurs Viallé, Wehenkel et Schwall de Madame Nicole Marie-Schwall, ainsi que du Commissaire aux Comptes, Maître Olinger-Courtois, sont renouvelés pour une durée d'un an, jusqu'à l'Assemblée générale statuant sur les Comptes de l'exercice 1996.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, le président clos la séance.

L. Viallé D. Schwall A. Wehenkel
Président Secrétaire Scrutateur

Enregistré à Luxembourg, le 8 avril 1997, vol. 491, fol. 19, case 7. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(12951/000/55) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 avril 1997.

CREDIT EUROPEEN S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 52, route d'Esch.

R. C. Luxembourg B 6.041.

Le bilan au 31 décembre 1996, enregistré à Luxembourg, le 8 avril 1997, vol. 491, fol. 17, case 12, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 avril 1997.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 avril 1997.

E. Baert
Administrateur-Délégué

(12983/000/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 avril 1997.

CREDIT EUROPEEN S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 52, route d'Esch.

R. C. Luxembourg B 6.041.

Extrait du procès-verbal de l'Assemblée générale ordinaire du 3 avril 1997

Le mandat d'administrateurs de MM. Daniel Cardon de Lichtbuer, Eric Andersen, Elmar Baert, Eugène Muller, Bernard Peelman, Jean-Pierre Wellens, René Faltz et Alex Schmitt est prorogé pour une période d'un an jusqu'à l'Assemblée générale ordinaire qui statuera sur les comptes de l'exercice 1997.

Monsieur Michel Tilmant est nommé administrateur pour une période d'un an jusqu'à l'Assemblée générale ordinaire qui statuera sur les comptes de l'exercice 1997, en remplacement de Monsieur Maurice Hennequin atteint par la limite d'âge stipulée par les statuts.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 3 avril 1997.

E. Baert
Administrateur-Délégué

Enregistré à Luxembourg, le 8 avril 1997, vol. 491, fol. 17, case 12. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(12984/000/19) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 avril 1997.

ABITAL S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1445 Luxembourg-Strassen, 1A, rue Thomas Edison.
R. C. Luxembourg B 48.830.

Le bilan au 31 décembre 1995, enregistré à Luxembourg, le 10 avril 1997, vol. 491, fol. 24, case 8, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 avril 1997.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg-Strassen, le 9 avril 1997.

Signature.

(12952/032/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 avril 1997.

AEQUITAS INVESTMENTS S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 5, boulevard Royal.
R. C. Luxembourg B 56.885.

Extrait des résolutions de l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires qui s'est tenue le 24 mars 1997

A l'Assemblée Générale Extraordinaire de AEQUITAS INVESTMENTS S.A. («la société»), il a été décidé comme suit:

- de changer le siège de la société du 15, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg au 5, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg;

- d'accepter la démission de Monsieur J.H. Van Leuvenheim de sa fonction d'Administrateur-Délégué de la société;

- d'accepter la démission de SELINE PARTICIPATIONS S.A., SELINE FINANCE LIMITED et de Monsieur J.H. Van Leuvenheim de leur fonction d'Administrateur de la société;

- de nommer LUXEMBOURG CORPORATION COMPANY S.A., LUXEMBOURG MANAGEMENT COMPANY LIMITED et Madame Ariane Slinger, administrateurs de la société, leur fonction expirant à l'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires se tenant en l'an 2002;

- d'autoriser le Conseil d'Administration à déléguer la gestion journalière, ainsi que la représentation de la société concernant cette gestion à LUXEMBOURG CORPORATION COMPANY S.A. qui peut engager la société par sa seule signature;

- d'accepter la démission de EUROLUX MANAGEMENT S.A. de sa fonction de commissaire aux comptes;

- de nommer LUXEMBOURG ADMINISTRATION SERVICES LIMITED, commissaire aux comptes de la société, se fonction expirant à l'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires se tenant en l'an 2002;

- de donner décharge aux administrateurs et au commissaire aux comptes pour l'exercice de leur mandat.

Luxembourg, le 24 mars 1997.

A. Slinger
Administrateur

Enregistré à Luxembourg, le 7 avril 1997, vol. 491, fol. 16, case 7. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(12954/510/28) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 avril 1997.

ASSOCIATED HOLDINGS FINANCE S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 4, rue Jean Monnet.
R. C. Luxembourg B 48.432.

Assemblée Générale Annuelle

Il résulte de l'Assemblée Générale Annuelle de la société ASSOCIATED HOLDINGS FINANCE S.A. tenue au siège social en date du 20 mars 1997 que les actionnaires, à l'unanimité des voix, ont pris les résolutions suivantes pour les comptes annuels de 1995:

1) Décharge accordée aux administrateurs A M. Zvi Iytzchak, Mme Gros Rosalia, décharge accordée aux administrateurs B MANACOR (LUXEMBOURG) S.A., MUTUA (LUXEMBOURG) S.A. et au commissaire aux comptes ERNST & YOUNG pour l'année 1995.

2) Election de M. Zvi Iytzchak, Mme Gros Rosalia en tant qu'administrateurs A, élection de MANACOR (LUXEMBOURG) S.A., MUTUA (LUXEMBOURG) S.A. en tant qu'administrateurs B.

3) Election de ERNST & YOUNG en tant que Commissaire aux Comptes.

4) Les mandats des administrateurs et du commissaire aux comptes expireront à la suite de l'Assemblée Générale Statutaire appelée à s'exprimer sur les comptes au 31 décembre 1996.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour ASSOCIATED HOLDINGS FINANCE S.A.
MANACOR (LUXEMBOURG) S.A.

Signatures
Administrateur

Enregistré à Luxembourg, le 7 avril 1997, vol. 491, fol. 16, case 10. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(12956/683/26) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 avril 1997.

ASSOCIATED HOLDINGS FINANCE S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 4, rue Jean Monnet.
R. C. Luxembourg B 48.432.

Assemblée Générale Annuelle

Il résulte de l'Assemblée Générale Annuelle de la société ASSOCIATED HOLDINGS FINANCE S.A. tenue au siège social en date du 20 mars 1997 que les actionnaires, à l'unanimité des voix, ont pris les résolutions suivantes pour les comptes annuels de 1996:

1) Décharge accordée aux administrateurs A M. Zvi Iytchak, Mme Gros Rosalia, décharge accordée aux administrateurs B MANACOR (LUXEMBOURG) S.A., MUTUA (LUXEMBOURG) S.A. et au commissaire aux comptes ERNST & YOUNG pour l'année 1996.

2) Election de M. Zvi Iytchak, Mme Gros Rosalia en tant qu'administrateurs A, élection de MANACOR (LUXEMBOURG) S.A., MUTUA (LUXEMBOURG) S.A. en tant qu'administrateurs B.

3) Election de ERNST & YOUNG en tant que Commissaire aux Comptes.

4) Le mandat des administrateurs et du commissaire aux comptes expirera à la suite de l'Assemblée Générale Extraordinaire décidant de la mise en liquidation de la société.

5) Décision de ne pas continuer les activités de la société après la perte de plus de 50 % du capital pour l'exercice se terminant au 31 décembre 1997.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour ASSOCIATED HOLDINGS FINANCE S.A.
MANACOR (LUXEMBOURG) S.A.

Signatures
Administrateur

Enregistré à Luxembourg, le 7 avril 1997, vol. 491, fol. 16, case 11. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(12957/683/28) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 avril 1997.

AGATHIS S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 4, rue Jean Monnet.
R. C. Luxembourg B 50.640.

Assemblée Générale Annuelle

Il résulte de l'Assemblée Générale Annuelle de la société AGATHIS S.A. tenue au siège social en date du 2 avril 1997 que les actionnaires, à l'unanimité des voix, ont pris les résolutions suivantes pour les comptes annuels de 1996:

1) Décharge accordée aux administrateurs MANACOR (LUXEMBOURG) S.A., MUTUA (LUXEMBOURG) S.A. et FIDES (LUXEMBOURG) S.A. et au commissaire aux comptes Autonome de Révision pour l'année 1996.

2) Election de MANACOR (LUXEMBOURG) S.A., MUTUA (LUXEMBOURG) S.A. et FIDES (LUXEMBOURG) S.A. en tant qu'administrateurs.

3) Election de Autonome de Révision en tant que Commissaire aux Comptes.

4) Le mandat des administrateurs et du commissaire aux comptes expirera à la suite de l'Assemblée Générale Statutaire appelée à s'exprimer sur les comptes au 31 décembre 1997.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

AGATHIS S.A.
MANACOR (LUXEMBOURG) S.A. MUTUA (LUXEMBOURG) S.A.

Signature
Administrateur

Signature
Administrateur

Enregistré à Luxembourg, le 7 avril 1997, vol. 491, fol. 16, case 12. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(12955/683/23) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 avril 1997.

COMPUVISION MEDIA HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.
R. C. Luxembourg B 52.647.

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale extraordinaire du 2 janvier 1997

Conformément à l'article 100 de la loi sur les sociétés, il a été voté la continuation de l'activité de la société malgré une perte supérieure à la moitié du capital.

Pour la société
COMPUVISION MEDIA HOLDING S.A.
Signature

Enregistré à Luxembourg, le 4 avril 1997, vol. 491, fol. 12, case 7. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(12980/005/14) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 avril 1997.

BANCO DI SICILIA INTERNATIONAL S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2132 Luxembourg, 14, avenue Marie-Thérèse.
R. C. Luxembourg B 24.754.

Le bilan et annexes 1996 du BANCO DE SICILIA INTERNATIONAL S.A., enregistrés à Luxembourg, le 9 avril 1997, vol. 491, fol. 24, case 2, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 avril 1997.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le

BANCO DI SICILIA INTERNATIONAL S.A.

A. Federico

G. Motta

(12959/000/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 avril 1997.

BEACH FINANCE S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

EXTRAIT

Il résulte d'un acte reçu par Maître Georges d'Huart, notaire de résidence à Pétange, en date du 24 mars 1997, enregistré à Esch-sur-Alzette, le 1^{er} avril 1997, vol. 832, fol. 19, case 8, que la société BEACH FINANCE S.A., avec siège à Senningerberg, a été transféré à L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

G. d'Huart

Le notaire rédacteur de l'acte

(12960/207/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 avril 1997.

BECKMANN & JÖRGENSEN HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 4, rue Jean Monnet.
R. C. Luxembourg B 43.101.

Assemblée Générale Annuelle

Il résulte de l'Assemblée Générale Annuelle de la société BECKMANN & JÖRGENSEN HOLDING S.A. tenue au siège social en date du 27 mars 1997 que les actionnaires, à l'unanimité des voix, ont pris les résolutions suivantes pour les comptes annuels de 1995:

1) Décharge accordée aux administrateurs MANACOR (LUXEMBOURG) S.A., MUTUA (LUXEMBOURG) S.A. M. Leif Harald Nakken, à l'administrateur-délégué MANACOR (LUXEMBOURG) S.A. et au commissaire aux comptes Autonome de Révision pour l'année 1995.

2) Election de MANACOR (LUXEMBOURG) S.A., MUTUA (LUXEMBOURG) S.A. et M. Leif Harald Nakken en tant qu'administrateurs.

3) Election de MANACOR (LUXEMBOURG) S.A. en tant qu'administrateur-délégué.

4) Election de EURAUDIT, S.à r.l., en tant que Commissaire aux Comptes.

5) Le mandat des administrateurs, de l'administrateur-délégué et du commissaire aux comptes expirera à la suite de l'Assemblée Générale Statutaire appelée à s'exprimer sur les comptes au 31 décembre 1996.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour BECKMANN & JÖRGENSEN HOLDING S.A.
MANACOR (LUXEMBOURG) S.A.

Signatures

Managing Director

Enregistré à Luxembourg, le 7 avril 1997, vol. 491, fol. 16, case 10. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(12961/683/27) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 avril 1997.

BRIGHTSTAR HOLDINGS & INVESTMENTS S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1445 Luxembourg-Strassen, 1A, rue Thomas Edison.
R. C. Luxembourg B 34.242.

Suite à la réunion du Conseil d'Administration en date du 4 avril 1997, Monsieur Nikolaos E. Pachoulis, administrateur de sociétés, Piraeus (Grèce) a été coopté en qualité d'administrateur, en remplacement de Monsieur Constantinos S. Coutsoumpellis, administrateur démissionnaire, dont il terminera le mandat.

Cette cooptation fera l'objet d'une ratification lors d'une prochaine assemblée générale des actionnaires.

Luxembourg-Strassen, le 7 avril 1997.

Pour BRIGHTSTAR HOLDINGS
& INVESTMENTS S.A.

l'Agent domiciliataire

Signatures

Enregistré à Luxembourg, le 9 avril 1997, vol. 491, fol. 24, case 8. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(12969/032/16) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 avril 1997.

17199

BENADA S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

—
EXTRAIT

Il résulte d'un acte reçu par Maître Georges d'Huart, notaire de résidence à Pétange, en date du 24 mars 1997, enregistré à Esch-sur-Alzette, le 1^{er} avril 1997, vol. 832, fol. 19, case 8, que la société BENADA S.A., avec siège à Senningerberg, a été transféré à L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

G. d'Huart

Le notaire rédacteur de l'acte

(12962/207/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 avril 1997.

BENEDU HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1445 Luxembourg-Strassen, 1A, rue Thomas Edison.

R. C. Luxembourg B 26.902.

—
Le bilan au 31 décembre 1996, enregistré à Luxembourg, le 9 avril 1997, vol. 491, fol. 24, case 8, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 avril 1997.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg-Strassen, le 9 avril 1997.

Signature.

(12963/032/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 avril 1997.

BILLINGS HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

—
EXTRAIT

Il résulte d'un acte reçu par Maître Georges d'Huart, notaire de résidence à Pétange, en date du 24 mars 1997, enregistré à Esch-sur-Alzette, le 1^{er} avril 1997, vol. 832, fol. 19, case 8, que la société BILLINGS HOLDING S.A., avec siège à Senningerberg, a été transféré à L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

G. d'Huart

Le notaire rédacteur de l'acte

(12964/207/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 avril 1997.

BIOCHEMTEC, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

H. R. Luxemburg B 38.288.

—
Die Gesellschaft BIOCHEMTEC, S.à r.l., hat den Sitz nicht mehr bei der Gesellschaft EUROLUX CCM S.A.

EUROLUX CCM S.A.

W. J. Bruchhausen

Enregistré à Luxembourg, le 8 avril 1997, vol. 491, fol. 21, case 5. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(12965/999/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 avril 1997.

BIOCHEMTEC HOLDING S.A., Société Anonyme.

H. R. Luxemburg B 45.538.

—
Die Gesellschaft BIOCHEMTEC HOLDING S.A. hat den Sitz nicht mehr bei der Gesellschaft EUROLUX CCM S.A.
Zum weiteren tritt der Unterzeichnete Werner Bruchhausen als Kommissar der Gesellschaft zurück.

EUROLUX CCM S.A.

W. J. Bruchhausen

Enregistré à Luxembourg, le 8 avril 1997, vol. 491, fol. 21, case 5. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(12966/999/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 avril 1997.

BLOOMING CREEK HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

—
EXTRAIT

Il résulte d'un acte reçu par Maître Georges d'Huart, notaire de résidence à Pétange, en date du 24 mars 1997, enregistré à Esch-sur-Alzette, le 1^{er} avril 1997, vol. 832, fol. 19, case 8, que la société BLOOMING CREEK HOLDING S.A., avec siège à Senningerberg, a été transféré à L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

G. d'Huart

Le notaire rédacteur de l'acte

(12967/207/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 avril 1997.

BOLINAS S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

—
EXTRAIT

Il résulte d'un acte reçu par Maître Georges d'Huart, notaire de résidence à Pétange, en date du 24 mars 1997, enregistré à Esch-sur-Alzette, le 1^{er} avril 1997, vol. 832, fol. 19, case 8, que la société BOLINAS S.A., avec siège à Senningerberg, a été transféré à L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

G. d'Huart

Le notaire rédacteur de l'acte

(12968/207/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 avril 1997.

BUREAU MODUGNO, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3313 Bergem, 130, Grand-rue.

R. C. Luxembourg B 35.889.

—
Le bilan au 31 décembre 1996, enregistré à Esch-sur-Alzette, le 8 avril 1997, vol. 306, fol. 13, case 3, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 avril 1997.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Bergem, le 10 avril 1997.

BUREAU MODUGNO, S.à r.l.

(12970/000/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 avril 1997.

CASTRUM S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

—
EXTRAIT

Il résulte d'un acte reçu par Maître Georges d'Huart, notaire de résidence à Pétange, en date du 24 mars 1997, enregistré à Esch-sur-Alzette, le 1^{er} avril 1997, vol. 832, fol. 19, case 8, que la société CASTRUM S.A., avec siège à Senningerberg, a été transféré à L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

G. d'Huart

Le notaire rédacteur de l'acte

(12971/207/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 avril 1997.

CEBTFIN S.A.H., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1371 Luxembourg, 223, Val Ste Croix.

R. C. Luxembourg B 53.292.

—
Le bilan au 31 décembre 1996, enregistré à Luxembourg, le 8 avril 1997, vol. 491, fol. 18, case 3, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 avril 1997.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 avril 1997.

Pour la société CEBTFIN S.A.H.

FIDUCIAIRE FERNAND FABER

Signature

(12972/622/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 avril 1997.

C & F INTERNATIONAL S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1820 Luxembourg, 10, rue Antoine Jans.

R. C. Luxembourg B 44.733.

—
Le bilan au 31 décembre 1996, enregistré à Luxembourg, le 10 avril 1997, vol. 491, fol. 26, case 1, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 avril 1997.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour le Conseil d'Administration

H. de Graaf

Administrateur

(12973/003/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 avril 1997.

CHRISTIANIA, SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 39, allée Scheffer.

R. C. Luxembourg B 48.527.

—
Le bilan au 31 décembre 1996, enregistré à Luxembourg, le 8 avril 1997, vol. 491, fol. 20, case 11, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 avril 1997.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 mars 1997.

Le Conseil d'Administration.

(12975/005/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 avril 1997.

CHRISTIANIA, SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 39, allée Scheffer.

R. C. Luxembourg B 48.527.

Extrait des résolutions prises par l'Assemblée Générale Ordinaire du 18 mars 1997

En date du 18 mars 1997, l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires a décidé:

- de ratifier le paiement, aux actionnaires respectifs, des dividendes suivants:
- USD 0,30 par action B du compartiment CHRISTIANIA SICAV - GLOBAL
- USD 0,15 par action B du compartiment CHRISTIANIA SICAV - EQUITY INTERNATIONAL
- USD 0,43 par action B du compartiment CHRISTIANIA SICAV - BOND INTERNATIONAL
- NOK 6,90 par action B du compartiment CHRISTIANIA SICAV - BOND NOK.

Ces dividendes avaient comme ex-date le 26 juin 1996 et le paiement a été effectué en date du 2 juillet 1996.

- de reporter le résultat de l'exercice 1996,
- d'élire, sous réserve de l'agrément de l'Institut Monétaire Luxembourgeoise, M. Sten Ludvig Ruud en tant que nouvel Administrateur de la SICAV pour un mandat d'un an prenant fin à la prochaine Assemblée Générale Ordinaire en 1998,
- de réélire, pour un mandat d'un an prenant fin à la prochaine Assemblée Générale Ordinaire en 1998, M. Rune Sagbraaten et M. Patrick Zurstrassen en qualité d'administrateurs,
- de réélire, pour un mandat d'un an prenant fin à la prochaine Assemblée Générale Ordinaire en 1998, KPMG AUDIT LUXEMBOURG en qualité de Réviseur d'Entreprises.

Luxembourg, le 24 mars 1997.

Pour extrait sincère et conforme
Le Conseil d'Administration

Enregistré à Luxembourg, le 8 avril 1997, vol. 491, fol. 20, case 11. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(12976/005/26) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 avril 1997.

CH-CONSULT, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 11, boulevard du Prince Henri.

Le bilan au 31 décembre 1996, enregistré à Luxembourg, le 9 avril 1997, vol. 491, fol. 23, case 7, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 avril 1997.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 avril 1997.

Pour la société
FIDUCIAIRE REVISION MONTBRUN S.C.
Signature

(12974/518/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 avril 1997.

COMPAGNIE FINANCIERE REGENT S.A.H., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2450 Luxembourg, 15, boulevard Roosevelt.

R. C. Luxembourg B 42.249.

Le bilan au 31 décembre 1996, enregistré à Luxembourg, le 8 avril 1997, vol. 491, fol. 18, case 3, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 avril 1997.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 avril 1997.

Pour la société
COMPAGNIE FINANCIERE REGENT S.A.H.
FIDUCIAIRE FERNAND FABER
Signature

(12977/622/13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 avril 1997.

EUROPÄISCHE MEDIENGESELLSCHAFT A.G., Aktiengesellschaft.

H. R. Luxemburg B 34.255.

Auszug aus dem Protokoll der Ausserordentlichen Generalversammlung vom 25. März 1997

Gemäss Beschluss der ausserordentlichen Generalversammlung vom 25. März 1997, wurden mit sofortiger Wirkung folgende Personen zu neuen Verwaltungsratsmitgliedern ernannt:

- Herr Bernd Stephan, D-10100 Berlin, Otto-Braun-Strasse 70-72;
- Herr Claus E.F. Ahrend, D-10117 Berlin, Mauerstrasse 34-38;
- Frau Claudia Gabriele Merrem, D-10100 Berlin, Otto-Braun-Strasse 70-72.

Die bisherigen Verwaltungsratsmitglieder sind mit sofortiger Wirkung abberufen.

Für die Richtigkeit des Auszuges
i.A. EUROPÄISCHE MEDIENGESELLSCHAFT A.G.
z. RA M. Feider

Enregistré à Luxembourg, le 7 avril 1997, vol. 491, fol. 16, case 9. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(12996/282/17) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 avril 1997.

COMPOSIL LUXEMBOURG S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1321 Luxembourg, 153, rue de Cessange.
R. C. Luxembourg B 30.911.

Le bilan au 30 avril 1996, enregistré à Esch-sur-Alzette, le 8 avril 1997, vol. 306, fol. 12, case 6, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 avril 1997.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 avril 1997.

COMPOSIL LUXEMBOURG S.A.

(12978/000/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 avril 1997.

CODALUX, COMPTOIR D'AGENTS DE CHANGE DU BENELUX S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1255 Luxembourg, 48, rue de Bragance.
R. C. Luxembourg B 20.802.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 avril 1997.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg-Bonnevoie, le 1^{er} avril 1997.

T. Metzler
Notaire

(12979/222/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 avril 1997.

CONDORLUX ROADCARGO, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Gesellschaftssitz: L-4222 Esch an der Alzette, 214, route de Luxembourg.

Aussergewöhnliche Generalversammlung vom 12. März 1997

Zwischen den Unterzeichneten:

A1 MEDICON S.A.H., mit Sitz in Esch an der Alzette (Luxemburg), hier vertreten durch
Herrn Kralowetz jun. 81 Anteile
einerseits und

B1 Rabara Jozef, wohnhaft in SK-Horne Oresany
B2 Jarolim Jan, wohnhaft in CZ-Moravske Budejovice
B3 Svoboda Patrik, wohnhaft in CZ-Plzen
B4 Bydzovsky Vladimir, wohnhaft in CZ-Havirov Mesto
B5 Sleczkowski Stanislav, wohnhaft in CZ-Ostrava
B6 Jicha Jan, wohnhaft in CZ-Vimperk
B7 Pekarcik Bohuslav, wohnhaft in SK-Piestany
B8 Kovac Lubomir, wohnhaft in SK-Svinna
B9 Zubreczki Zoltan, wohnhaft in H-Szigetszentmiklos
B10 Strasko Stefan, wohnhaft in SK-Rohoznik
B11 Vesely Ludek, wohnhaft in CZ-Radnice Dedicka
B12 Panisz Robert, wohnhaft in SK-Bratislava
B13 Lovrant Jozef, wohnhaft in SK-Topolcany
B14 Madarasz Jozef, wohnhaft in H-Zalaegerszeg
B15 Hradisky Petr, wohnhaft in CZ-Dobraný
B16 Jakubicka Ivan, wohnhaft in SK-Topolcany
B17 Minarech
B18 Hargas Milan, wohnhaft in SK-Nove Mesto
B19 Hruby Milan, wohnhaft in SK-Rysucke Nove Mesto
B20 Straka
B21 Sivak Vladislav, wohnhaft in SK-Kysucke Nove Mesto
B22 Graliuk
B23 Reznik
B24 Stefek Vladimir, wohnhaft in SK-Nove Mesto

wurde unter einstimmigem Beschluss folgende Abmachung getroffen:

MEDICON S.A.H., vorgeannt unter A1 überträgt an

B1	Rabara Jozef, vorgeannt	1 Anteil
B2	Jarolim Jan, vorgeannt	1 Anteil
B3	Svoboda Patrik, vorgeannt	1 Anteil
B4	Bydzovsky Vladimir, vorgeannt	1 Anteil
B5	Sleczkowski Stanislav, vorgeannt	1 Anteil
B6	Jicha Jan, vorgeannt	1 Anteil
B7	Pekarcik Bohuslav, vorgeannt	1 Anteil
B8	Kovac Lubomir, vorgeannt	1 Anteil
B9	Zubreczki Zoltan, vorgeannt	1 Anteil
B10	Strasko Stefan, vorgeannt	1 Anteil

B11	Vesely Ludek, vorgeannt	1 Anteil
B12	Panisz Robert, vorgeannt	1 Anteil
B13	Lovrant Jozef, vorgeannt	1 Anteil
B14	Madarasz Jozef, vorgeannt	1 Anteil
B15	Hradisky Petr, vorgeannt	1 Anteil
B16	Jakubicka Ivan, vorgeannt	1 Anteil
B17	Minarech, vorgeannt	1 Anteil
B18	Hargas Milan, vorgeannt	1 Anteil
B19	Hruby Milan, vorgeannt	1 Anteil
B20	Straka, vorgeannt	1 Anteil
B21	Sivak Vladislav, vorgeannt	1 Anteil
B22	Graliuk, vorgeannt	1 Anteil
B23	Reznik, vorgeannt	1 Anteil
B24	Stefek Vladimir, vorgeannt	1 Anteil
welche annehmen und worüber gleichzeitig Quittung erstellt ist, betreffend das vereinbarte Entgelt.		
Abzüglich Abtretungen an MEDICON S.A.H. der Herren		
D1	Dado Pavel, vorgeannt	-1 Anteil
D2	Dado Ladislav, vorgeannt	-1 Anteil
D3	Toth Karel, vorgeannt	-1 Anteil
D4	Mordac Igor, vorgeannt	-1 Anteil
Die Anteile sind wie folgt zugeteilt:		
A1	MEDICON S.A.H., mit Sitz in Esch an der Alzette (Luxemburg), hier vertreten durch Herrn Kralowetz jun.	61 Anteile
B1	Rabara Jozef, vorgeannt	1 Anteil
B2	Jarolim Jan, vorgeannt	1 Anteil
B3	Svoboda Patrik, vorgeannt	1 Anteil
B4	Bydzovsky Vladimir, vorgeannt	1 Anteil
B5	Sleczkowski Stanislav, vorgeannt	1 Anteil
B6	Jicha Jan, vorgeannt	1 Anteil
B7	Pekarcik Bohuslav, vorgeannt	1 Anteil
B8	Kovac Lubomir, vorgeannt	1 Anteil
B9	Zubreczki Zoltan, vorgeannt	1 Anteil
B10	Strasko Stefan, vorgeannt	1 Anteil
B11	Vesely Ludek, vorgeannt	1 Anteil
B12	Panisz Robert, vorgeannt	1 Anteil
B13	Lovrant Jozef, vorgeannt	1 Anteil
B14	Madarasz Jozef, vorgeannt	1 Anteil
B15	Hradisky Petr, vorgeannt	1 Anteil
B16	Jakubicka Ivan, vorgeannt	1 Anteil
B17	Minarech, vorgeannt	1 Anteil
B18	Hargas Milan, vorgeannt	1 Anteil
B19	Hruby Milan, vorgeannt	1 Anteil
B20	Straka, vorgeannt	1 Anteil
B21	Sivak Vladislav, vorgeannt	1 Anteil
B22	Graliuk, vorgeannt	1 Anteil
B23	Reznik, vorgeannt	1 Anteil
B24	Stefek Vladimir, vorgeannt	1 Anteil
C1	Kralowetz Martin, vorgeannt	2 Anteile
C2	Zvalo Jozef, vorgeannt	2 Anteile
C3	Kunes Pavel, vorgeannt	1 Anteil
C4	Hrabacek Frantisek, vorgeannt	1 Anteil
C5	Becka Emil, vorgeannt	1 Anteil
C6	Horak Milan, vorgeannt	1 Anteil
C7	Svoboda Josef, vorgeannt	1 Anteil
C8	Freivolt Marian, vorgeannt	1 Anteil
C9	Hitka Ignac, vorgeannt	1 Anteil
C10	Sivon Petr, vorgeannt	1 Anteil
C11	Nagy Anton, vorgeannt	1 Anteil
C12	Miso Jiri, vorgeannt	1 Anteil
C14	Kantor Robert, vorgeannt	1 Anteil
		<hr/>
		100 Anteile
Die Versammlung ernennt einstimmig die Herren:		
B1	Rabara Jozef, vorgeannt	
B2	Jarolim Jan, vorgeannt	
B3	Svoboda Patrik, vorgeannt	
B4	Bydzovsky Vladimir, vorgeannt	

- B5 Sleczkowski Stanislav, vorgeannt
- B6 Jicha Jan, vorgeannt
- B7 Pekarcik Bohuslav, vorgeannt
- B8 Kovac Lubomir, vorgeannt
- B9 Zubreczki Zoltan, vorgeannt
- B10 Strasko Stefan, vorgeannt
- B11 Vesely Ludek, vorgeannt
- B12 Panisz Robert, vorgeannt
- B13 Lovrant Jozef, vorgeannt
- B14 Madarasz Jozef, vorgeannt
- B15 Hradisky Petr, vorgeannt
- B16 Jakubicka Ivan, vorgeannt
- B17 Minarech, vorgeannt
- B18 Hargas Milan, vorgeannt
- B19 Hruby Milan, vorgeannt
- B20 Straka, vorgeannt
- B21 Sivak Vladislav, vorgeannt
- B22 Graliuk, vorgeannt
- B23 Reznik, vorgeannt
- B24 Stefek Vladimir, vorgeannt

als administrative Geschäftsführer und Herrn Martin Kralowetz als technischen Geschäftsführer.

Jeder administrative Geschäftsführer kann die Gesellschaft nur in Verbindung mit der Unterschrift von Herrn Karl Kralowetz jun. verpflichten.

Herr Karl Kralowetz jun. kann die Gesellschaft mit seiner alleinigen Unterschrift in unbeschränkter Höhe verpflichten.
Unterschriften.

Enregistré à Esch-sur-Alzette, le 27 mars 1997, vol. 306, fol. 1, case 7/1. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): M. Ries.

(12981/000/143) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 avril 1997.

COSMICA S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 6, rue Jean Monnet.
R. C. Luxembourg B 48.968.

Les comptes annuels au 31 décembre 1996, enregistrés à Luxembourg, le 9 avril 1997, vol. 491, fol. 24, case 6, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 avril 1997.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 9 avril 1997.

Pour la société
ARTHUR ANDERSEN, Société Civile
Signature

(12982/501/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 avril 1997.

CREDITLEASE S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 50, route d'Esch.
R. C. Luxembourg B 31.049.

Le bilan au 31 décembre 1996, enregistré à Luxembourg, le 8 avril 1997, vol. 491, fol. 17, case 12, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 avril 1997.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 10 avril 1997.

Signatures.

(12985/017/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 avril 1997.

CREDITLEASE S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 50, route d'Esch.
R. C. Luxembourg B 31.049.

Extrait du procès-verbal de l'Assemblée générale ordinaire du 18 mars 1997

Le mandat d'administrateurs de MM. Elmar Baert, Bernard Trempont, Jean-Paul Cames et Jacques Salée est prorogé pour une période d'un an jusqu'à l'Assemblée générale ordinaire qui statuera sur les comptes de l'exercice 1997.

Le mandat de réviseur d'entreprises de la COMPAGNIE DE REVISION S.A. est prorogé pour une période d'un an jusqu'à l'Assemblée générale ordinaire qui statuera sur les comptes de l'exercice 1997.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 19 mars 1997.

Signatures.

Enregistré à Luxembourg, le 8 avril 1997, vol. 491, fol. 17, case 12. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(12986/017/17) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 avril 1997.

DELIZIA, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4571 Differdange, 12, rue de la Gare.
R. C. Luxembourg B 45.058.

Le bilan au 31 décembre 1995, enregistré à Esch-sur-Alzette, le 8 avril 1997, vol. 306, fol. 12, case 2, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 avril 1997.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Differdange, le 10 avril 1997.

DELIZIA, S.à r.l.

(12988/000/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 avril 1997.

DELIZIA, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4571 Differdange, 12, rue de la Gare.
R. C. Luxembourg B 45.058.

Le bilan au 8 juillet 1996, enregistré à Esch-sur-Alzette, le 8 avril 1997, vol. 306, fol. 12, case 5, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 avril 1997.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Differdange, le 10 avril 1997.

DELIZIA, S.à r.l.

(12989/000/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 avril 1997.

EAGLE HOLDINGS & INVESTMENTS S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1445 Luxembourg-Strassen, 1A, rue Thomas Edison.
R. C. Luxembourg B 26.903.

Le bilan au 31 décembre 1993, enregistré à Luxembourg, le 10 avril 1997, vol. 491, fol. 24, case 8, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 avril 1997.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg-Strassen, le 9 avril 1997.

Signature.

(12990/032/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 avril 1997.

EAGLE HOLDINGS & INVESTMENTS S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1445 Luxembourg-Strassen, 1A, rue Thomas Edison.
R. C. Luxembourg B 26.903.

Le bilan au 31 décembre 1994, enregistré à Luxembourg, le 10 avril 1997, vol. 491, fol. 24, case 8, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 avril 1997.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg-Strassen, le 9 avril 1997.

Signature.

(12991/032/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 avril 1997.

EAGLE HOLDINGS & INVESTMENTS S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1445 Luxembourg-Strassen, 1A, rue Thomas Edison.
R. C. Luxembourg B 26.903.

Le bilan au 31 décembre 1995, enregistré à Luxembourg, le 10 avril 1997, vol. 491, fol. 24, case 8, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 avril 1997.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg-Strassen, le 9 avril 1997.

Signature.

(12992/032/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 avril 1997.

ETTELBRUCK PROMOTION S.A., Société Anonyme.

Gesellschaftssitz: L-1736 Senningerberg, 5, Heienhaff.
H. R. Luxemburg B 40.288.

Herr H. Fournier kündigt mit sofortiger Wirkung seine Tätigkeit als Geschäftsführer der Gesellschaft.

Die Verwaltungsräte wurden per Einschreiben-Rückschein dazu aufgefordert, bis spätestens den 15. April 1997 eine ausserordentliche Generalversammlung einzuberufen, in welcher ihm für seine Amtsdauer volle Entlastung erteilt wird.

Gusterath, den 7. April 1997.

H. Fournier.

Enregistré à Luxembourg, le 9 avril 1997, vol. 491, fol. 23, case 3. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(12995/000/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 avril 1997.

EX-AEQUO, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4011 Esch-sur-Alzette, 61, rue de l'Alzette.

R. C. Luxembourg B 35.109.

—

Les comptes annuels au 31 décembre 1996, enregistrés à Luxembourg, le 8 avril 1997, vol. 491, fol. 20, case 6, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 avril 1997.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 avril 1997.

Pour la S.à r.l. EX-AEQUO

FIDUCIAIRE CENTRALE DU LUXEMBOURG S.A.

(12999/503/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 avril 1997.

**I.M.S. INTERNATIONAL MAINTENANCE SERVICES S.A.,
(anc. ELYSEE INTERNATIONAL COMPANY S.A.) Société Anonyme**

Siège social: Luxembourg.

R. C. Luxembourg B 55.097.

—

STATUTS

L'an mil neuf cent quatre-vingt-dix-sept, le cinq mars.

Par-devant Maître Gérard Lecuit, notaire de résidence à Hesperange.

S'est réunie:

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme ELYSEE INTERNATIONAL COMPANY S.A., avec siège social à Luxembourg, constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 29 mai 1996, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, numéro 433 du 4 septembre 1996.

L'assemblée est ouverte sous la présidence de Monsieur Alain Vasseur, comptable, demeurant à Holzem,

qui désigne comme secrétaire, Madame Annick Braquet, employée privée, demeurant à B-Chantemelle.

L'assemblée choisit comme scrutateur, Mademoiselle Monique Putz, employée privée, demeurant à Bettel.

Le bureau ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I.- Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour:

- 1) Démission du conseil d'administration.
- 2) Nomination d'un nouveau conseil d'administration.
- 3) Changement de l'objet social.
- 4) Changement de la dénomination sociale.
- 5) Divers.

II.- Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence. Cette liste de présence, après avoir été signée ne varietur par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés ainsi que par les membres du bureau et le notaire instrumentant, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

Resteront pareillement annexées aux présentes les procurations des actionnaires représentés, après avoir été signées ne varietur par les comparants et le notaire instrumentant.

III.- Que l'intégralité du capital social étant présente ou représentée à la présente assemblée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant, par ailleurs, avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

IV.- Que la présente assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les points portés à l'ordre du jour.

Ces faits ayant été reconnus exacts par l'assemblée, le Président expose les raisons qui ont amené le conseil d'administration à proposer les points figurant à l'ordre du jour.

L'assemblée générale, après avoir délibéré, prend, à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée accepte la démission, datée du 26 août 1996, de Monsieur Roland Brand de son mandat d'administrateur de la société.

Elle accepte également les démissions, datées du 28 février 1997, de Madame Estelle Erpeldinger de son mandat d'administrateur de la société et de Monsieur Alain Vasseur de son mandat d'administrateur respectivement d'administrateur-délégué de la société.

L'assemblée accorde aux trois administrateurs démissionnaires pleine et entière décharge en ce qui concerne l'exécution de leur mandat jusqu'à ce jour.

Deuxième résolution

L'assemblée nomme trois nouveaux administrateurs:

- a) Monsieur Jean Ramos, administrateur de sociétés, demeurant à F-57650 Fontoy,
 - b) Mademoiselle Magali Ramos, administrateur de sociétés, demeurant à F-57240 Konacker/Hayange,
 - c) Mademoiselle Kathy Ramos, administrateur de sociétés, demeurant à F-57650 Fontoy, 48, Cottage de la Vallée.
- Le mandat des administrateurs ainsi nommés prendra fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire de l'an 2002.

Troisième résolution

L'assemblée décide de modifier l'objet social de la société de sorte que l'article 4 des statuts aura désormais la teneur suivante:

«**Art. 4.** La société a pour objet tous travaux de soudure, tuyauterie, maintenance, chaudronnerie de chauffage et de sanitaire ainsi que toutes opérations industrielles, commerciales ou financières, mobilières ou immobilières, se rattachant directement ou indirectement à son objet social ou qui sont de nature à en faciliter l'extension ou le développement.

La société pourra effectuer toutes opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise se présentant sous forme de société de capitaux ou de société de personnes, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de titres, participer à la création, au développement et au contrôle, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière tous titres, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange, accorder tous concours, prêts, avances ou garanties à toutes sociétés dans laquelle elle dispose d'un intérêt direct ou indirect.

En général, la société pourra effectuer toutes autres transactions commerciales, industrielles, financières, mobilières et immobilières, se rattachant directement ou indirectement à son objet ou susceptibles d'en favoriser l'exploitation et le développement.»

Quatrième résolution

L'assemblée décide de modifier la dénomination sociale de la société de sorte que l'article 1^{er} des statuts aura désormais la teneur suivante:

«**Art. 1^{er}.** Il est formé une société anonyme sous la dénomination de I.M.S. INTERNATIONAL MAINTENANCE SERVICES S.A.»

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte, fait et passé à Hesperange, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ceux-ci ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: A. Vasseur, A. Braquet, M. Putz, G. Lecuit.

Enregistré à Luxembourg, le 10 mars 1997, vol. 97S, fol. 17, case 4. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour copie conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Hesperange, le 7 avril 1997.

G. Lecuit.

(12993/220/91) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 avril 1997.

**I.M.S. INTERNATIONAL MAINTENANCE SERVICES S.A.,
(anc. ELYSEE INTERNATIONAL COMPANY S.A.) Société Anonyme**

Siège social: Luxembourg.
R. C. Luxembourg B 55.097.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 avril 1997.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Hesperange, le 7 avril 1997.

G. Lecuit.

(12994/220/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 avril 1997.

COMPAGNIE FINANCIERE BIL S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2953 Luxembourg, 2, boulevard Royal.
R. C. Luxembourg B 29.597.

Par décision du conseil d'administration du 6 décembre 1996, Monsieur André Roelants, président du Comité de Direction, administrateur-délégué de la BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG S.A., L-Lintgen, a été coopté au conseil d'administration, en remplacement de Monsieur Jean Krier, démissionnaire.

Par décision de l'assemblée générale ordinaire du 13 mars 1997, le mandat des administrateurs, MM. André Roelants, François Steil et François Moes a été renouvelé pour une durée d'un an. COOPERS & LYBRAND, Luxembourg, a été nommée commissaire aux comptes en remplacement de la FIDUCIAIRE GENERALE DE LUXEMBOURG. Tous les mandats s'achèveront à l'issue de l'assemblée générale ordinaire de 1998.

Luxembourg, le 8 avril 1997.

Pour COMPAGNIE FINANCIERE BIL S.A.

Société Anonyme

BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG

Société Anonyme

S. Wallers

J.-M. Schiltz

Enregistré à Luxembourg, le 10 avril 1997, vol. 491, fol. 27, case 4. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(13131/006/19) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 avril 1997.

SWISSCA BOND INVEST.

—
Règlement de gestion
Modifications

Entre:

1) SWISSCA BOND INVEST MANAGEMENT COMPANY S.A. avec siège social à Luxembourg, 1, place de Metz (la «Société de Gestion»)

et

2) BANQUE ET CAISSE D'EPARGNE DE L'ETAT, LUXEMBOURG, avec siège social à Luxembourg, 1, place de Metz (la «Banque Dépositaire»)

Il a été convenu de modifier le Règlement de Gestion et de lui donner la teneur suivante:

Diese Vertragsbedingungen des Anlagefonds («Fonds commun de placement») SWISSCA BOND INVEST, sowie deren zukünftige Änderungen, gemäss nachstehendem Artikel 15, regeln die Rechtsbeziehungen zwischen:

1) der Verwaltungsgesellschaft SWISSCA BOND INVEST MANAGEMENT COMPANY S.A., einer Aktiengesellschaft mit Sitz in Luxemburg, 1, place de Metz, (im folgenden «Verwaltungsgesellschaft»),

2) der Depotbank BANQUE ET CAISSE D'EPARGNE DE L'ETAT, einer autonomen Anstalt öffentlichen Rechts mit Sitz in Luxemburg, 1, place de Metz (im folgenden «Depotbank») und

3) den Zeichnern und Inhabern von Anteilen des Fonds (im folgenden «Anteilsinhaber»), welche durch Erwerb solcher Anteile des Fonds diesen Vertragsbedingungen beitreten

Art. 1. Der Fonds. Der SWISSCA BOND INVEST (im folgenden «Fonds») ist ein Anlagefonds unter dem Recht des Grossherzogtums Luxemburg. Der Fonds stellt eine unselbständige Gemeinschaft der Anteilsinhaber an allen Wertpapieren und anderen Vermögenswerten des Fonds dar. Er wird im Interesse der Anteilsinhaber von der Verwaltungsgesellschaft verwaltet. Das Fondsvermögen wird von der Depotbank gehalten und ist von dem der Verwaltungsgesellschaft getrennt.

Der Fonds ist aufgeteilt in Teilfonds, aufgeteilt nach Währungen, in denen der Teilfonds die Anlage tätigt; der Teilfonds SWISSCA BOND INVEST INTERNATIONAL kann in allen Währungen investieren; die Gesamtheit der Teilfonds ergibt den Fonds.

Art. 2. Die Verwaltungsgesellschaft. Der Fonds wird für die Anteilsinhaber von der Verwaltungsgesellschaft, mit Sitz in Luxemburg, verwaltet.

Die Verwaltungsgesellschaft ist mit den weitgehendsten Rechten, jedoch unter den Beschränkungen des nachstehenden Artikels 4, zur Verwaltung des Fonds für die Anteilsinhaber ausgestattet; sie ist insbesondere berechtigt, jegliche Wertpapiere zu kaufen, zu verkaufen, zu zeichnen, zu tauschen und in Empfang zu nehmen sowie sämtliche Rechte auszuüben, die unmittelbar oder mittelbar mit dem Vermögen des Fonds zusammenhängen.

Der Verwaltungsrat der Verwaltungsgesellschaft bestimmt die Anlagepolitik des Fonds nach Massgabe der im nachfolgenden Artikel 4 festgelegten Beschränkungen.

Der Verwaltungsrat der Verwaltungsgesellschaft darf sowohl einen Anlageausschuss, welcher aus Mitgliedern des Verwaltungsrats bestehen kann, als auch andere Personen als Anlageberater hinzuziehen.

Der Verwaltungsrat kann ebenfalls Geschäftsführer oder Angestellte mit der täglichen Ausführung der Anlagepolitik sowie der Verwaltung des Fondsvermögens beauftragen.

Die Verwaltungsgesellschaft kann generell Informationsdienste, Beratung und andere Dienstleistungen in Anspruch nehmen, deren Honorierung, sofern eine solche anfällt, allein zu Lasten der Verwaltungsgesellschaft geht.

Die Verwaltungsgesellschaft entscheidet über die Frage der Auflegung von neuen Teilfonds zur Zeichnung, deren Auflösung oder Fusion. Diesbezügliche Mitteilungen werden im voraus im «Mémorial» und in der übrigen Presse gemäss Artikel 15 der vorliegenden Vertragsbedingungen publiziert.

Der Verwaltungsgesellschaft steht eine Verwaltungsgebühr von 0,125 % pro Quartal zu, zahlbar am Ende jedes Quartals auf der Basis des mittleren Gesamtvermögens des Fonds während des entsprechenden Quartals.

Art. 3. Die Depotbank. Die Verwaltungsgesellschaft bestellt die Depotbank. BANQUE ET CAISSE D'EPARGNE DE L'ETAT, eine autonome Anstalt öffentlichen Rechts mit Sitz in Luxemburg, wurde als Depotbank bestellt.

Die Verwaltungsgesellschaft sowie die Depotbank können dieses Vertragsverhältnis mit einer Kündigungsfrist von 3 Monaten zu jedem beliebigen Zeitpunkt mittels schriftlicher Mitteilung der einen an die andere Partei beenden. Die Abberufung der Depotbank durch die Verwaltungsgesellschaft ist aber nur zulässig, wenn eine neue Depotbank die in diesen Vertragsbedingungen festgelegten Funktionen und Verantwortlichkeiten einer Depotbank übernimmt. Weiterhin hat auch nach Abberufung die Depotbank ihre Funktionen so lange wahrzunehmen, als es notwendig ist, um das gesamte Fondsvermögen an die neue Depotbank zu übergeben.

Im Falle einer Kündigung durch die Depotbank ist die Verwaltungsgesellschaft verpflichtet, eine neue Depotbank zu ernennen, welche die Funktionen und Verantwortung der Depotbank gemäss diesen Vertragsbedingungen übernimmt. Auch in diesem Fall bleibt die Depotbank in Funktion, bis das Fondsvermögen an die neue Depotbank übertragen ist.

Das Fondsvermögen, nämlich alle flüssigen Mittel und Wertpapiere, wird von der Depotbank für die Anteilsinhaber des Fonds gehalten. Die Depotbank kann, mit Genehmigung der Verwaltungsgesellschaft, Banken und Finanzinstituten mit der Aufbewahrung von Wertpapieren, welche nicht üblicherweise in Luxemburg gehandelt werden, beauftragen. Die Depotbank kann Wertpapiere in Sammeldepots bei Depotstellen hinterlegen, welche die Depotbank mit Zustimmung der Verwaltungsgesellschaft auswählt. Im Hinblick auf die Konten und Wertpapierdepots erfüllt die Depotbank die banküblichen Pflichten. Die Depotbank kann nur im Auftrag der Verwaltungsgesellschaft und innerhalb des Rahmens dieser Vertragsbedingungen über das Fondsvermögen verfügen und für den Fonds Zahlungen an Dritte leisten. Ferner übt die Depotbank sämtliche in Artikel 16 und 17 des Gesetzes vom 30. März 1988 betreffend die Organismen für gemeinsame Anlagen vorgesehenen Funktionen aus.

Die Depotbank hat Anspruch auf eine monatliche Gebühr, welche sich nach dem Nettovermögenswert des Fonds berechnet und deren Höhe jeweils den banküblichen Sätzen entspricht, sowie auf die banküblichen Transaktionsgebühren. Diese Gebühren gehen zu Lasten des Fondsvermögens.

Art. 4. Anlagepolitik. Das Anlageziel des Fonds besteht hauptsächlich im Erzielen einer angemessenen Anlage Rendite in der Währung des Teilfonds, unter Berücksichtigung der Anlagekriterien «Sicherheit des Kapitals» und «Liquidität». Für den Teilfonds International gelten die gleichen Anlageziele, es besteht jedoch keine Beschränkung hinsichtlich der Währungen. Um dieses Ziel zu erreichen, ist beabsichtigt, das Fondsvermögen nach dem Grundsatz der Risikoverteilung zum grössten Teil in von erstklassigen Emittenten ausgegebenen und durch erstklassige Garanten garantierten Obligationen (inkl. Zero-Bonds) oder sonstigen fest- oder variabel verzinslichen Wertpapieren (inkl. auf Diskontbasis begebene Wertpapiere) anzulegen. Daneben kann jeder Teilfonds flüssige Mittel und Festgelder im Rahmen der gesetzlichen und vertraglichen Begrenzungen (Ziff. 4 hinten) halten.

Das Fondsvermögen ist normalen Kursschwankungen ausgesetzt; es kann nicht garantiert werden, dass der Fonds das Anlageziel erreichen wird.

Bei den Anlagen des Fonds müssen folgende Regeln beachtet werden:

1. a) Vorbehältlich der ausdrücklich erwähnten Ausnahmen dürfen nicht mehr als 10 % des Nettovermögens in Wertpapieren eines und desselben Emittenten angelegt werden; der Gesamtwert der Wertpapiere von Emittenten, in denen mehr als 5 % angelegt wird, darf 40 % des Nettovermögens eines Teilfonds nicht übersteigen.

b) Die Verwaltungsgesellschaft darf für die Gesamtheit des verwalteten Vermögens weder mehr als 10 % der Obligationen eines Emittenten noch mehr als 10 % der Anteile an einem Organismus für gemeinsame Anlagen (Fonds) erwerben.

c) Die in lit. a) genannte Begrenzung kann auf maximal 35 % angehoben werden, wenn es sich um Wertpapiere handelt, die begeben oder garantiert werden: Von einem Mitgliedstaat der EU, seinen Gebietskörperschaften, einem sonstigen westeuropäischen Mitgliedstaat der OECD, den Vereinigten Staaten von Amerika, Kanada, Japan, Australien und Neuseeland oder von einer internationalen Organisation öffentlich-rechtlichen Charakters, bei welcher einer oder mehrere EU-Staaten Mitglieder sind. Die in lit. a) genannten Begrenzungen gilt bei diesen Wertpapieren nicht.

D) Überdies dürfen, entsprechend Artikel 43 des OGAW-Gesetzes, bis zu 100 % des Nettovermögens eines Teilfonds in Wertpapiere investiert werden, welche von einem Staat begeben oder garantiert werden, sofern

- es sich dabei um einen Mitgliedstaat der EU oder der OECD handelt,
- die Wertpapiere aus mindestens 6 verschiedenen Emissionen stammen und
- die Wertpapiere aus einer Emission 30 % des Nettovermögens eines Teilfonds nicht übersteigen.

2. Die Teilfonds investieren grundsätzlich in derjenigen Währung, die sie in der Namensbezeichnung führen. Es sind folgende Ausnahmen zulässig:

a) Für den auf XEU lautenden Teilfonds dürfen 1/3 des Vermögens des Teilfonds in anderen Währungen angelegt werden, sofern die Anlagen gegen XEU abgesichert sind. Eine Absicherung ist jedoch nicht erforderlich für Anlagen in Währungen, aus denen sich der XEU zusammensetzt, sofern diese Anlagen 25 % des Vermögens des Teilfonds nicht überschreiten. Daneben dürfen festverzinsliche Wertpapiere, die auf eine andere Währung lauten, unbeschränkt erworben werden, wenn sie mit einer Option auf XEU ausgestattet sind.

b) Für den Teilfonds International sind die Anlagewährungen nicht bestimmt; Absicherungen von einer Währung zu einer anderen sind nicht erforderlich.

c) Die anderen Teilfonds dürfen maximal 25 % ihrer Nettovermögen in anderen Währungen anlegen, als diejenige, die sie in der Namensbezeichnung führen, sofern sie gegen letztere abgesichert werden (Ziff. 5 b. hinten).

3. a) Die Wertpapiere, in welche der Fonds investiert, müssen an einer Börse zugelassen sein oder an einem anderen geregelten, anerkannten und dem Publikum offenstehenden, ordnungsgemäss funktionierenden Markt gehandelt werden. Es sind Anlagen weltweit zulässig; Börse oder Markt müssen sich jedoch in einem EU-Mitgliedstaat, einem sonstigen westeuropäischen Staat, Nordamerika oder Südostasien befinden. Wertpapiere aus Neuemissionen dürfen nur erworben werden, wenn die Emissionsbedingungen die Verpflichtung enthalten, die Zulassung zur amtlichen Notierung an den obenerwähnten Börsen oder geregelten anerkannten, für das Publikum offenen und ordnungsgemäss funktionierenden Märkten zu beantragen und sofern diese Zulassung innerhalb eines Jahres nach der Emission erfolgt.

b) Abweichend von lit. a) dürfen gesamthaft höchstens 10 % in anderen Wertpapieren oder in verbrieften Rechten mit einer Restlaufzeit von mehr als 12 Monaten angelegt werden, wenn diese Rechte Wertpapieren gleichgestellt werden können, weil sie insbesondere übertragen, veräussert und jederzeit bewertet werden können.

4. Jeder Teilfonds darf zudem bis zu 30 % des Wertes des Nettovermögens in flüssigen Mitteln und Festgelder halten. Dazu gehören Bankguthaben und regelmässig gehandelte Geldmarktpapiere mit einer Restlaufzeit von nicht mehr als 12 Monaten. Diese Geldmarktpapiere werden bei der Berechnung der Begrenzung gemäss Ziff. 3. b nicht berücksichtigt.

5. Jeder Teilfonds darf sich der Instrumente und Techniken bedienen, die Wertpapiere zum Gegenstand haben, sofern deren Einsatz im Hinblick auf eine ordentliche Verwaltung des Fondsvermögens geschieht oder diese zur Absicherung von Währungs- oder Zinsrisiken dienen. Durch die Sicherung der Anlagen entstehen Kosten, wodurch die Performance des Fonds im allgemeinen beeinträchtigt werden kann. Für die Absicherung gelten folgende Begrenzungen:

a) Zur Absicherung von Zinsrisiken dürfen Terminkontrakte, Futures und Call-Optionen auf Zinssätze verkauft sowie Put-Optionen auf Zinssätze gekauft werden sowie Zins-Swaps (Zins-Satz-Änderungsgeschäfte) abgeschlossen werden, welche ausschliesslich mit erstklassigen, auf solche Geschäfte spezialisierten Finanzinstitute getätigt werden, wenn dabei die Gesamtsumme der eingegangenen Verpflichtungen, die sich auf diese Geschäfte beziehen, den Wert des abzuschliessenden Wertpapiervermögens, das der Fonds in der den jeweiligen Geschäften entsprechenden Währung hält, nicht übersteigen. Diese Geschäfte, ausser den Zins-Swaps, dürfen ausschliesslich an einem geregelten, ordnungsgemäss funktionierenden, anerkannten und öffentlich zugänglichen Markt abgeschlossen werden.

b) Zur Absicherung von Währungsrisiken können Call-Optionen auf Devisen verkauft sowie Put-Optionen auf Devisen gekauft werden, sowie Finanzterminkontrakte auf Devisen abgeschlossen werden, soweit sie an Börsen oder anderen geregelten Märkten gehandelt werden. Devisenswaps und Devisenterminverkäufe dürfen ausschliesslich mit erstklassigen Finanzinstituten getätigt werden, welche auf solche Geschäfte spezialisiert sind. Das Ziel der Risikodeckung setzt eine direkte Verbindung zwischen diesen Geschäften und dem zu deckenden Fondsvermögen voraus, was bedeutet, dass die Geschäfte, die in einer bestimmten Währung durchgeführt werden, im Prinzip weder den Gesamtwert der in dieser Währung vom Teilfonds gehaltenen Aktiven noch deren Besitzdauer/Restlaufzeit übersteigen dürfen.

c) Der Fonds kann unter folgenden Bedingungen Call-Optionen auf Wertpapieren abschliessen: Der Teilfonds muss im Zeitpunkt des Verkaufs von Call-Optionen die Mittel zur angemessenen Deckung der Verpflichtungen, die sich aus den jeweiligen Verträgen ergeben, im Bestand haben, d.h entweder die zugrundeliegenden Titel oder gleichwertige Call-Optionen oder andere Instrumente. Die den verkauften Call-Optionen zugrundeliegenden Titel dürfen so lange nicht veräussert werden, wie diese Optionen bestehen, es sei denn, dass diese durch entgegengesetzte Optionen oder andere diesem Zweck dienende Instrumente gedeckt sind. Dies gilt auch für gleichwertige Call-Optionen oder andere Instrumente, die der Teilfonds halten muss, wenn er die zugrundeliegenden Titel zum Zeitpunkt des Verkaufs der betreffenden Optionen nicht besitzt.

d) Der Fonds kann unter folgenden Bedingungen Put-Optionen auf Wertpapieren verkaufen: Der Teilfonds muss während der ganzen Dauer des entsprechenden Vertrages über die notwendigen liquiden Mittel verfügen, um die Titel bezahlen zu können, die ihm im Fall der Optionsausübung durch die Gegenpartei geliefert werden.

e) Die Geschäfte betreffend Call- und Put-Optionen dürfen ausschliesslich an einem geregelten, ordnungsgemäss funktionierenden, anerkannten und öffentlich zugänglichen Markt abgeschlossen werden. Die Summe der für den Kauf von Call- und Put-Optionen bezahlten Prämien darf 15 % des Nettovermögens eines Teilfonds nicht übersteigen. Die Summe der Verpflichtungen aus dem Verkauf von Call- und Put-Optionen, mit Ausnahme derjenigen aus dem Verkauf von Call-Optionen, für die eine angemessene Deckung vorhanden ist, darf zusammen den Nettovermögenswert eines Teilfonds nicht übersteigen. Diesbezüglich werden Verpflichtungen aus Verkauf von Call- und Put-Optionen zum Ausübungspreis bewertet.

6. Es dürfen für nicht mehr als 10 % des Nettovermögens Repos (Pensionsgeschäfte) erworben und verkauft werden. Solche Geschäfte dürfen nur mit erstklassigen Finanzinstituten abgeschlossen werden, die auf solche Geschäfte spezialisiert sind. Während der Laufzeit eines Repos darf der Fonds die durch den Vertrag betroffenen Titel nicht verkaufen, bevor die Gegenseite den Rückkauf ausgeübt hat oder die Frist dazu abgelaufen ist. Der Umfang von Repos darf die Verpflichtung des Fonds zur jederzeitigen Rücknahme von Anteilen nicht gefährden.

7. Der Fonds darf zeitweise bis zu einem Höchstbetrag von 10 % des Nettovermögens Kredite aufnehmen, sofern die aufgenommenen Mittel nicht dem Zweck von weiteren Anlagen dienen, oder für den Ankauf von Devisen mittels eines «back-to-back»-Darlehens.

8. Bis zu 50 % des Nettowertes des Fonds-Portefeuilles dürfen ausgeliehen werden, sofern das Geschäft im Rahmen der von CEDEL und EUROCLEAR oder von anderen erstrangigen Finanzinstituten, welche in diesen Aktivitäten spezialisiert sind, festgelegten Bedingungen und Prozeduren abgeschlossen wird. Solche Operationen dürfen sich nicht über eine Periode von mehr als 30 Tagen erstrecken. Ausserdem muss der Fonds grundsätzlich eine Garantie erhalten, welche den Wert der ausgeliehenen Titel im Zeitpunkt der Ausleihe nicht unterschreiten darf. Diese Garantie muss in Form von Liquidität vorhanden sein und/oder in Wertpapieren (Staatspapiere), welche von einem Mitgliedstaat der OECD oder dessen öffentliche Gebietskörperschaften oder von supranationalen Institutionen und Organisationen gemeinschaftlicher, regionaler oder universeller Art ausgegeben oder garantiert sind und auf den Namen des Fonds bis zum Ablauf der Ausleihdauer blockiert sind.

9. Es dürfen nicht mehr als 5 % des Nettovermögens in Anteile von Organismen für gemeinsame Anlagen in Wertpapieren (OGAW) des offenen Investmenttyps im Sinne der Investmentrichtlinie der Europäischen Gemeinschaft vom 20. Dezember 1985 (85/611/EG) anlegt werden. Der Erwerb von Anteilen anderer Organismen für gemeinsame Anlagen ist nur zulässig, wenn diese zumindest eine ähnliche Anlagepolitik wie diejenige des vorliegenden Fonds verfolgen.

10. Die Verwaltungsgesellschaft darf nicht:

- a) Aktien erwerben, mit Ausnahme von Anteilen von anderen OGAW gemäss Ziff. 9,
- b) Bezugsrechte oder sonstige Zeichnungsrechte für Anteile am Fonds gewähren,
- c) Das Fondsvermögen als Garantie von Effektenemissionen verwenden,
- d) Anteile von Organismen für gemeinsame Anlagen erwerben, die von der Verwaltungsgesellschaft oder einer mit ihr verbundenen Verwaltungsgesellschaft verwaltet werden,
- e) Kredite gewähren oder für Dritte als Bürge eintreten,
- f) Direkt oder indirekt in Immobilien, Waren, Edelmetallen oder Warenkontrakte oder in von der Verwaltungsgesellschaft ausgegebenen Wertpapieren anlegen,
- g) Leerverkäufe von Wertpapieren tätigen;
- h) Vermögenswerte verpfänden, zur Sicherung übertragen, abtreten oder anderweitig belasten. Die bei Options-, Futures- und Termingeschäften üblichen Margendepots gelten im Sinne dieser Bestimmung nicht als Verpfändung.

Werden die Beschränkungen in den Ziff. 1 bis 9 unbeabsichtigt überschritten, so ist vorrangig das Ziel zu verfolgen, die Prozentsätze zu unterschreiten, unter Berücksichtigung der Interessen der Anteilsinhaber.

Die hiervor erwähnten prozentualen Begrenzungen beziehen sich auf das Vermögen des jeweiligen Teilfonds, mit Ausnahme derjenigen in Ziff. 1. b), die sich auf alle Vermögenswerte des Fonds beziehen.

Die Verwaltungsgesellschaft darf jederzeit im Interesse der Anteilsinhaber weitere Anlagebeschränkungen festsetzen, soweit diese erforderlich sind, um den Gesetzen und Bestimmungen jener Länder zu entsprechen, wo Anteilscheine des Fonds angeboten und verkauft werden.

Art. 5. Ausgabe von Anteilen. Die Anteile werden an jedem Bankgeschäftstag durch die Verwaltungsgesellschaft nach Zahlung des Kaufpreises an die Depotbank ausgegeben. Dafür werden Anteilscheine von der Verwaltungsgesellschaft ausgestellt.

Im Zusammenhang mit der Ausgabe von Anteilen kann die Verwaltungsgesellschaft Dritte als Vertriebsstelle benennen oder einen Dritten mit dem Alleinvertrieb beauftragen.

Die Verwaltungsgesellschaft beachtet bei der Ausgabe der Anteile die Gesetze und Bestimmungen der Länder, in welchen die Anteile angeboten werden. Die Verwaltungsgesellschaft darf jederzeit nach ihrem Ermessen gegenüber natürlichen oder juristischen Personen in bestimmten Ländern und Gebieten zeitweise oder endgültig die Ausgabe von Anteilen aussetzen oder begrenzen. Die Verwaltungsgesellschaft darf bestimmte natürliche oder juristische Personen vom Erwerb von Anteilen ausschliessen, wenn eine derartige Massnahme zum Schutz der Gesamtheit der Anteilhaber und des Fonds erforderlich ist.

Der Verwaltungsrat der Verwaltungsgesellschaft legt fest, welche die kleinste Anzahl von Anteilen ist, deren Zeichnung durch einen Anleger möglich ist.

Weiterhin darf die Verwaltungsgesellschaft:

- a) nach ihrem Ermessen Zeichnungsanträge zurückweisen,
- b) jederzeit Anteile zurücknehmen, die von Anteilhabern gehalten werden, welche vom Erwerb oder Besitz von Anteilen ausgeschlossen sind.

Art. 6. Ausgabepreis. Nach der Erstemission erfolgt die Ausgabe von Anteilen aufgrund von Zeichnungsaufträgen, die bei der Verwaltungsgesellschaft oder einer Vertriebsstelle bis 12 Uhr an einem luxemburgischen Bankgeschäftstag eingehen, zu einem Ausgabepreis, der dem am letzten vorhergehenden Bewertungstag errechneten Nettovermögenswert entspricht. Zuzüglich werden jegliche anfallenden Ausgabesteuern verrechnet. Es kann zudem eine Vermittlungsgebühr erhoben werden, welche 5 Prozent dieses Nettovermögenswertes nicht übersteigen darf und den Banken und Finanzinstituten zufließt, die mit dem Anteilsvertrieb befasst sind.

Die Zahlung des Ausgabepreises erfolgt innerhalb von drei Bankarbeitstagen nach Berechnung des Ausgabepreises; die Verwaltungsgesellschaft ist jedoch berechtigt, diese Frist auf maximal 5 Tage zu erstrecken, sofern sich die Dreita-gefrist als zu kurz erweist.

Art. 7. Anteilscheine. Jede natürliche oder juristische Person ist vorbehaltlich der Regelung in Artikel 5 dieser Vertragsbedingungen berechtigt, sich durch Zeichnung eines oder mehrerer Anteile an dem Fonds zu beteiligen. Anteilscheine werden als Inhaberpapiere mit Couponsbogen ausgestellt. Die Anteilscheine werden in Stücken zu 1, 10 und 100 Anteilen ausgegeben. Jeder Anteilschein trägt die Unterschrift der Verwaltungsgesellschaft und der Depotbank, welche beide durch Faksimileunterschriften ersetzt werden können.

Die Verwaltungsgesellschaft darf im Interesse der Anteilhaber die Anteile teilen oder zusammenlegen.

Art. 8. Nettovermögenswert. Der Nettovermögenswert des Anteils wird von der Verwaltungsgesellschaft für jeden einzelnen Teilfonds den Vertragsbedingungen gemäss an jedem Bankgeschäftstag in Luxemburg, unter Aufsicht der Depotbank, auf Basis der letztbekannten Kurse berechnet.

Der Vermögenswert eines Anteils an einem Teilfonds ist in der Währung des Teilfonds ausgedrückt, derjenige des Teilfonds International in Schweizerfranken und ergibt sich, indem das gesamte Vermögen des Teilfonds durch die Anzahl der im Umlauf befindlichen Anteile des Teilfonds dividiert wird. Das Nettovermögen eines jeden Teilfonds entspricht der Differenz zwischen der Summe der Guthaben des Teilfonds und der Summe der den Teilfonds betreffenden Verpflichtungen.

Das Gesamtvermögen des Fonds ist in Schweizerfranken ausgedrückt und entspricht der Differenz zwischen dem Gesamtguthaben des Fonds und den Gesamtverpflichtungen des Fonds. Zum Zweck dieser Berechnung werden die Nettovermögen eines jeden Teilfonds, falls diese nicht auf Schweizerfranken lauten, in Schweizerfranken konvertiert und zusammengezählt.

Das Vermögen eines jeden Teilfonds wird folgendermassen bewertet:

a) Börsennotierte Wertpapiere werden zu den letztbekannten Ankaufspreisen bewertet. Falls ein Wertpapier an mehreren Börsen notiert ist, ist vom letztbekannten Ankaufspreis an der Börse, an welcher die vom Fonds gehaltenen Wertpapiere erworben wurden, auszugehen. Bei Wertpapieren, bei welchen der Handel an einer Börse geringfügig ist und für welche ein Zweitmarkt zwischen Wertpapierhändlern besteht, welche markt-konforme Preise anbieten, kann die Verwaltungsgesellschaft die Bewertung dieser Wertpapiere aufgrund so festgesetzter Preise vornehmen.

b) Wertpapiere, welche an einem geregelten Markt gehandelt werden, werden wie börsennotierte Wertpapiere bewertet.

c) Wertpapiere, welche nicht an einer Börse notiert sind oder nicht an einem geregelten Markt gehandelt werden, werden zu ihrem letzten erhältlichen Marktpreis bewertet; ist ein solcher nicht verfügbar, wird die Verwaltungsgesellschaft diese Wertpapiere gemäss anderen von ihr zu bestimmenden Grundsätzen auf Basis der voraussichtlich erzielbaren Verkaufspreise bewerten.

d) Festgelder werden zum Nennwert zuzüglich aufgelaufenen Zinsen bewertet.

e) Auf eine andere Währung als diejenige des Teilfonds lautende Anlagen werden zum jeweiligen Mittelkurs in die Währung des Teilfonds umgerechnet. Zur Absicherung des Währungsrisikos abgeschlossene Terminkontrakte werden bei der Umrechnung berücksichtigt. Die Verwaltungsgesellschaft ist berechtigt, zeitweilig andere adäquate Bewertungsprinzipien anzuwenden, falls die obenerwähnten Bewertungskriterien aufgrund aussergewöhnlicher Ereignisse nicht angewendet werden können oder als unzweckmässig erscheinen.

Bei Vorliegen ausserordentlicher Umstände können innerhalb eines Tages weitere Bewertungen vorgenommen werden, die für die danach auszubehenden oder zurückzunehmenden Anteile massgebend sind.

Bei massiven Rücknahmeanträgen kann die Verwaltungsgesellschaft die Anteile auf Basis der Kurse, zu welchen die notwendigen Verkäufe von Wertpapieren getätigt werden, bewerten. In diesem Fall wird für gleichzeitig eingereichte Kauf- und Rücknahmeanträge dieselbe Berechnungsmethode angewandt.

Art. 9. Aussetzung der Bewertung des Nettovermögenswertes sowie der Ausgabe und Rücknahme von Anteilen. Die Verwaltungsgesellschaft ist ermächtigt, die Berechnung des Nettovermögenswertes sowie die Ausgabe, Konversion und Rücknahme von Anteilen, für einen oder mehrere Teilfonds, in folgenden Fällen vorübergehend auszusetzen:

- Wenn Börsen oder Märkte, die für die Bewertung eines bedeutenden Anteils der Fondsvermögens massgebend sind oder wenn Devisenmärkte, auf die der Nettovermögenswert oder ein bedeutender Anteil des Fondsguthabens lautet, ausser für gewöhnliche Feiertage geschlossen sind oder wenn dort Transaktionen suspendiert oder eingeschränkt sind oder wenn diese kurzfristig starken Schwankungen unterworfen sind.

- Wenn aufgrund politischer, wirtschaftlicher, militärischer oder anderweitiger Notfälle, die ausserhalb der Einflussmöglichkeit der Verwaltungsgesellschaft liegen, sachdienliche Verfügungen über das Fondsvermögen nicht möglich sind oder den Interessen der Anteilsinhaber abträglich wären.

- Im Fall einer Unterbrechung der Nachrichtenverbindungen oder wenn aus irgendeinem Grund der Nettovermögenswert nicht mit genügender Genauigkeit ermittelt werden kann.

- Wenn durch Beschränkungen des Devisenverkehrs oder sonstiger Übertragungen von Vermögenswerten Geschäfte für den Fonds undurchführbar werden oder falls Käufe und Verkäufe von Fondsvermögen nicht zu normalen Wechselkursen vorgenommen werden können.

Art. 10. Rücknahme von Anteilen. Anteilsinhaber können an jedem Bankgeschäftstag in Luxemburg die Rücknahme ihrer Anteile gegen Lieferung ihrer Anteilscheine verlangen. Rücknahmeanträge, die bei der Verwaltungsgesellschaft oder einer Vertriebsstelle bis 12 Uhr an einem luxemburgischen Bankgeschäftstag eingehen, werden mit dem am letzten vorhergehenden Bewertungstag errechneten Nettovermögenswert abgerechnet.

Die Verwaltungsgesellschaft hat für einen angemessenen Anteil an liquiden Mitteln im Fondsvermögen Sorge zu tragen, so dass die Zahlung für die Rücknahme von Fondsanteilen unter gewöhnlichen Umständen innerhalb fünf Bankgeschäftstagen nach Berechnung des Rücknahmepreises erfolgen kann. Wenn Zertifikate ausgeliefert wurden, sind diese mit dem Rücknahmeantrag einzureichen.

Die Auszahlung erfolgt durch Überweisung des jeweiligen Betrages in der Währung des Teilfonds, beim Teilfonds Internatioanl in Schweizerfranken, mittels Bankscheck oder Überweisung.

Die Depotbank ist verpflichtet, Auszahlungen unverzüglich zu leisten, es sei denn, dass gemäss irgendwelcher gesetzlicher Vorschriften, wie Devisenverkehrsbeschränkungen oder aufgrund ausserhalb der Kontrolle der Depotbank liegender Umstände, sich die Überweisung des Rücknahmebetrages in das Land, wo die Rücknahme beantragt wurde, als unmöglich erweist. Weiterhin kann die Depotbank bei massiven Rücknahmeanträgen, mit Zustimmung der Verwaltungsgesellschaft, den Rücknahmeantrag erst dann abrechnen, wenn die entsprechenden Vermögenswerte, ohne unnötige Verzögerung, verkauft worden sind.

Art. 11. Konversion. Anteilsinhaber eines jeden Teilfonds sind berechtigt, ihre gesamten oder einen Teil ihrer Anteile in solche eines anderen zur Zeichnung aufgelegten Teilfonds umzuwandeln, und zwar an jedem Tag, an dem der Nettovermögenswert der Teilfonds berechnet wird. Die Verwaltungsgesellschaft ist berechtigt, die minimale Anzahl von Anteilen für eine Konversion festzulegen, sowie die für die Abwicklung erforderlichen Informationen.

Die Verwaltungsgesellschaft kann für Rechnung des Fonds eine Kommission für die Konversion von 0,25 % des Nettoinventarwertes pro Anteil des ursprünglichen Teilfonds beziehen. Sofern diese Kommission belastet wird, ist sie auf alle Konversionen anwendbar, die am selben Bewertungstag gemacht werden.

Die Verwaltungsgesellschaft wird die Anzahl der Anteile festlegen, in welche ein Anteilsinhaber seine vorhandenen Anteile umwandeln möchte, und zwar entsprechend der folgenden Formel:

$$A = \frac{(B \times C) - D}{D} \times F$$

A Anzahl der Anteile an dem neuen Teilfonds, die auszugeben sind, abgerundet auf die nächste ganze Zahl.

B Anzahl der Anteile an dem ursprünglichen Teilfonds.

C Rücknahmepreis pro Anteil des ursprünglichen Teilfonds

D Die an die Fonds zu zahlende Umwandlungsgebühr

E Nettoinventarwert pro Anteil des neuen Teilfonds

F Am Tag der Konversion massgebender Umrechnungskurs zwischen den Währungen der beiden Teilfonds

Entstehen bei der Berechnung der Anzahl neuer Anteile Anteilsbruchteile, so vergütet die Verwaltungsgesellschaft diese dem Anleger zum Rücknahmepreis.

Die Verwaltungsgesellschaft wird dem Anteilsinhaber Einzelheiten bezüglich der Umwandlung übermitteln und, sofern dieser es wünscht, neue Anteilscheine ausgeben.

Art. 12. Kosten des Fonds. Der Fonds trägt folgende Kosten:

- Alle Steuern, die möglicherweise zu Lasten der Vermögenswerte, der Erträge und der Auslagen des Fonds zu zahlen sind.

- Kommissionen und Gebühren, die auf Wertpapiertransaktionen üblicherweise anfallen.

- Vergütung für:

- * Verwaltungsgesellschaft: 0,125 % im Quartal (0,5 % pa) auf dem mittleren Gesamtvermögen des Fonds während des jeweiligen Quartals; die Entschädigung für den Portfolio Manager wird zu Lasten der Vergütung der Verwaltungsgesellschaft bezahlt;

* Depotbank: Depotgebühren, welche auf dem Nettovermögenswert des Fonds berechnet werden, sowie anfallende Transaktionsgebühren zu üblichen Sätzen;

* Zahlstellen, Vertriebsstellen sowie Vertretungen im Ausland.

- Kosten der Buchhaltung und der Berechnung des Nettovermögenswertes.
- Vergütungen, welche für Anlageberatung, Vertrieb und andere, nicht gesondert erwähnte, für den Fonds geleistete Dienstleistungen anfallen. Wenn diese anfallen, wird die Vergütung der Verwaltungsgesellschaft um den jeweiligen Betrag dieser weiteren vom Fonds gezahlten Vergütungen gekürzt.
- Kosten aussergewöhnlicher Massnahmen, insbesondere Gutachten, Rechtsberatung und Prozesse zum Schutz der Anteilsinhaber.
- Druckkosten für die Anteilscheine.
- Kosten der Vorbereitung des Drucks sowie der Hinterlegung und Veröffentlichung der Verträge und anderer Dokumente, die den Fonds betreffen, einschliesslich Gebühren zur Anmeldung und zur Registrierung bei sämtlichen Regierungsbehörden und Börsen.
- Kosten der Vorbereitung, der Übersetzung, des Drucks und Vertriebs der periodischen Veröffentlichungen und anderer Dokumente, die durch das Gesetz oder durch Reglemente nötig sind.
- Kosten der Vorbereitung und der Verbreitung von Mitteilungen an die Anteilsinhaber.
- Gebühren der Rechtsberater und der Wirtschaftsprüfer und alle analogen, laufenden Gebühren.
- Werbekosten und Gebühren, die nicht oben erwähnt sind und in direktem Zusammenhang mit dem Anbieten oder Vertrieb der Anteile stehen, gehen nicht zu Lasten des Fonds.

Sämtliche wiederkehrenden Gebühren werden zuerst von den Anlageerträgen, dann von den Gewinnen aus Wertpapiergeschäften, dann vom Anlagevermögen abgezogen. Andere Kosten können über eine Periode von 5 Jahren abgeschrieben werden.

Die Gründungskosten des Fonds beliefen sich auf etwa 100.000 Schweizerfranken und werden ebenfalls über eine Periode von 5 Jahren abgeschrieben.

Das Vermögen des Fonds haftet insgesamt für alle vom Fonds zu tragenden Kosten, jedoch werden diese Kosten den einzelnen Teilfonds, soweit sie diese gesondert betreffen, angerechnet; ansonsten werden die Kosten den einzelnen Teilfonds gemäss deren Nettovermögen anteilmässig belastet.

Art. 13. Geschäftsjahr, Prüfung. Das Geschäftsjahr des Fonds endet jährlich am 31. Dezember.

Der Jahresabschluss der Verwaltungsgesellschaft und die Vermögensaufstellung des Fonds werden von unabhängigen öffentlichen Wirtschaftsprüfern geprüft, die von der Verwaltungsgesellschaft bestellt werden.

Art. 14. Verwendung des Reinertrages und der Kapitalgewinne. Die Verwaltungsgesellschaft bestimmt nach Abschluss der Jahresrechnung, ob und inwieweit Ausschüttungen aus den Netto-Anlageerträgen eines Teilfonds vorgenommen werden. Zudem können Gewinne aus der Veräusserung von Rechten, die zum Teilfonds gehören (realisierte Kursgewinne, Erlös aus dem Verkauf von Bezugsrechten und ähnliche Zuwendungen), im Teilfonds zur Wiederanlage ganz oder teilweise zurückbehalten oder ganz oder teilweise in der Ertragsrechnung ausgewiesen und den Anlegern ausgeschüttet werden. Dabei werden Netto-Anlageerträge, realisierte Kapitalgewinne und Erlöse aus der Veräusserung von Rechten durch den Einkauf in laufende Erträge bei Ausgabe von Anteilen sowie durch die Ausrichtung dieser Erträge und Gewinne bei Rücknahmen von Anteilen korrigiert. Ausschüttungen - falls solche vorgenommen werden - werden innerhalb zweier Monate nach Abschluss des Geschäftsjahres getätigt.

Ansprüche auf Ausschüttungen und Zuteilungen, die nicht binnen 5 Jahren ab Fälligkeit geltend gemacht werden, verjähren und die entsprechenden Vermögenswerte fallen an den entsprechenden Teilfonds zurück.

Art. 15. Änderung dieser Bestimmungen. Die Verwaltungsgesellschaft kann diese Bestimmungen jederzeit im Interesse der Anteilsinhaber und mit Zustimmung der Depotbank ganz oder teilweise ändern.

Änderungen treten 15 Tage nach ihrer Veröffentlichung im Luxemburger «Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations» in Kraft.

Art. 16. Veröffentlichungen. Der Nettovermögenswert der Anteile sowie der Ausgabe- und der Rücknahmepreis je Anteil werden an jedem Bankgeschäftstag in Luxemburg am Sitz der Verwaltungsgesellschaft bekanntgegeben.

Der jährliche Rechenschaftsbericht des Fonds wird innert 4 Monaten nach Abschluss des Rechnungsjahres publiziert; der Halbjahresbericht innert 2 Monaten nach Abschluss des Semesters. Die Berichte werden den Anteilsinhabern am Sitz der Verwaltungsgesellschaft, der Depotbank und jeder Zahlstelle zur Verfügung gestellt.

Jegliche Änderungen dieser Bestimmungen werden im Luxemburger «Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations» veröffentlicht. Die Auflösung des Fonds wird zusätzlich in vier anderen Zeitungen, davon einer Luxemburger Zeitung, publiziert.

Änderungen der Vertragsbedingungen und Mitteilungen an die Anteilsinhaber, sowie Anzeigen über die Aussetzung der Bewertung und Rücknahme der Anteile werden in Zeitungen von Ländern, in welchen die Anteile des Fonds vertrieben und verkauft werden, veröffentlicht. Bei Einbringung eines oder mehrerer Teilfonds in einen anderen offenen Anlagefonds luxemburgischen Rechts ist der Anteilsinhaber eines einzubringenden Teilfonds während eines Monats nach der Publikation berechtigt, die kostenlose Rücknahme seiner Anteile oder die kostenlose Konversion in Anteile eines anderen Teilfonds zu verlangen. Für die Anteilsinhaber, die nicht von diesen Möglichkeiten Gebrauch machen, wird die Einbringung in einen anderen Anlagefonds nach Fristablauf rechtskräftig.

Art. 17. Verjährung. Die Ansprüche der Anteilsinhaber gegen die Verwaltungsgesellschaft oder die Depotbank verjähren 5 Jahre nach dem Datum des Ereignisses, das diese Ansprüche begründet hat.

Art. 18. Anwendbares Recht, Gerichtsbarkeit und massgebende Sprachen. Für sämtliche Rechtsstreitigkeiten zwischen den Anteilshabern, der Verwaltungsgesellschaft, deren Anteilshabern und der Depotbank ist das Bezirksgericht Luxemburg zuständig, und es findet Luxemburger Recht Anwendung. Die Verwaltungsgesellschaft und/oder Depotbank können sich und den Fonds jedoch der Gerichtsbarkeit der Länder, in welchen Fondsanteile angeboten und verkauft werden, im Hinblick auf Ansprüche von Anlegern aus diesen Ländern unterwerfen.

Die deutsche Fassung dieser Vertragsbedingungen ist massgeblich; die Verwaltungsgesellschaft und die Depotbank können jedoch von ihnen genehmigte Übersetzungen in Sprachen der Länder, in welchen Fondsanteile angeboten und verkauft werden, für sich und den Fonds als verbindlich bezüglich solcher Anteile anerkennen, die an Anleger in diesen Ländern verkauft wurden.

Die SWISSCA HOLDING AG, Bern, haftet solidarisch für die Einhaltung der Vertragsbedingungen durch die Verwaltungsgesellschaft.

Die vorliegenden Vertragsbedingungen ersetzen die früheren Vertragsbedingungen und treten am 23. Juli 1997 in Kraft.

Luxemburg, den 10. Juni 1997.

SWISSCA BOND INVEST MANAGEMENT COMPANY S.A.
Unterschriften

BANQUE ET CAISSE D'EPARGNE DE L'ETAT
Unterschriften
Pour copie conforme
A. Schmitt
Avocat

Enregistré à Luxembourg, le 11 juin 1997, vol. 493, fol. 33, case 8. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(20472/275/420) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juin 1997.

SWISSCA MM FUND.

REGLEMENT DE GESTION

Modifications

Entre:

1) SWISSCA MM FUNDS MANAGEMENT COMPANY S.A., avec siège social à Luxembourg, 1, place de Metz (la «Société de Gestion»),

Et:

2) BANQUE ET CAISSE D'EPARGNE DE L'ETAT, Luxembourg, avec siège social à Luxembourg, 1, place de Metz (la «Banque Dépositaire»).

Il a été convenu de modifier le Règlement de Gestion et de lui donner la teneur suivante:

Vertragsbedingungen des Anlagefonds SWISSCA MM FUND (im Folgenden «Fonds» genannt)

Diese Vertragsbedingungen des Anlagefonds («Fonds commun de placement») SWISSCA MM FUND, sowie deren zukünftige Änderungen, gemäss nachstehendem Artikel 15, regeln die Rechtsbeziehungen zwischen

1) der Verwaltungsgesellschaft SWISSCA MM FUNDS MANAGEMENT COMPANY, einer Aktiengesellschaft mit Sitz in Luxemburg, 1, place de Metz (im Folgenden «Verwaltungsgesellschaft»),

2) der Depotbank BANQUE ET CAISSE D'EPARGNE DE L'ETAT, einer autonomen Anstalt öffentlichen Rechts mit Sitz in Luxemburg, 1, place de Metz, und

3) den Zeichnern und Inhabern von Anteilen des Fonds (im Folgenden «Anteilhaber»), welche durch Erwerb solcher Anteile des Fonds diesen Vertragsbedingungen beitreten.

Art. 1. Der Fonds.

Der SWISSCA MM FUND (im Folgenden «Fonds») ist ein Anlagefonds unter dem Recht des Grossherzogtums Luxemburg. Der Fonds stellt eine unselbständige Gemeinschaft der Anteilhaber an allen Wertpapieren und anderen Vermögenswerten des Fonds dar. Er wird im Interesse der Anteilhaber von der Verwaltungsgesellschaft verwaltet. Das Fondsvermögen wird von der Depotbank gehalten und ist von dem der Verwaltungsgesellschaft getrennt.

Der Fonds ist aufgeteilt in Teilfonds, aufgeteilt nach Währungen, in denen der Teilfonds die Anlagen tätigt; die Gesamtheit der Teilfonds ergibt den Fonds.

Art. 2. Die Verwaltungsgesellschaft.

Der Fonds wird für die Anteilhaber von der Verwaltungsgesellschaft, mit Sitz in Luxemburg, verwaltet.

Die Verwaltungsgesellschaft ist mit den weitgehendsten Rechten, jedoch unter den Beschränkungen des nachstehenden Artikels 4, zur Verwaltung des Fonds für die Anteilhaber ausgestattet; sie ist insbesondere berechtigt, jegliche Wertpapiere zu kaufen, zu verkaufen, zu zeichnen, zu tauschen und in Empfang zu nehmen sowie sämtliche Rechte auszuüben, die unmittelbar oder mittelbar mit dem Vermögen des Fonds zusammenhängen.

Der Verwaltungsrat der Verwaltungsgesellschaft bestimmt die Anlagepolitik des Fonds nach Massgabe der im nachfolgenden Artikel 4 festgelegten Beschränkungen.

Der Verwaltungsrat der Verwaltungsgesellschaft darf sowohl einen Anlageausschuss, welcher aus Mitgliedern des Verwaltungsrats bestehen kann, als auch andere Personen als Anlageberater hinzuziehen.

Der Verwaltungsrat kann Mitarbeiter oder aussenstehende Personen mit der täglichen Ausführung der Anlagepolitik sowie der Verwaltung des Fondsvermögens beauftragen. Eine allfällige Delegation hat keinen Einfluss auf die Verantwortlichkeit der Verwaltungsgesellschaft.

Die Verwaltungsgesellschaft kann generell Informationsdienste, Beratung und andere Dienstleistungen in Anspruch nehmen, deren Honorierung, sofern eine solche anfällt, allein zu Lasten der Verwaltungsgesellschaft geht.

Die Verwaltungsgesellschaft bestimmt, welche Teilfonds zur Zeichnung aufgelegt werden und gegebenenfalls welche Teilfonds aufgelöst werden.

Der Verwaltungsgesellschaft steht eine Verwaltungsgebühr von 0,125 % pro Quartal zu, zahlbar am Ende jedes Quartals auf der Basis des mittleren Gesamtnettovermögens des Fonds während des entsprechenden Quartals.

Art. 3. Die Depotbank.

Die BANQUE ET CAISSE D'EPARGNE DE L'ETAT, eine autonome Anstalt öffentlichen Rechts mit Sitz in Luxemburg, wurde mit Wirkung ab 1. April 1996 als Depotbank bestellt.

Die Verwaltungsgesellschaft sowie die Depotbank können dieses Vertragsverhältnis mit einer Kündigungsfrist von 3 Monaten zu jedem beliebigen Zeitpunkt mittels schriftlicher Mitteilung der einen an die andere Partei beenden. Die Abberufung der Depotbank durch die Verwaltungsgesellschaft ist aber nur zulässig, wenn eine neue Depotbank, die in diesen Vertragsbedingungen festgelegten Funktionen und Verantwortlichkeiten einer Depotbank übernimmt. Weiterhin hat auch nach Abberufung die Depotbank ihre Funktionen so lange wahrzunehmen, als es notwendig ist, um das gesamte Fondsvermögen an die neue Depotbank zu übergeben.

Im Falle einer Kündigung durch die Depotbank ist die Verwaltungsgesellschaft verpflichtet, eine neue Depotbank zu ernennen, welche die Funktionen und Verantwortung der Depotbank gemäss diesen Vertragsbedingungen übernimmt. Auch in diesem Fall bleibt die Depotbank in Funktion, bis das Fondsvermögen an die neue Depotbank übertragen wurde.

Das Fondsvermögen, nämlich alle flüssigen Mittel und Wertpapiere, wird von der Depotbank für die Anteilsinhaber des Fonds gehalten. Die Depotbank kann, mit Genehmigung der Verwaltungsgesellschaft, Banken und Finanzinstitute mit der Aufbewahrung von Wertpapieren, welche nicht üblicherweise in Luxemburg gehandelt werden, beauftragen. Die Depotbank kann Wertpapiere in Sammeldepots bei Depotstellen hinterlegen, welche die Depotbank mit Zustimmung der Verwaltungsgesellschaft auswählt. Im Hinblick auf die Konten, Wertpapiere und fiduziarische Anlagen erfüllt die Depotbank die banküblichen Pflichten. Die Depotbank kann nur auf Auftrag der Verwaltungsgesellschaft und innerhalb des Rahmens dieser Vertragsbedingungen über das Fondsvermögen verfügen und für den Fonds Zahlungen an Dritte leisten. Ferner übt die Depotbank sämtliche in Artikel 17 und 61 des Gesetzes vom 30. März 1988 betreffend die Organismen für gemeinsame Anlagen vorgesehenen Funktionen aus.

Die Depotbank hat Anspruch aus dem Fondsvermögen auf eine monatliche, nach dem Nettovermögenswert des Fonds berechnete Gebühr, deren Höhe jeweils den banküblichen Sätzen entspricht, sowie bankübliche Transaktionsgebühren. Die Depotbankkommission geht zu Lasten des Fonds.

Art. 4. Anlagepolitik.

Das Anlageziel des Fonds besteht hauptsächlich im Erzielen eines hohen laufenden Ertrages, unter Berücksichtigung der Sicherheit des Fondsvermögens. Zu diesem Zweck werden die Vermögenswerte eines jeden Teilfonds nach dem Grundsatz der Risikoverteilung in Geldmarktinstrumente investiert, die von erstklassigen Schuldern ausgegeben oder garantiert werden.

Der Zweck eines jeden Teilfonds besteht in der Anlage des Nettovermögens zu mindestens 20 % in Geldmarktinstrumenten wie «bankers acceptances», «commercial papiers» und Liquidität auf Sicht oder auf Termin. Daneben kann jeder Teilfonds in kurzfristigen Effekten anlegen. Allerdings besteht der ausschliessliche Zweck jedes Teilfonds darin, ein Portefeuille mit Anlagen zu halten, mit einer Restlaufzeit von nicht mehr als 12 Monaten oder - wenn die Laufzeit ausnahmsweise 12 Monate übersteigt - mit Titeln, in deren Emissionsbedingungen festgelegt ist, dass der Zinssatz der Anlage mindestens einmal jährlich anzupassen ist.

Die Teilfonds investieren grundsätzlich in derjenigen Währung, die sie in der Namensbezeichnung führen. Anlagen in anderen Währungen als denjenigen des Teilfonds sind bis zu 1/3 dessen Nettovermögens zulässig und werden zur Vermeidung von Währungsrisiken durch Devisentransaktionen abgesichert.

Der Fonds kann sich zum Zweck der ordentlichen Verwaltung des Wertpapierbestandes der verfügbaren Techniken und Instrumente bedienen, die Wertpapiere zum Gegenstand haben.

Der Fonds kann ferner zur Absicherung des Zinsschwankungsrisikos an den Futuresmärkten Kontrakte («financial futures») kaufen und verkaufen.

Der Fonds darf ebenfalls Anlagen an Dritte ausleihen. Solche Operationen dürfen aber nur für maximal 30 Tage und lediglich bis zur Hälfte der Wertpapiere einer bestimmten Art (und desselben Ausstellers), welche im Portefeuille des betreffenden Teilfonds enthalten sind, getätigt werden. Die Ausleihungen müssen weiterhin durch Verpfändung von Wertpapieren oder Festgeldern abgesichert sein, und die Rechte auf Ausschüttungen sowie etwaige Stimmrechte müssen dem Fonds vorbehalten sein. Allgemein dürfen Ausleihungen nur über CEDEL oder EUROCLEAR erfolgen.

Bei den Anlagen des Fonds müssen jedoch folgende Regeln beachtet werden:

a) Der Fonds darf nicht mehr als 10 % der ausstehenden Wertpapiere und anderen Schuldtitel derselben Art eines gleichen Schuldners erwerben.

b) Pro Teilfonds darf der Einstandswert von Wertpapieren und anderen Schuldtiteln desselben Ausstellers nicht mehr als 10 % des Nettovermögens dieses Teilfonds darstellen.

c) Der Fonds darf nicht mehr als 10 % des Nettovermögens eines Teilfonds in Wertpapieren und anderen Schuldtiteln anlegen, die nicht an einer offiziellen Börse notiert oder die nicht an einem anderen geregelten Markt, der vergleichbare Sicherheit bietet, gehandelt werden. Wertpapiere, deren Notierung beantragt ist, gelten als börsennotierte Wertpapiere.

d) Die Restriktion unter Absatz c) gilt nicht für Geldmarktinstrumente, die regelmässig gehandelt werden oder eine Restlaufzeit von weniger als 12 Monaten haben, wobei die mittlere Restlaufzeit aller solchen Geldmarktinstrumente, die nicht regelmässig gehandelt werden, 120 Tage nicht überschreiten darf.

Die Restriktionen unter Absatz a), b) und c) gelten nicht für Titel, die von einem Staat der OECD oder einer internationalen Organisation öffentlich-rechtlichen Charakters, der ein solcher Staat angehört, angegeben oder garantiert worden sind.

e) Der Fonds darf nur in besonderen und dringenden Fällen Kredite aufnehmen, nämlich um Rückkaufsbegehren zu erfüllen, wenn ein Verkauf von Wertpapieren ungünstig und entgegen den Interessen der Anteilsinhaber erscheint. Die Kreditaufnahme für einen bestimmten Teilfonds darf nicht mehr als 10 % dessen Nettovermögen ausmachen. Die Aktien des Fonds dürfen nicht zur Kreditaufnahme verpfändet werden.

Der Fonds darf nicht in Wertpapiere oder andere Schuldtitel investieren, die nicht voll eingezahlt sind.

f) Der Fonds darf sein Vermögen nicht in Immobilien, Waren oder Warenkontrakten anlegen.

g) Für jeden Teilfonds dürfen verfügbare Mittel zusätzlich auf Sicht oder Termin angelegt werden.

h) Der Fonds darf Devisentermingeschäfte abschliessen, sowie Devisenoptionen, Financial Futures, Forward Rate Agreements, Zins- und Währungsswaps und ähnliche Instrumente einsetzen, falls diese Geschäfte sich direkt auf das Vermögen des entsprechenden Teilfonds beziehen und dazu dienen, Währungs- und Zinsrisiken abzusichern. Die Transaktionen, die pro Teilfonds in einer Währung getätigt wurden, dürfen also den Marktwert aller Aktiven, die in diesem Teilfonds auf diese Währung lauten, nicht übersteigen; sie dürfen auch hinsichtlich der Laufzeit nicht über die Fälligkeit der Aktiven am Tag des Abschlusses dieser Transaktionen hinausgehen.

i) Der Fonds darf nicht:

- Leerverkäufe von Wertpapieren und anderen Schuldtiteln vornehmen;
- Anteile von anderen Anlagefonds erwerben;
- an Festübernahmen von Wertpapieren und anderen Schuldtiteln teilnehmen.

Falls die Limiten unter a), b), c) und e) dadurch überschritten werden, dass Zeichnungsrechte ausgeübt werden, oder aus anderen Gründen, die nicht im Kauf von Wertpapieren oder sonstigen Schuldtiteln bestehen, muss die Verwaltungsgesellschaft primär diese Situation unter Wahrung der Interessen der Anteilsinhaber bereinigen.

Die Anlagepolitik des SWISSCA MM FUND FRF wird präzisiert: französische «certificats de dépôt» gelten nicht als Geldmarktinstrumente.

Die Verwaltungsgesellschaft darf jederzeit im Interesse der Anteilsinhaber weitere Anlagebeschränkungen festsetzen, soweit diese erforderlich sind, um den Gesetzen und Bestimmungen jener Länder zu entsprechen, wo Anteilscheine des Fonds angeboten und verkauft werden.

Art. 5. Ausgabe von Anteilen.

Die Anteile werden an jedem Bankgeschäftstag durch die Verwaltungsgesellschaft nach Zahlung des Kaufpreises an die Depotbank ausgegeben. Dafür werden Anteilscheine von der Verwaltungsgesellschaft ausgestellt.

Im Zusammenhang mit der Ausgabe von Anteilen kann die Verwaltungsgesellschaft Dritte als Vertriebsstelle benennen oder einen Dritten mit dem Alleinvertrieb beauftragen.

Die Verwaltungsgesellschaft beachtet bei der Ausgabe der Anteile die Gesetze und Bestimmungen der Länder, in welchen die Anteile angeboten werden. Die Verwaltungsgesellschaft darf jederzeit nach ihrem Ermessen gegenüber natürlichen oder juristischen Personen in bestimmten Ländern und Gebieten zeitweise oder endgültig die Ausgabe von Anteilen aussetzen oder begrenzen. Die Verwaltungsgesellschaft darf bestimmte natürliche oder juristische Personen vom Erwerb von Anteilen ausschliessen, wenn eine derartige Massnahme zum Schutz der Gesamtheit der Anteilsinhaber und des Fonds erforderlich ist.

Der Verwaltungsrat der Verwaltungsgesellschaft legt für jede Währung fest, welche die kleinste Anzahl von Anteilen ist, deren Zeichnung durch einen Anleger möglich ist.

Weiterhin darf die Verwaltungsgesellschaft

- a) nach ihrem Ermessen Zeichnungsanträge zurückweisen,
- b) jederzeit Anteile zurücknehmen, die von Anteilsinhabern gehalten werden, welche vom Erwerb oder Besitz von Anteilen ausgeschlossen sind.

Art. 6. Ausgabepreis.

Nach der Erstemission erfolgt die Ausgabe von Anteilen aufgrund von Zeichnungsaufträgen, die bei der Verwaltungsgesellschaft oder einer Vertriebsstelle bis 12 Uhr an einem luxemburgischen Bankgeschäftstag eingehen, zu einem Ausgabepreis, der dem am letzten vorhergehenden Bewertungstag errechneten Nettovermögenswert zuzüglich der Vermittlungsgebühr entspricht. Bei der Ausgabe von Anteilen wird der Nettovermögenswert pro Anteil auf die kleinste nächste Währungseinheit gerundet. Zuzüglich werden jegliche anfallenden Ausgabesteuern verrechnet. Es kann zudem eine Vermittlungsgebühr erhoben werden, welche drei Prozent dieses gerundeten Nettovermögenswertes nicht übersteigen darf und den Banken und Finanzinstituten zufließt, die mit dem Anteilsvertrieb befasst sind. Die Zahlung des Ausgabepreises erfolgt innerhalb von zwei Bankarbeitstagen nach Eingang des Zeichnungsauftrages; die Verwaltungsgesellschaft ist jedoch berechtigt, diese Frist auf maximal 5 Tage zu erstrecken, sofern sich die Zweitagesfrist als zu kurz erweist.

Art. 7. Anteilscheine.

Jede natürliche oder juristische Person ist vorbehaltlich der Regelung in Artikel 5 dieser Vertragsbedingungen berechtigt, sich durch Zeichnung eines oder mehrerer Anteile an dem Fonds zu beteiligen. Anteilscheine werden als Inhaberpapiere mit Couponsbogen ausgestellt. Die Anteilscheine werden in Stücken zu 1, 10, 100 und 1.000 Anteilen ausgegeben. Jeder Anteilschein trägt die Unterschrift der Verwaltungsgesellschaft und der Depotbank, welche beide durch Faksimileunterschriften ersetzt werden können.

Die Verwaltungsgesellschaft darf im Interesse der Anteilsinhaber die Anteile teilen oder zusammenlegen.

Art. 8. Nettovermögenswert.

Der Nettovermögenswert des Anteils wird von der Verwaltungsgesellschaft für jeden einzelnen Teilfonds den Vertragsbedingungen gemäss, mindestens zweimal im Monat, im Prinzip aber an jedem Bankgeschäftstag in Luxemburg, auf Basis der letzbekanntesten Kurse berechnet.

Der Vermögenswert eines Anteils an einem Teilfonds ist in der Währung des Teilfonds ausgedrückt und ergibt sich, indem das gesamte Vermögen des Teilfonds durch die Anzahl der in Umlauf befindlichen Anteile des Teilfonds dividiert wird. Das Nettovermögen eines jeden Teilfonds entspricht der Differenz zwischen der Summe der Guthaben des Teilfonds und der Summe der den Teilfonds betreffenden Verpflichtungen.

Das Gesamtnettovermogen des Fonds ist in Schweizerfranken ausgedrückt und entspricht der Differenz zwischen dem Gesamtguthaben des Fonds und den Gesamtverpflichtungen des Fonds. Zum Zweck dieser Berechnung werden die Nettovermögen eines jeden Teilfonds, falls diese nicht auf Schweizerfranken lauten, in Schweizerfranken konvertiert und zusammengezählt.

Das Vermögen eines jeden Teilfonds wird folgendermassen bewertet:

a) Der Bewertungskurs der Anlagen wird, ausgehend vom Nettoerwerbskurs, unter Konstanthaltung der daraus berechneten Anlagerendite, sukzessive dem Ruckzahlungspreis angeglichen. Bei größeren Änderungen der Marktverhältnisse wird die Bewertungsbasis den aktuellen Markttrenditen angepasst.

b) Die liquiden Mittel werden bewertet auf der Basis des Nennwertes zuzuglich aufgelaufener Zinsen.

c) Für jeden Teilfonds werden die Werte, die ausnahmsweise auf eine andere Währung als jene des Teilfonds selbst lauten, in die Währung des Teilfonds zum Mittelkurs zwischen Kauf- und Verkaufspreis der in Luxemburg oder, falls nicht erhältlich, auf dem für diese Währung repräsentativsten Markt bekannt ist, konvertiert.

d) Bei der Berechnung des Nettovermögens jedes Teilsfonds sind die abgegrenzten Zinsen zwischen dem Eingang der Zeichnungen und Rückkäufe und dem effektiven Zahltag dieser Geschäfte zu berücksichtigen.

Die Verwaltungsgesellschaft ist berechtigt, zeitweilig andere adäquate Bewertungsprinzipien für die Gesamtfondsguthaben und die Guthaben eines Teilfonds anzuwenden, falls die obenerwähnten Kriterien zur Bewertung aufgrund aussergewöhnlicher Ereignisse unmöglich oder unzweckmässig erscheinen.

Bei ausserordentlichen Umständen können innerhalb eines Tages weitere Bewertungen vorgenommen werden, die für die danach auszubehenden oder zuruckzunehmenden Anteile massgebend sind.

Bei massiven Rücknahmeanträgen kann die Verwaltungsgesellschaft die Anteile des entsprechenden Teilfonds auf der Basis der Kurse, zu welchen die notwendigen Verkäufe von Wertpapieren getätigt werden, bewerten. In diesem Fall wird für gleichzeitig eingereichte Emissions- und Ruckkaufsantrage dieselbe Berechnungsmethode angewandt.

Art. 9. Aussetzung der Bewertung des Nettovermögenswertes sowie der Ausgabe, Konversion und Rücknahme von Anteilen.

Die Verwaltungsgesellschaft ist ermächtigt, die Berechnung des Nettovermögenswertes sowie die Ausgabe, Konversion und Rücknahme von Anteilen, für einen oder mehrere Teilfonds, in folgenden Fällen vorübergehend auszusetzen:

- Wenn Börsen oder Märkte, die massgebend sind für die Bewertung eines bedeutenden Anteils der Fondsvermögen, oder wenn Devisenmärkte, auf die der Nettovermögenswert oder ein bedeutender Anteil der Fondsguthaben lautet, ausser für gewöhnliche Feiertage geschlossen sind oder wenn dort Transaktionen suspendiert oder eingeschränkt sind oder wenn diese kurzfristig starken Schwankungen unterworfen sind.

- Wenn aufgrund politischer, wirtschaftlicher, militärischer oder anderweitiger Notfälle, die ausserhalb der Einflussmöglichkeit der Verwaltungsgesellschaft liegen, sachdienliche Verfügungen über das Fondsvermögen nicht möglich sind oder den Interessen der Anteilsinhaber abträglich wären.

- Im Fall einer Unterbrechung der Nachrichtenverbindungen oder wenn aus irgendeinem Grund der Nettovermögenswert nicht mit genügender Genauigkeit ermittelt werden kann.

- Wenn durch Beschränkungen des Devisenverkehrs oder sonstiger Übertragungen von Vermögenswerten Geschäfte für den Fonds undurchführbar werden oder falls Käufe und Verkäufe von Fondsvermögen nicht zu normalen Wechselkursen vorgenommen werden können.

Art. 10. Rücknahme.

Anteilsinhaber können an jedem Bankgeschäftstag in Luxemburg die Rücknahme ihrer Anteile gegen Lieferung ihrer Anteilscheine verlangen. Rücknahmeanträge, die bei der Verwaltungsgesellschaft oder einer Vertriebsstelle bis 12.00 Uhr an einem luxemburgischen Bankgeschäftstag eingehen, werden mit dem am letzten vorhergehenden Bewertungstag errechneten Nettovermögenswert abgerechnet, wobei der Nettovermögenswert pro Anteil auf die kleinste nächste Währungseinheit gerundet wird.

Die Verwaltungsgesellschaft hat für einen angemessenen Anteil an liquiden Mitteln im Fondsvermögen Sorge zu tragen, so dass die Zahlung für die Rücknahme von Fondsanteilen unter gewöhnlichen Umständen innerhalb fünf Bankgeschäftstagen nach Einreichen des Rucknahmeantrages nebst Zertifikaten erfolgen kann.

Die Auszahlung erfolgt durch Überweisung auf ein Konto in der Währung des jeweiligen Teilfonds oder nach Konvertierung des jeweiligen Betrages in eine andere frei konvertierbare Währung mittels Bankscheck oder Überweisung sowie durch Barauszahlung in der im Land der Auszahlung gesetzlichen Währung.

Die Depotbank ist verpflichtet, Auszahlungen unverzüglich zu leisten, es sei denn, dass gemäss irgendwelcher gesetzlicher Vorschriften, wie Devisenverkehrsbeschränkungen oder aufgrund ausserhalb der Kontrolle der Depotbank liegender Umstände, sich die Überweisung des Rücknahmebetrages in das Land, wo die Rücknahme beantragt wurde, als unmöglich erweist. Weiterhin kann die Depotbank bei massiven Rücknahmeanträgen, mit Zustimmung der Verwaltungsgesellschaft, den Rücknahmeantrag erst dann abrechnen, wenn die entsprechenden Vermögenswerte, ohne unnötige Verzögerung, verkauft worden sind.

Art. 11. Konversion.

Anteilsinhaber eines jeden Teilfonds sind berechtigt, ihre gesamten oder einen Teil ihrer Anteile in Anteile eines anderen zur Zeichnung aufgelegten Teilfonds umzuwandeln, und zwar an jedem Tag, an dem der Nettovermögenswert der Teilfonds berechnet wird. Die Verwaltungsgesellschaft ist berechtigt, die minimale Anzahl von Anteilen für eine Konversion festzulegen, sowie die für die Abwicklung erforderlichen Informationen.

Die Verwaltungsgesellschaft kann für Rechnung des Fonds eine Kommission für die Konversion von 0,25 % des Nettoinventarwertes pro Anteil des ursprünglichen Teilfonds belasten. Sofern diese Kommission belastet wird, ist sie auf allen Konversionen anwendbar, die am gleichen Bewertungstag gemacht werden.

Die Verwaltungsgesellschaft wird die Anzahl der Anteile festlegen, in welche ein Anteilsinhaber seine vorhandenen Anteile umwandeln möchte, und zwar entsprechend der folgenden Formel:

$$A = \left(\frac{(B \times C) - D}{E} \right) \times F$$

A = Anzahl der Anteile an dem neuen Teilfonds, die auszugeben sind, abgerundet auf die nächste ganze Zahl.

B = Anzahl der Anteile an dem ursprünglichen Teilfonds.

C = Rücknahmepreis pro Anteil des ursprünglichen Teilfonds.

D = Die an den Fonds zu zahlende Umwandlungsgebühr.

E = Nettoinventarwert pro Anteil des neuen Teilfonds.

F = Am Tag der Konversion massgebender Umrechnungskurs zwischen den Währungen der beiden Teilfonds.

Entstehen bei der Berechnung der Anzahl neuer Anteile Anteilsbruchteile, so vergütet die Verwaltungsgesellschaft diese dem Anleger zum Rücknahmepreis.

Die Verwaltungsgesellschaft wird dem Anteilsinhaber Einzelheiten bezüglich der Umwandlung übermitteln und, sofern dieser es wünscht, neue Anteilscheine ausgeben.

Art. 12. Kosten des Fonds.

Der Fonds trägt folgende Kosten:

- alle Steuern, die möglicherweise zu Lasten der Vermögenswerte, der Erträge und der Auslagen des Fonds zu zahlen sind;

- übliche Courtage- und Bankgebühren, die für Geschäfte mit Wertpapieren des Fondsportefeuilles anfallen (diese Gebühren werden in den Estandskurs eingerechnet und vom Verkaufserlös abgezogen);

- die Vergütung für die Verwaltungsgesellschaft (in Höhe von 0,125 % im Quartal auf dem mittleren Gesamtnettovermögen des Fonds während des jeweiligen Quartals), die Depotbank (Depotgebühren, welche auf dem Nettovermögen des Fonds berechnet werden, sowie anfallende Transaktionsgebühren zu üblichen Sätzen) und die Zahlstellen. Die Entschädigung für den Portfolio Manager wird zulasten der Vergütung der Verwaltungsgesellschaft bezahlt;

- jeweilige weitere Vergütungen, welche für Anlageberatung, Vertrieb und andere, nicht in diesem Artikel genannte, für den Fonds geleistete Dienstleistungen anfallen, wobei die Vergütung der Verwaltungsgesellschaft um den jeweiligen Betrag dieser weiteren vom Fonds bezahlten Vergütungen gekürzt wird;

- Kosten, einschliesslich derjenigen der Rechtsberatung, die der Verwaltungsgesellschaft oder der Depotbank möglicherweise aufgrund von Massnahmen im Interesse der Anteilsinhaber entstehen;

- die Druckkosten für die Anteilscheine, die Kosten der Vorbereitung sowie der Hinterlegung und Veröffentlichung dieser Vertragsbedingungen sowie anderer Dokumente, die den Fonds betreffen, einschliesslich Anmeldung zur Registrierung, Prospekte oder schriftlicher Erläuterungen bei sämtlichen Regierungsbehörden und Börsen (einschliesslich örtlichen Wertpapierhändlervereinigungen), welche im Zusammenhang mit dem Fonds oder dem Anbieten der Fondsanteile vorgenommen werden müssen, die Druck- und Vertriebskosten der periodischen Veröffentlichungen für die Anteilsinhaber in allen notwendigen Sprachen, sowie Druck- und Vertriebskosten von sämtlichen weiteren Berichten und Dokumenten, welche gemäss den anwendbaren Gesetzen oder Reglementen der vorhergenannten Behörden notwendig sind, die Kosten der Buchhaltung und Berechnung des täglichen Nettovermögenswerts, die Kosten von Veröffentlichungen an die Anteilsinhaber, die Gebühren von Wirtschaftsprüfern und Rechtsberatern des Fonds und alle ähnlichen Verwaltungsgebühren, mit Ausnahme von Kosten für Werbung und anderen Kosten, welche direkt im Zusammenhang mit dem Anbieten und Verkauf von Fondsanteilen anfallen, einschliesslich Druckkosten von Kopien der obengenannten Dokumente oder Berichte, welche von denen, die mit dem Anteilsvertrieb befasst sind, im Zusammenhang mit dieser Tätigkeit benutzt werden.

Sämtliche wiederkehrenden Gebühren werden zuerst von den Anlageerträgen, dann von den Gewinnen aus Wertpapiergeschäften, dann vom Anlagevermögen abgezogen. Andere Kosten können über eine Periode von 5 Jahren abgesetzt werden.

Das Vermögen des Fonds haftet insgesamt für alle vom Fonds zu tragenden Kosten, jedoch werden diese Kosten den einzelnen Teilfonds, soweit sie diese gesondert betreffen, angerechnet; ansonsten werden die Kosten den einzelnen Teilfonds gemäss deren Nettovermögen anteilmässig belastet.

Art. 13. Geschäftsjahr, Prüfung.

Das Geschäftsjahr des Fonds endet am 31. März.

Der Jahresabschluss der Verwaltungsgesellschaft und die Vermögensaufstellung des Fonds werden von unabhängigen öffentlichen Wirtschaftsprüfern geprüft, die von der Verwaltungsgesellschaft bestellt werden.

Art. 14. Verwendung des Reinertrages und der Kapitalgewinne.

Grundsätzlich werden die Erträge des Fonds nicht ausgeschüttet, sondern laufend wiederangelegt.

Sofern Ausschüttungen ausnahmsweise vorgenommen werden, bestimmt die Verwaltungsgesellschaft nach Abschluss des Geschäftsjahres, ob und inwieweit dies aus den Netto-Anlageerträgen und/oder aus realisierten Gewinnen aus der Veräusserung von Rechten, die zum Anlagefonds gehören (realisierte Kursgewinne, Erlös aus dem Verkauf von Bezugsrechten und ähnliche Zuwendungen), erfolgt. Allfällige Ausschüttungen werden innerhalb von 2 Monaten nach Abschluss des Geschäftsjahres getätigt. Ansprüche auf Ausschüttungen und Zuteilungen, die nicht binnen 5 Jahren ab Fälligkeit geltend gemacht werden, verjähren, und die entsprechenden Vermögenswerte fallen an den betreffenden Teilfonds zurück.

Art. 15. Änderung dieser Bestimmungen.

Die Verwaltungsgesellschaft kann diese Bestimmungen jederzeit im Interesse der Anteilhaber und mit Zustimmung der Depotbank ganz oder teilweise ändern.

Änderungen treten 15 Tage nach ihrer Veröffentlichung im Luxemburger «Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations» in Kraft.

Art. 16. Veröffentlichungen.

Der Nettovermögenswert der Anteile sowie der Ausgabe- und der Rücknahmepreis je Anteil werden an jedem Bankgeschäftstag in Luxemburg am Sitz der Verwaltungsgesellschaft bekanntgegeben.

Der jährliche Rechenschaftsbericht des Fonds, welcher innert 4 Monaten nach Abschluss des Rechnungsjahres publiziert wird, und alle Zwischenberichte, welche innert 2 Monaten nach Abschluss des Geschäfts-Semesters publiziert werden, werden den Anteilhabern am Sitz der Verwaltungsgesellschaft, der Depotbank und jeder Zahlstelle zur Verfügung gestellt.

Jegliche Änderungen dieser Bestimmungen werden im Luxemburger «Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations» veröffentlicht. Die Auflösung des Fonds wird zusätzlich in vier anderen Zeitungen, davon einer Luxemburger Zeitung, publiziert.

Änderungen der Vertragsbedingungen und Mitteilungen an die Anteilhaber, sowie Anzeigen über die Aussetzung der Bewertung und Rücknahme der Anteile werden in Zeitungen von Ländern, in welchen die Anteile des Fonds vertrieben und verkauft werden, veröffentlicht.

Art. 17. Dauer des Fonds, Liquidation.

Der Fonds ist für unbegrenzte Zeit errichtet; er kann im gegenseitigen Einvernehmen zwischen Verwaltungsgesellschaft und Depotbank jederzeit aufgelöst werden. Diese Kündigung ist in drei monatlichen aufeinanderfolgenden Veröffentlichungen gemäss vorstehendem Artikel 16 bekanntzumachen. Vom Tage der Entscheidung der Verwaltungsgesellschaft und der Depotbank an werden keine Anteile mehr ausgegeben und zurückgenommen.

Die Verwaltungsgesellschaft wird das Fondsvermögen im besten Interesse der Anteilhaber verwerten, und die Depotbank wird gemäss den Weisungen der Verwaltungsgesellschaft den Nettoliquidationserlös (nach Abzug der Liquidationsgebühren und Ausgaben) anteilig an die Anteilhaber ausschütten.

Die Anteilhaber, ihre Erben oder sonstige Berechtigte können die Liquidation oder Teilung des Fonds nicht verlangen.

Art. 18. Verjährung und Auflösung des Fonds.

Die Ansprüche der Anteilhaber gegen die Verwaltungsgesellschaft oder die Depotbank verjähren 5 Jahre nach dem Datum des Ereignisses, das diese Ansprüche begründet hat.

Die Verwaltungsgesellschaft ist berechtigt, jederzeit den Fonds aufzulösen. Der Fonds muss liquidiert werden, wenn sein Gesamtvermögen während mehr als 6 Monaten ein Viertel des gesetzlichen minimalen Fondsvermögens unterschreitet. Eine solche Auflösung wird im Luxemburger «Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations», dem Amtsblatt des Grossherzogtums Luxemburg (nachfolgend «Mémorial» genannt), publiziert. Sie wird ebenfalls in vier weiteren Zeitungen, darunter das «Luxemburger Wort» und die «Neue Zürcher Zeitung» bekanntgemacht. Von dem Tage des Auflösungsbeschlusses an werden keine Anteile mehr ausgegeben oder zurückgenommen. In der Liquidation wird die Verwaltungsgesellschaft das Fondsvermögen im besten Interesse der Anteilhaber verwerten und die Depotbank beauftragen, den Nettoliquidationserlös anteilmässig an die Anteilhaber zu verteilen. Etwaige Liquidationserlöse, die nicht bei Abschluss der Liquidation an die Anteilhaber verteilt werden konnten, werden bei der «Caisse des Consignations» in Luxemburg bis zum Ablauf der Verjährungsfrist hinterlegt.

Wenn der Nettoinventarwert eines Teilfonds den Gegenwert von Schweizer Franken 500.000,- unterschreitet oder wenn dies aus Gründen, die nicht in der Macht der Verwaltungsgesellschaft liegen, geboten erscheint, so z.B. bei politischen, wirtschaftlichen oder monetären Änderungen, kann die Verwaltungsgesellschaft beschliessen, einen Teilfonds aufzulösen, zwei Teilfonds zu fusionieren oder einen Teilfonds in einen anderen offenen Anlagefonds gemäss Teil II des luxemburgischen OGAW-Gesetzes einzubringen. Die Anteilhaber werden darüber durch Publikation im «Mémorial», im «Luxemburger Wort» und in zwei weiteren internationalen Zeitungen, wovon die «Neue Zürcher Zeitung» informiert.

Bei Auflösung eines Teilfonds gibt die Verwaltungsgesellschaft von dem Tage des Auflösungsbeschlusses keine Anteile mehr aus. Sie realisiert die Vermögenswerte des Teilfonds, löst die Verpflichtungen ein und verteilt den Nettoerlös an die Anleger im Verhältnis zu ihrer Beteiligung am Teilfonds. Bevor der Liquidationsbeschluss in Kraft tritt, werden weiterhin Anteile des Teilfonds zurückgenommen, wobei sich der Rücknahmepreis aufgrund des Nettoinventarwertes berechnet, unter Berücksichtigung der Liquidationskosten, wobei weder eine Rücknahmekommission noch ein allfälliger Rückbehalt abgezogen werden darf. Etwaige Liquidationserlöse, die nicht bei Abschluss der Liquidation an die Anteilhaber verteilt werden konnten, werden bei der «Caisse des Consignations» in Luxemburg bis zum Ablauf der Verjährungsfrist hinterlegt.

Bei Fusion von zwei oder mehreren Teilfonds ist der Anteilhaber eines zu fusionierenden Teilfonds während eines Monats nach der Publikation berechtigt, entweder die kostenlose Rücknahme seiner Anteile oder die Konversion in Anteile eines anderen Teilfonds zu verlangen. Für die Anteilhaber, die nicht von diesen Möglichkeiten Gebrauch machen, wird die Fusion nach Fristablauf rechtskräftig.

Bei Einbringung eines oder mehrerer Teilfonds in einen anderen offenen Anlagefonds luxemburgischen Rechts ist der Anteilhaber eines einzubringenden Teilfonds während eines Monats nach der Publikation berechtigt, die kostenlose Rücknahme seiner Anteile oder die kostenlose Konversion in Anteile eines anderen Teilfonds zu verlangen. Für die Anteilhaber, die nicht von diesen Möglichkeiten Gebrauch machen, wird die Einbringung in einen anderen Anlagefonds nach Fristablauf rechtskräftig.

Die Fusion mit einem Anlagefonds ausländischen Rechts ist nicht vorgesehen.

Art. 19. Anwendbares Recht, Gerichtsbarkeit und massgebende Sprachen.

Für sämtliche Rechtsstreitigkeiten zwischen den Anteilhabern, der Verwaltungsgesellschaft, deren Anteilhabern und der Depotbank ist das Bezirksgericht Luxemburg zuständig, und es findet Luxemburger Recht Anwendung. Die Verwaltungsgesellschaft und/oder Depotbank können sich und den Fonds jedoch der Gerichtsbarkeit der Länder, in welchen Fondsanteile angeboten und verkauft werden, im Hinblick auf Ansprüche von Anlegern aus diesen Ländern unterwerfen.

Die deutsche Fassung dieser Vertragsbedingungen ist massgeblich; die Verwaltungsgesellschaft und die Depotbank können jedoch von ihnen genehmigte Übersetzungen in Sprachen der Länder, in welchen Fondsanteile angeboten und verkauft werden, für sich und den Fonds als verbindlich bezüglich solcher Anteile anerkennen, die an Anleger in diesen Ländern verkauft wurden.

Die SWISSCA HOLDING AG, Bern, haftet solidarisch für die Einhaltung der Vertragsbedingungen durch die Verwaltungsgesellschaft.

Die Vertragsbedingungen ersetzen die früheren Vertragsbedingungen und treten in Kraft am 23. Juli 1997.

Luxemburg, den 10. Juni 1997.

SWISSCA MM FUNDS
MANAGEMENT COMPANY
Unterschriften

BANQUE ET CAISSE
D'EPARGNE DE L'ETAT
Unterschriften

Pour copie conforme
A. Schmitt
Avocat-avoué

Enregistré à Luxembourg, le 11 juin 1997, vol. 493, fol. 33, case 8. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(20473/275/404) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juin 1997.

SWISSCA PORTFOLIO FUND.

REGLEMENT DE GESTION

Modifications

Entre:

1) SWISSCA PORTFOLIO FUNDS MANAGEMENT COMPANY S.A., avec siège social à Luxembourg, 1, place de Metz (la «Société de Gestion»),

Et:

2) BANQUE ET CAISSE D'EPARGNE DE L'ETAT, LUXEMBOURG, avec siège social à Luxembourg, 1, place de Metz (la «Banque Dépositaire»),

Il a été convenu de modifier le Règlement de Gestion et de lui donner la teneur suivante:

Vertragsbedingungen des Anlagefonds SWISSCA PORTFOLIO FUND (im Folgenden «Fonds» genannt)

Diese Vertragsbedingungen des Anlagefonds («Fonds commun de placement») SWISSCA PORTFOLIO FUND, sowie deren zukünftige Änderungen, gemäss nachstehendem Art. 15, regeln die Rechtsbeziehungen zwischen

1) der Verwaltungsgesellschaft SWISSCA PORTFOLIO FUNDS MANAGEMENT COMPANY S.A., einer Aktiengesellschaft mit Sitz in Luxemburg, 1, place de Metz (im Folgenden «Verwaltungsgesellschaft»),

2) der Depotbank BANQUE ET CAISSE D'EPARGNE DE L'ETAT, einer autonomen Anstalt öffentlichen Rechts mit Sitz in Luxemburg, 1, place de Metz (im Folgenden «Depotbank») und

3) den Zeichnern und Inhabern von Anteilen des Fonds (im Folgenden «Anteilhaber»), welche durch Erwerb solcher Anteile des Fonds diesen Vertragsbedingungen beitreten.

Art. 1. Der Fonds.

Der SWISSCA PORTFOLIO FUND (im Folgenden «Fonds») ist ein Anlagefonds unter dem Recht des Grossherzogtums Luxemburg. Der Fonds stellt eine unselbständige Gemeinschaft der Anteilhaber an allen Wertpapieren und anderen Vermögenswerten des Fonds dar. Er wird im Interesse der Anteilhaber von der Verwaltungsgesellschaft verwaltet. Das Fondsvermögen wird von der Depotbank gehalten und ist von dem der Verwaltungsgesellschaft getrennt.

Der Fonds ist aufgeteilt in Teilfonds; die Gesamtheit der Teilfonds ergibt den Fonds.

Art. 2. Die Verwaltungsgesellschaft.

Der Fonds wird für die Anteilhaber von der Verwaltungsgesellschaft, mit Sitz in Luxemburg, verwaltet.

Die Verwaltungsgesellschaft ist mit den weitestgehenden Rechten, jedoch unter den Beschränkungen des nachstehenden Art. 4, zur Verwaltung des Fonds für die Anteilhaber ausgestattet; sie ist insbesondere berechtigt, jegliche Wertpapiere zu kaufen, zu verkaufen, zu zeichnen, zu tauschen und in Empfang zu nehmen sowie sämtliche Rechte auszuüben, die unmittelbar oder mittelbar mit dem Vermögen des Fonds zusammenhängen.

Der Verwaltungsrat der Verwaltungsgesellschaft bestimmt die Anlagepolitik des Fonds nach Massgabe der im nachfolgenden Art. 4 festgelegten Beschränkungen.

Der Verwaltungsrat der Verwaltungsgesellschaft darf sowohl einen Anlageausschuss, welcher aus Mitgliedern des Verwaltungsrats bestehen kann, als auch andere Personen als Anlageberater hinzuziehen.

Der Verwaltungsrat kann ebenfalls Geschäftsführer oder Angestellte mit der täglichen Ausführung der Anlagepolitik sowie der Verwaltung des Fondsvermögens beauftragen.

Die Verwaltungsgesellschaft kann generell Informationsdienste, Beratung und andere Dienstleistungen in Anspruch nehmen, deren Honorierung, sofern eine solche anfällt, allein zu Lasten der Verwaltungsgesellschaft geht.

Die Verwaltungsgesellschaft entscheidet über die Frage der Auflegung von neuen Teilfonds zur Zeichnung, deren Auflösung oder Fusion. Diesbezügliche Mitteilungen werden im voraus im «Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations», dem Amtsblatt des Grossherzogtums Luxemburg (im Folgenden «Mémorial») und in der übrigen Presse gemäss Art. 16 der vorliegenden Vertragsbedingungen publiziert.

Der Verwaltungsgesellschaft steht eine Verwaltungsgebühr von höchstens 0,25 % pro Quartal zu, zahlbar am Ende jedes Quartals auf der Basis des durchschnittlichen Gesamtnettovermögens des Fonds während des entsprechenden Quartals.

Art. 3. Die Depotbank.

Die Verwaltungsgesellschaft bestellte die BANQUE ET CAISSE D'ÉPARGNE DE L'ÉTAT, Luxemburg, als Depotbank.

Die Verwaltungsgesellschaft sowie die Depotbank können dieses Vertragsverhältnis mit einer Kündigungsfrist von 3 Monaten zu jedem beliebigen Zeitpunkt mittels schriftlicher Mitteilung der einen an die andere Partei beenden. Die Abberufung der Depotbank durch die Verwaltungsgesellschaft ist aber nur zulässig, wenn eine neue Depotbank die in diesen Vertragsbedingungen festgelegten Funktionen und Verantwortlichkeiten einer Depotbank übernimmt. Weiterhin hat auch nach Abberufung die Depotbank ihre Funktionen so lange wahrzunehmen, als es notwendig ist, um das gesamte Fondsvermögen an die neue Depotbank zu übergeben.

Im Falle einer Kündigung durch die Depotbank ist die Verwaltungsgesellschaft verpflichtet, eine neue Depotbank zu ernennen, welche die Funktionen und Verantwortung der Depotbank gemäss diesen Vertragsbedingungen übernimmt. Auch in diesem Fall bleibt die Depotbank in Funktion, bis das Fondsvermögen an die neue Depotbank übertragen ist.

Das Fondsvermögen, nämlich alle flüssigen Mittel und Wertpapiere, wird von der Depotbank für die Anteilinhaber des Fonds gehalten. Die Depotbank kann, mit Genehmigung der Verwaltungsgesellschaft, Banken und Finanzinstitute mit der Aufbewahrung von Wertpapieren, welche nicht üblicherweise in Luxemburg gehandelt werden, beauftragen. Die Depotbank kann Wertpapiere in Sammeldepots bei Depotstellen hinterlegen, welche die Depotbank mit Zustimmung der Verwaltungsgesellschaft auswählt. Im Hinblick auf die Konten und Wertpapierdepots erfüllt die Depotbank die banküblichen Pflichten. Die Depotbank kann nur im Auftrag der Verwaltungsgesellschaft und innerhalb des Rahmens dieser Vertragsbedingungen über das Fondsvermögen verfügen und für den Fonds Zahlungen an Dritte leisten. Ferner übt die Depotbank sämtliche in Art. 16 und 17 des Gesetzes vom 30. März 1988 betreffend die Organismen für gemeinsame Anlagen vorgesehenen Funktionen aus.

Die Depotbank hat Anspruch auf eine monatliche Gebühr, welche sich nach dem Nettovermögenswert des Fonds berechnet und deren Höhe jeweils den banküblichen Sätzen entspricht, sowie auf die banküblichen Transaktionsgebühren. Diese Gebühren gehen zu Lasten des Fondsvermögens.

Art. 4. Anlagepolitik.

Die Vermögen der Teilfonds werden nach dem Grundsatz der Risikoverteilung in Wertpapieren und anderen Anlageinstrumenten angelegt. Die Teilfonds unterscheiden sich im wesentlichen durch die unterschiedliche Gewichtung der Anlagen in Aktien. Je höher der Aktienanteil in einem Teilfonds ist, desto grösser werden die möglichen Kursschwankungen. Die Kursschwankungsrisiken sind beim SWISSCA PORTFOLIO FUND INCOME am niedrigsten; beim SWISSCA PORTFOLIO FUND EQUITY sind die Kursschwankungsrisiken und dafür der mögliche Gesamterfolg der Anlage am höchsten. Das Fondsvermögen ist normalen Kursschwankungen ausgesetzt; es kann nicht garantiert werden, dass der Fonds das Anlageziel erreichen wird.

Der SWISSCA PORTFOLIO FUND INCOME legt seine Mittel weltweit in festverzinslichen Wertpapieren an. Es erfolgen keine Anlagen in Aktien.

Der SWISSCA PORTFOLIO FUND YIELD legt seine Mittel weltweit in festverzinslichen Wertpapieren und in Aktien an. Die Anlagen in Aktien betragen höchstens 30 % des Nettovermögens des Teilfonds, mindestens jedoch 10 %.

Der SWISSCA PORTFOLIO FUND BALANCED legt seine Mittel weltweit sowohl in Aktien als auch in festverzinslichen Wertpapieren an. Die Anlagen in Aktien betragen höchstens 50 % des Nettovermögens des Teilfonds, mindestens jedoch 30 %.

Der SWISSCA PORTFOLIO FUND GROWTH legt seine Mittel weltweit sowohl in Aktien als auch in festverzinslichen Wertpapieren an. Die Anlagen in Aktien betragen mindestens 50 %, höchstens 70 % des Nettovermögens des Teilfonds.

Der SWISSCA PORTFOLIO FUND EQUITY legt seine Mittel weltweit in Aktien an. Der Aktienanteil beträgt mindestens 90 % des Nettovermögens des Teilfonds.

Daneben kann jeder Teilfonds Liquidität und Geldmarktinstrumente im Rahmen der gesetzlichen und vertraglichen Begrenzungen (Ziff. 4 hinten) halten.

Als «festverzinsliche Wertpapiere» gelten neben Obligationen (inkl. Wandel- und Optionsanleihen sowie Zero-Bonds) und anderen festverzinslichen Wertpapieren auch variabel verzinsliche Wertpapiere, inklusive auf Diskontbasis begebener Wertpapiere.

Bei den Geldmarktinstrumenten handelt es sich um solche, die von erstklassigen Schuldner ausgegeben oder garantiert werden, namentlich «bankers acceptances», «commercial papers», «Geldmarktbuchforderungen» und andere fest- oder variabel verzinsliche kurzfristige Geldmarktinstrumente.

Unter dem Begriff «Aktien» werden auch Anlagen in anderen Kapitalanteilen verstanden (Genossenschaftsanteile, Partizipationsscheine, Genussscheine, u.ä.).

Bei den Anlagen sind in jedem Teilfonds folgende Bestimmungen zu beachten:

1. a) Die Wertpapiere müssen an einer Börse zugelassen sein oder an einem anderen anerkannten und dem Publikum offenstehenden, regelmässig stattfindenden geregelten Markt gehandelt werden. Es sind Anlagen weltweit zulässig. Wertpapiere aus Neuemissionen dürfen nur erworben werden, wenn die Emissionsbedingungen die Verpflichtung enthalten, die Zulassung zur amtlichen Notierung an Börsen oder an anderen geregelten anerkannten, für das Publikum offenen und ordnungsgemäss funktionierenden Märkten zu beantragen und sofern diese Zulassung innerhalb eines Jahres nach der Emission erfolgt.

b) Abweichend von lit. a) dürfen angelegt werden

- höchstens 10 % des Nettovermögens in anderen Wertpapieren,
- höchstens 10 % des Nettovermögens in verbrieften Rechten mit einer Restlaufzeit von mehr als 12 Monaten, wenn diese Rechte Wertpapieren gleichgestellt werden können, weil sie insbesondere übertragen, veräussert und periodisch bewertet werden können.

Diese Anlagen dürfen zusammen nicht mehr als 10 % des Nettovermögens des Teilfonds ausmachen.

2. a) Es dürfen nicht mehr als 10 % des Nettovermögens in Wertpapieren desselben Emittenten angelegt werden; der Gesamtwert der Wertpapiere von Emittenten, in denen mehr als 5 % angelegt wird, darf 40 % des Nettovermögens eines Teilfonds nicht übersteigen.

b) Die Anlagen dürfen es nicht erlauben, einen nennenswerten Einfluss auf die Geschäftsführung eines Emittenten auszuüben.

c) Ausserdem darf der Fonds nicht mehr als 10 % der stimmrechtlosen Aktien eines Emittenten erwerben. Überdies darf er weder mehr als 10 % der Schuldverschreibungen eines Emittenten, noch 10 % der Anteile an einem Organismus für gemeinsame Anlagen erwerben, sofern sich der Bruttobetrag der Schuldverschreibungen und der Nettobetrag der ausgegebenen Anteile im Zeitpunkt des Erwerbes feststellen lässt.

d) Wenn die Wertpapiere von einem Mitgliedstaat der EU, seinen Gebietskörperschaften, einem Mitgliedstaat der OECD oder von einer internationalen Organisation öffentlich-rechtlichen Charakters, denen ein oder mehrere Mitgliedstaaten der EU angehören, begeben oder garantiert werden, gilt folgendes:

- Die in lit. a) genannte Begrenzung von 10 % wird auf 35 % angehoben. Diese Wertpapiere werden bei der Berechnung der 40 %-Begrenzung gemäss lit. a) nicht berücksichtigt.

- Die in lit. b) und c) genannten Beschränkungen sind nicht anwendbar.

e) Die Begrenzungen von lit. b) und c) sind überdies nicht anwendbar auf Aktien, durch die der Teilfonds ein Anteil am Kapital einer Gesellschaft mit Sitz in einem Staat ausserhalb der EU erhält, die ihre Aktiva hauptsächlich in Wertpapieren von Emittenten mit Sitz in diesem Staat anlegt, wenn dies aufgrund der nationalen Gesetzgebung dieses Staates die einzige Möglichkeit ist, Anlagen in Wertpapieren von Emittenten dieses Staates zu tätigen. Diese Ausnahme gilt jedoch nur, wenn die Gesellschaft mit Sitz ausserhalb der EU in ihrer Anlagepolitik die Anlagebeschränkungen des jeweiligen Teilfonds einhält.

3. Es dürfen nicht mehr als 5 % des Nettovermögens in Anteilen von Organismen für gemeinsame Anlagen in Wertpapieren (OGAW) des offenen Investmenttyps im Sinne der Investmentrichtlinie der Europäischen Gemeinschaft vom 20. Dezember 1985 (85/611/EU) anlegt werden. Der Erwerb von Anteilen anderer Organismen für gemeinsame Anlagen ist nur zulässig, wenn diese eine ähnliche Anlagepolitik wie der Teilfonds oder einzelne Teilbereiche davon (z.B. Aktien- oder Obligationen-Teil) einhält.

4. Jeder Teilfonds darf flüssige Mittel und Festgelder in unterschiedlichen Währungen halten. Ein Anteil von bis zu 30 % des Wertes des Nettovermögens darf in Bankguthaben und Geldmarktpapieren gehalten werden. Diese dürfen im Zeitpunkt des Erwerbes eine restliche Laufzeit von 12 Monaten nicht überschreiten.

5. Jeder Teilfonds darf sich der Instrumente und Techniken bedienen, die Wertpapiere zum Gegenstand haben, sofern deren Einsatz im Hinblick auf eine ordentliche Verwaltung des Fondsvermögens geschieht. Diesbezüglich gelten folgende Begrenzungen:

a) Es dürfen Call-Optionen und Put-Optionen auf Wertpapiere erworben werden. Call-Optionen dürfen nur unter den folgenden Bedingungen verkauft werden: Im Zeitpunkt des Verkaufs von Call-Optionen muss der Teilfonds die Mittel zur angemessenen Deckung der Verpflichtungen, die sich aus den jeweiligen Verträgen ergeben, im Bestand haben, d.h. entweder die zugrundeliegenden Titel oder gleichwertige Call-Optionen oder andere Instrumente, wie etwa Warrants. Die den verkauften Call-Optionen zugrundeliegenden Titel dürfen so lange nicht veräussert werden, wie diese Optionen bestehen, es sei denn, dass diese durch entgegengesetzte Optionen oder andere diesem Zweck dienende Instrumente gedeckt sind. Dies gilt auch für gleichwertige Call-Optionen, die der Teilfonds halten muss, wenn er die zugrundeliegenden Titel zum Zeitpunkt des Verkaufs der betreffenden Optionen nicht besitzt.

Es können auch Put-Optionen über Wertpapiere verkauft werden, soweit der Teilfonds während der ganzen Dauer des entsprechenden Vertrages über die notwendigen liquiden Mittel verfügt, um die Titel bezahlen zu können, die ihm im Fall der Optionsausübung durch die Gegenpartei geliefert werden.

b) Zur Absicherung von Kursrisiken dürfen Terminkontrakte, Futures und Call-Optionen auf Börsenindizes verkauft sowie Put-Optionen auf Börsenindizes gekauft werden, wenn dabei die eingegangenen Verpflichtungen den Wert des entsprechenden Wertpapiervermögens nicht übersteigen. Der Absicherungszweck verlangt eine relativ enge Korrelation zwischen der Zusammensetzung des angewandten Index und des abzusichernden Wertpapierbestandes.

c) Zur Absicherung von Zinsrisiken dürfen Terminkontrakte, Futures und Call-Optionen auf Zinssätze verkauft sowie Put-Optionen auf Zinssätze gekauft werden, wenn dabei die eingegangenen Verpflichtungen den Wert des Wertpapiervermögens nicht übersteigen. Diese Regelung gilt auch für Zins-Swaps, welche mit erstklassigen, auf solche Geschäfte spezialisierten Finanzinstituten getätigt werden.

d) Ausser Optionen auf Wertpapiere und Kontrakte, die Devisen zum Gegenstand haben, dürfen zu einem anderen Zwecke als demjenigen der Absicherung der Vermögenswerte, Terminkontrakte, Futures- und Optionskontrakte gekauft und verkauft werden, unter der Bedingung, dass die Summe aus solchen Kauf- und Verkaufsverträgen zusammen mit derjenigen von Verpflichtungen aus dem Verkauf von Put-Optionen auf Wertpapieren zu keinem Zeitpunkt den Wert des Nettovermögens des betreffenden Teilfonds überschreitet.

In diesem Zusammenhang werden die Verpflichtungen aus solchen Geschäften wie folgt berechnet:

- Die Verpflichtung, die sich aus Terminkontrakten ergibt, entspricht dem Wert der Glatstellung der Netto-Positionen aus Verträgen, die über identische Finanzinstrumente lauten (nach Kompensation der Kauf- und Verkaufspositionen), unabhängig von deren Verfallsdaten.

- Die Verpflichtung, die sich aus dem Kauf oder Verkauf von Optionskontrakten ergibt, entspricht dem Total der Ausübungspreise derjenigen Optionen, die jeweils die Netto-Verkaufspositionen über einen und denselben Wert darstellen, unabhängig von deren Verfallsdaten.

Die Summe der für den Kauf solcher Put- und Call-Optionen bezahlten Prämien darf, zusammen mit der Summe der für den Kauf von Call- und Put-Optionen auf Wertpapiere bezahlten Preise, einen Betrag von 15 % des Nettovermögens des betreffenden Teilfonds nicht übersteigen.

e) Zur Absicherung von Währungsrisiken können Call-Optionen verkauft sowie Put-Optionen gekauft werden, sowie Finanzterminkontrakte auf Devisen abgeschlossen werden, soweit sie an Börsen oder anderen geregelten Märkten gehandelt werden. Devisenswaps und Devisenterminverkäufe dürfen mit erstklassigen Finanzinstituten getätigt werden, welche auf solche Geschäfte spezialisiert sind.

Das Ziel der Risikodeckung setzt eine direkte Verbindung zwischen diesen Geschäften und dem zu deckenden Fondsvermögen voraus, was bedeutet, dass die Geschäfte, die in einer bestimmten Währung durchgeführt werden, im Prinzip weder den Gesamtwert der in dieser Währung vom Teilfonds gehaltenen Aktiven noch deren Besitzdauer/Restlaufzeit übersteigen dürfen.

6. Es dürfen für nicht mehr als 10 % des Nettovermögens Repos (Pensionsgeschäfte) erworben und verkauft werden. Solche Geschäfte dürfen nur mit erstklassigen Finanzinstituten abgeschlossen werden, die auf solche Geschäfte spezialisiert sind.

7. Die Verwaltungsgesellschaft darf keine Kredite aufnehmen, es sei denn für den Ankauf von Devisen mittels eines «back-to-back»-Darlehens oder vorübergehend bis 10 % des Nettovermögens.

8. Bis zur Hälfte des Bestandes der in einem Teilfonds gehaltenen Wertpapiere dürfen ausgeliehen werden, sofern das Geschäft im Rahmen der von CEDEL und EUROCLEAR oder von anderen erstrangigen Finanzinstituten, welche in diesen Aktivitäten spezialisiert sind, festgelegten Bedingungen und Prozeduren abgeschlossen wird. Solche Operationen dürfen sich nicht über eine Periode von mehr als 30 Tagen erstrecken, es sei denn, diese Kontrakte können zu jedem Zeitpunkt aufgelöst und die ausgeliehenen Titel zurückerstattet werden. Ausserdem muss der Fonds grundsätzlich eine Garantie erhalten, welche den Wert der ausgeliehenen Titel im Zeitpunkt der Ausleihe nicht unterschreiten darf. Diese Garantie muss in Form von Liquidität vorhanden sein und/oder in Wertpapieren, welche von einem Mitgliedstaat der OECD oder dessen öffentliche Gebietskörperschaften oder von supranationalen Institutionen und Organisationen gemeinschaftlicher, regionaler oder universeller Art ausgegeben oder garantiert sind und auf den Namen des Fonds bis zum Ablauf der Ausleihdauer blockiert sind.

9. Die Verwaltungsgesellschaft darf nicht:

a) Anteile von Organismen für gemeinsame Anlagen erwerben, die von der Verwaltungsgesellschaft oder einer mit ihr verbundenen Verwaltungsgesellschaft verwaltet werden;

b) Kredite gewähren oder für Dritte als Bürge eintreten;

c) in Immobilien, Waren und Wertpapieren oder in von der Verwaltungsgesellschaft ausgegebenen Wertpapieren anlegen;

d) Leerverkäufe von Wertpapieren tätigen;

e) Vermögenswerte der Teilfonds verpfänden, zur Sicherung übertragen oder abtreten. Die bei Options-, Futures- und Termingeschäften üblichen Margendepots gelten im Sinne dieser Bestimmung nicht als Verpfändung.

10. Werden die Beschränkungen in den Ziff. 1 bis 8 unbeabsichtigt überschritten, so ist vorrangig das Ziel zu verfolgen, die Prozentsätze zu unterschreiten, unter Berücksichtigung der Interessen der Anteilhaber.

11. Die Begrenzungen gelten nicht im Fall der Ausübung von Bezugsrechten.

Die Verwaltungsgesellschaft darf jederzeit im Interesse der Anteilhaber weitere Anlagebeschränkungen festsetzen, soweit diese erforderlich sind, um den Gesetzen und Bestimmungen jener Länder zu entsprechen, wo Anteilscheine des Fonds angeboten und verkauft werden.

Art. 5. Ausgabe von Anteilen.

Die Anteile werden an jedem Bankgeschäftstag durch die Verwaltungsgesellschaft nach Zahlung des Kaufpreises an die Depotbank ausgegeben. Dafür werden Anteilscheine von der Verwaltungsgesellschaft ausgestellt.

Im Zusammenhang mit der Ausgabe von Anteilen kann die Verwaltungsgesellschaft Dritte als Vertriebsstelle benennen oder einen Dritten mit dem Alleinvertrieb beauftragen.

Die Verwaltungsgesellschaft beachtet bei der Ausgabe der Anteile die Gesetze und Bestimmungen der Länder, in welchen die Anteile angeboten werden. Die Verwaltungsgesellschaft darf jederzeit nach ihrem Ermessen gegenüber natürlichen oder juristischen Personen in bestimmten Ländern und Gebieten zeitweise oder endgültig den Verkauf von Anteilen aussetzen oder begrenzen. Die Verwaltungsgesellschaft darf bestimmte natürliche oder juristische Personen vom Erwerb von Anteilen ausschliessen, wenn eine derartige Massnahme zum Schutz der Gesamtheit der Anteilhaber und des Fonds erforderlich ist.

Der Verwaltungsrat der Verwaltungsgesellschaft legt fest, welche die kleinste Anzahl von Anteilen ist, deren Zeichnung durch einen Anleger möglich ist.

Weiterhin darf die Verwaltungsgesellschaft:

- a) nach ihrem Ermessen Zeichnungsaufträge zurückweisen,
- b) jederzeit Anteile zurücknehmen, die von Anteilsinhabern gehalten werden, welche vom Erwerb oder Besitz von Anteilen ausgeschlossen sind.

Art. 6. Ausgabepreis.

Die Ausgabe von Anteilen erfolgt aufgrund von Zeichnungsaufträgen, die bei der Verwaltungsgesellschaft oder einer Vertriebsstelle bis 16.00 Uhr an einem luxemburgischen Bankgeschäftstag eingehen, zum Ausgabepreis, der dem am darauffolgenden Bewertungstag errechneten Nettovermögenswert entspricht. Zuzüglich werden jegliche anfallenden Ausgabesteuern verrechnet. Es kann zudem eine Vermittlungsgebühr erhoben werden, welche 5 % dieses Nettovermögenswertes nicht übersteigen darf und den Banken und Finanzinstituten zufließt, die mit dem Anteilsvertrieb befasst sind. Die Zahlung des Ausgabepreises erfolgt innerhalb von drei Bankgeschäftstagen nach Eingang des Zeichnungsauftrages; die Verwaltungsgesellschaft ist jedoch berechtigt, diese Frist auf maximal 5 Tage zu erstrecken, sofern sich die Dreitagesfrist als zu kurz erweist.

Art. 7. Anteilscheine.

Jede natürliche oder juristische Person ist vorbehältlich der Regelung in Art. 5 dieser Vertragsbedingungen berechtigt, sich durch Zeichnung eines oder mehrere Anteile am Fonds zu beteiligen. Anteilscheine werden als Inhaberpapiere mit Couponsbogen ausgestellt. Die Anteilscheine werden in Stücken zu 1, 10 und 100 Anteilen ausgegeben. Jeder Anteilsschein trägt die Unterschrift der Verwaltungsgesellschaft und der Depotbank, welche beide durch Faksimileunterschriften ersetzt werden können.

Die Verwaltungsgesellschaft darf im Interesse der Anteilsinhaber die Anteile teilen oder zusammenlegen.

Art. 8. Nettovermögenswert.

Der Nettovermögenswert des Anteils wird von der Verwaltungsgesellschaft für jeden einzelnen Teilfonds entsprechend den Vertragsbedingungen an jedem Bankgeschäftstag in Luxemburg auf Basis der letztbekannten Kurse berechnet.

Der Vermögenswert eines Anteils an einem Teilfonds wird in Schweizerfranken ausgedrückt und ergibt sich, indem das gesamte Vermögen des Teilfonds durch die Anzahl der in Umlauf befindlichen Anteile des Teilfonds dividiert wird. Das Nettovermögen eines jeden Teilfonds entspricht der Differenz zwischen der Summe der Guthaben des Teilfonds und der Summe der den Teilfonds betreffenden Verpflichtungen.

Das Gesamtvermögen des Fonds entspricht der Differenz zwischen dem Gesamtguthaben des Fonds und den Gesamtverpflichtungen des Fonds.

Das Vermögen eines jeden Teilfonds wird folgendermassen bewertet:

a) Börsennotierte Wertpapiere werden zum letztbekannten Geld-Kurs bewertet. Falls ein Wertpapier an mehreren Börsen notiert ist, ist vom letztbekannten Geld-Kurs an der Börse, an welcher die vom Fonds gehaltenen Wertpapiere erworben wurden, auszugehen. Bei Wertpapieren, bei welchen der Handel an einer Börse geringfügig ist und für welche ein Zweitmarkt zwischen Wertpapierhändlern besteht, welche markt-konforme Preise anbieten, kann die Verwaltungsgesellschaft die Bewertung dieser Wertpapiere aufgrund so festgesetzter Preise vornehmen.

b) Wertpapiere, welche an einem geregelten Markt gehandelt werden, werden wie börsennotierte Wertpapiere bewertet.

c) Wertpapiere, welche nicht an einer Börse notiert sind oder nicht an einem geregelten Markt gehandelt werden, werden zu ihrem letzten erhältlichen Marktpreis bewertet; ist ein solcher nicht verfügbar, wird die Verwaltungsgesellschaft diese Wertpapiere gemäss anderen von ihr zu bestimmenden Grundsätzen auf Basis der voraussichtlich erzielbaren Verkaufspreise bewerten.

d) Festgelder werden zum Nennwert zuzüglich aufgelaufenen Zinsen bewertet.

e) Nicht auf Schweizerfranken lautende Anlagen werden zum jeweiligen Mittelkurs umgerechnet. Zur Absicherung des Währungsrisikos abgeschlossene Terminkontrakte werden bei der Umrechnung berücksichtigt.

Die Verwaltungsgesellschaft ist berechtigt, zeitweilig andere adäquate Bewertungsprinzipien anzuwenden, falls die obenerwähnten Bewertungskriterien aufgrund aussergewöhnlicher Ereignisse nicht angewendet werden können oder als unzumutbar erscheinen.

Bei Vorliegen ausserordentlicher Umstände können innerhalb eines Tages weitere Bewertungen vorgenommen werden, welche für die Ausgaben oder Rücknahmen dieses Tages massgebend sind.

Bei massiven Rücknahmeanträgen kann die Verwaltungsgesellschaft die Anteile auf Basis der Kurse, zu welchen die notwendigen Verkäufe von Wertpapieren getätigt werden, bewerten. In diesem Fall wird für gleichzeitig eingereichte Kaufs- und Rücknahmeanträge dieselbe Berechnungsmethode angewandt.

Art. 9. Aussetzung der Bewertung des Nettovermögenswertes sowie der Ausgabe, Konversion und Rücknahme von Anteilen.

Die Verwaltungsgesellschaft ist ermächtigt, die Berechnung des Nettovermögenswertes eines Teilfonds und folglich die Ausgabe, Rücknahme und Konversion von Anteilen in folgenden Fällen vorübergehend auszusetzen:

a) Wenn Börsen oder Märkte, die für die Bewertung eines bedeutenden Anteils des Vermögens eines Teilfonds massgebend sind, oder wenn Devisenmärkte, auf die der Nettovermögenswert oder ein bedeutender Anteil des Guthabens eines Teilfonds lautet, ausser für gewöhnliche Feiertage geschlossen sind oder wenn dort Transaktionen suspendiert oder eingeschränkt sind oder wenn diese kurzfristig starken Schwankungen unterworfen sind.

b) Wenn aufgrund politischer, wirtschaftlicher, militärischer oder anderweitiger Notfälle, die ausserhalb der Einflussmöglichkeit der Verwaltungsgesellschaft liegen, sachdienliche Verfügungen über das Vermögen eines Teilfonds nicht möglich sind oder den Interessen der Anteilsinhaber abträglich wären.

c) Im Fall einer Unterbrechung der Nachrichtenverbindungen oder wenn aus irgendeinem Grund der Nettovermögenswert eines Teilfonds nicht mit genügender Genauigkeit ermittelt werden kann.

d) Wenn durch Beschränkungen des Devisenverkehrs oder sonstiger Übertragungen von Vermögenswerten Geschäfte für einen Teilfonds undurchführbar werden, oder falls Käufe und Verkäufe eines Teilfonds nicht zu normalen Wechselkursen vorgenommen werden können.

Art. 10. Rücknahme von Anteilen.

Anteilsinhaber können an jedem Bankgeschäftstag in Luxemburg die Rücknahme ihrer Anteile gegen Lieferung ihrer Anteilscheine verlangen. Rücknahmeanträge, die bei der Verwaltungsgesellschaft oder einer Vertriebsstelle bis 16.00 Uhr an einem luxemburgischen Bankgeschäftstag eingehen, werden mit dem am darauffolgenden Bewertungstag errechneten Nettovermögenswert abgerechnet.

Die Verwaltungsgesellschaft hat für einen angemessenen Anteil an liquiden Mitteln im Fondsvermögen Sorge zu tragen, so dass die Zahlung für die Rücknahme von Fondsanteilen unter gewöhnlichen Umständen innerhalb von fünf Bankgeschäftstagen nach Berechnung des Rücknahmepreises erfolgen kann. Wenn Zertifikate ausgeliefert wurden, sind diese mit dem Rücknahmeantrag einzureichen.

Die Auszahlung erfolgt durch Überweisung des jeweiligen Betrages in der Währung des Teilfonds mittels Bankscheck oder Überweisung.

Die Depotbank ist verpflichtet, Auszahlungen unverzüglich zu leisten, es sei denn, dass gemäss irgendwelcher gesetzlicher Vorschriften, wie Devisenverkehrsbeschränkungen oder aufgrund ausserhalb der Kontrolle der Depotbank liegender Umstände sich die Überweisung des Rücknahmebetrages in das Land, wo die Rücknahme beantragt wurde, als unmöglich erweist. Weiterhin kann die Depotbank bei massiven Rücknahmeanträgen, mit Zustimmung der Verwaltungsgesellschaft, den Rücknahmeantrag erst dann abrechnen, wenn die entsprechende Vermögenswerte, ohne unnötige Verzögerung, verkauft worden sind.

Art. 11. Konversion.

Anteilsinhaber eines jeden Teilfonds sind jederzeit berechtigt, ihre Anteile in solche eines anderen zur Zeichnung aufgelegten Teilfonds umzuwandeln. Die Konversion erfolgt auf Basis der zuletzt berechneten Nettovermögenswerte. Bei der Konversion hat die vermittelnde Stelle Anspruch auf die halbe Vermittlungsgebühr. Überdies kann die Verwaltungsgesellschaft für Rechnung des Fonds eine Konversionskommission von 0,25 % des Nettovermögenswertes pro Anteil des ursprünglichen Teilfonds beziehen. Die Verwaltungsgesellschaft legt die Konversionsbedingungen im Verkaufsprospekt fest.

Art. 12. Kosten des Fonds.

Der Fonds trägt folgende Kosten:

- alle Steuern, die möglicherweise zu Lasten der Vermögenswerte, der Erträge und der Auslagen des Fonds zu zahlen sind;

- Kommissionen und Gebühren, die auf Wertpapiertransaktionen üblicherweise anfallen;

- die Vergütung für

- die Verwaltungsgesellschaft (in Höhe von höchstens 0,25 % im Quartal auf dem durchschnittlichen Gesamtvermögen des Fonds während des jeweiligen Quartals),

- die Depotbank (Depotgebühren, welche auf dem Nettovermögenswert des Fonds berechnet werden, sowie anfallende Transaktionsgebühren zu üblichen Sätzen) und

- die Zahlstellen;

- die Kosten der Buchhaltung und der Berechnung des Nettovermögenswertes;

- weitere Vergütungen, welche für Anlageberatung, Vertrieb und andere, nicht gesondert erwähnte, für den Fonds geleistete Dienstleistungen anfallen, wobei die Vergütung an die Verwaltungsgesellschaft um den jeweiligen Betrag dieser weiteren vom Fonds gezahlten Vergütungen gekürzt wird;

- die Kosten aussergewöhnlicher Massnahmen, insbesondere Gutachten, Rechtsberatung und Prozesse zum Schutz der Anteilsinhaber;

- die Druckkosten für die Anteilscheine;

- die Kosten der Vorbereitung des Drucks sowie der Hinterlegung und Veröffentlichung der Verträge und anderer Dokumente, die den Fonds betreffen, einschliesslich der Gebühren zur Anmeldung und zur Registrierung bei sämtlichen Regierungsbehörden und Börsen;

- die Kosten der Vorbereitung, der Übersetzung, des Drucks und Vertriebs der periodischen Veröffentlichungen und anderer Dokumente, die durch das Gesetz oder durch Reglemente nötig sind;

- die Kosten der Vorbereitung und der Verbreitung von Mitteilungen an die Anteilsinhaber,

- die Gebühren der Rechtsberater und der Wirtschaftsprüfer und alle analogen, laufenden Gebühren.

Sämtliche wiederkehrenden Gebühren werden zuerst von den Anlageerträgen, dann von den realisierten Gewinnen aus Wertpapiergeschäften, dann vom Anlagevermögen abgezogen. Andere Kosten können über eine Periode von 5 Jahren abgeschrieben werden.

Das Vermögen des Fonds haftet insgesamt für alle vom Fonds zu tragenden Kosten, jedoch werden diese Kosten den einzelnen Teilfonds, soweit sie diese gesondert betreffen, angerechnet; ansonsten werden die Kosten den einzelnen Teilfonds gemäss deren Nettovermögen anteilmässig belastet.

Art. 13. Geschäftsjahr, Prüfung.

Das Geschäftsjahr des Fonds endet jährlich am 31. März.

Der Jahresabschluss der Verwaltungsgesellschaft und die Vermögensaufstellung des Fonds werden von unabhängigen öffentlichen Wirtschaftsprüfern geprüft, die von der Verwaltungsgesellschaft bestellt werden.

CHIORINO INTERNATIONAL HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1445 Luxembourg-Strassen, 1A, rue Thomas Edison.
R. C. Luxembourg B 30.330.

Le bilan au 30 juin 1996, enregistré à Luxembourg, le 11 avril 1997, vol. 491, fol. 30, case 3, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 avril 1997.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg-Strassen, le 10 avril 1997.

Signature.

(13126/032/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 avril 1997.

ONET LUXEMBOURG S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2734 Luxembourg, 47, rue de Wiltz.

Procès-verbal de la réunion du conseil d'administration du 10 janvier 1997

Sont présents: Monsieur Louis Reinier;
Monsieur Paul Fabre;
Madame Elisabeth Coquet-Reinier;
Monsieur Roland Grenet.

A l'unanimité, le conseil décide:

de transférer le siège social de la société avec effet immédiat à l'adresse suivante:

47, rue de Wiltz, L-2734 Luxembourg;

et de donner tous pouvoirs au porteur d'un original ou d'une copie certifiée conforme du présent pour effectuer toutes les formalités légales et de publicité.

Le Conseil d'Administration

L. Reinier <i>Administrateur</i>	P. Fabre <i>Administrateur</i>
E. Coquet-Reinier <i>Administrateur</i>	R. Grenet <i>Administrateur</i>

Enregistré à Luxembourg, le 4 avril 1997, vol. 491, fol. 13, case 3. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(13163/000/23) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 avril 1997.

ARBED S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2930 Luxembourg, 19, avenue de la Liberté.
R. C. Luxembourg B 6.990.

DIVIDENDE

L'Assemblée générale ordinaire du 27 juin 1997 a approuvé la distribution, au titre de l'exercice 1996, d'un dividende de LUF 40,- brut par action. Après la retenue luxembourgeoise d'impôt sur les revenus de capitaux, le montant net s'élève à 30,- francs par action.

Ce dividende sera payable à partir du 10 juillet 1997.

Pour les actions au porteur, le paiement se fera contre remise du coupon n° 34 auprès d'un des établissements suivants:

- 1) BANQUE GENERALE DU LUXEMBOURG,
- 2) BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG,
- 3) BANQUE ET CAISSE D'EPARGNE DE L'ETAT,
- 4) KREDIETBANK S.A. LUXEMBOURGEOISE,
- 5) BANQUE DE LUXEMBOURG.

Luxembourg, le 1^{er} juillet 1997.

(03092/571/19)

BRA INTERNATIONAL, BY ROYAL APPOINTMENT INTERNATIONAL S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 1, rue de la Chapelle.
R. C. Luxembourg B 45.433.

Messieurs les actionnaires sont convoqués à

l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui se tiendra le mercredi 23 juillet 1997 à 15.00 heures au siège social de la société avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Liquidation de la société.
2. Nomination du liquidateur et fixation de ses pouvoirs.

I (03100/279/12)

Pour le Conseil d'Administration.

ALTERNANCE HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 3, avenue Pasteur.
R. C. Luxembourg B 31.823.

—

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui aura lieu le 23 juillet 1997 à 14.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de pertes et profits au 31 mars 1997, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 31 mars 1997.
4. Divers.

I (03081/005/15)

Le Conseil d'Administration.

CAUSERMAN INVESTISSEMENTS S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.
R. C. Luxembourg B 52.637.

—

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE

tenue Extraordinairement de CAUSERMAN INVESTISSEMENTS S.A., Société Anonyme qui se tiendra le lundi 28 juillet 1997 à 10.00 heures au siège social avec pour

Ordre du jour:

- Rapport de gestion du Conseil d'Administration,
- Rapport du commissaire aux comptes,
- Approbation des comptes annuels au 31 décembre 1996 et affectation des résultats,
- Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes.

Pour assister ou être représentés à cette assemblée, Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

I (03033/009/18)

Le Conseil d'Administration.

AFL LUXEMBOURG S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.
R. C. Luxembourg B 53.782.

—

Messieurs les actionnaires sont invités à assister

l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui se tiendra le 23 juillet 1997 à 11.00 heures dans les locaux du siège social de la Société, afin d'examiner et de voter les points de l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Mise en liquidation de la Société.
2. Nomination d'un liquidateur et détermination de ses pouvoirs.
3. Fixation de la date de la deuxième assemblée générale des actionnaires qui entendra le rapport du liquidateur et qui nommera un commissaire de la liquidation de la Société.
4. Toute autre décision en relation avec la liquidation.

Les actionnaires sont informés que pour délibérer valablement cette assemblée devra obtenir un quorum de présence de 50% des actionnaires en personne ou représentés et que les décisions seront prises à la majorité des actionnaires présents ou représentés.

Chaque action donne droit à un vote.

Pour être admis à l'assemblée, les propriétaires d'actions aux porteurs sont priés de déposer leurs actions 5 jours ouvrables avant l'assemblée au siège social de la société.

Les actionnaires qui n'ont pas la possibilité d'assister à cette assemblée générale extraordinaire ont la possibilité de se faire représenter au moyen d'une procuration dûment signée. Des exemplaires de procuration sont disponibles sur demande au siège social de la société.

Luxembourg, le 2 juillet 1997.

I (03099/060/27)

Le Conseil d'Administration.

17229

FIRO S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26, boulevard Royal.
R. C. Luxembourg B 32.868.

Messieurs les Actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE REPORTEE

qui aura lieu le 25 juillet 1997 à 15.00 heures, au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Décision à prendre conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
2. Divers.

L'Assemblée Générale Statutaire du 3 avril 1997 n'a pas pu délibérer valablement sur le point 6 de l'ordre du jour, le quorum prévu par la loi n'ayant pas été atteint.

I (03050/011/16)

Le Conseil d'Administration.

VALORIVE, SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 69, route d'Esch.
R. C. Luxembourg B 54.186.

Messieurs les actionnaires sont invités à assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra extraordinairement le 23 juillet 1997 à 9.00 heures au siège social de la société, 69, route d'Esch, Luxembourg, pour délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapports du conseil d'administration et du réviseur d'entreprises;
2. Approbation de l'état des actifs nets et de l'état des opérations au 31 décembre 1996; affectation des résultats;
3. Décharge à donner au conseil d'administration;
4. Nominations statutaires;
5. Divers.

Les actionnaires sont informés que les points à l'ordre du jour de l'assemblée générale ordinaire ne requièrent aucun quorum et que les décisions seront prises à la majorité simple des voix des actionnaires présents ou représentés.

Les actionnaires au porteur désireux de participer à l'assemblée sont priés de déposer leurs actions au moins cinq jours francs avant la date de l'assemblée auprès de la BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG S.A., 69, route d'Esch, Luxembourg.

I (03096/584/22)

Le Conseil d'Administration.

G-RENTINFIX, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: Luxembourg, 14, rue Aldringen.
R. C. Luxembourg B 37.063.

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

des actionnaires de G-RENTINFIX se tiendra à la BANQUE GENERALE DU LUXEMBOURG S.A., 50, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, le 25 juillet 1997 à 14.30 heures pour délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration sur l'exercice clos le 31 mars 1997.
2. Lecture du rapport du Réviseur d'Entreprises.
3. Approbation des comptes de l'exercice clos le 31 mars 1997.
4. Affectation des résultats.
5. Décharge aux Administrateurs pour l'exercice clos le 31 mars 1997.
6. Nominations statutaires.
7. Divers.

Pour pouvoir assister à l'assemblée générale ordinaire, les actionnaires sont priés de déposer leurs actions cinq jours francs avant l'assemblée auprès de:

- la BANQUE GENERALE DU LUXEMBOURG S.A., 50, avenue J.F. Kennedy à Luxembourg
- la GENERALE DE BANQUE, 3, Montagne du Parc à Bruxelles
- la BANQUE BELGO-ZAIROISE, 1, Cantersteen à Bruxelles.

Les résolutions à l'ordre du jour de l'assemblée générale ordinaire ne requièrent pas de quorum spécial et seront adoptées si elles sont votées par la majorité des actions présentes ou représentées.

I (03048/584/25)

Le Conseil d'Administration

EUROP CONTINENTS HOLDING, Société Anonyme.

Siège social: L-2546 Luxembourg, 5, rue C.M. Spoo.
R. C. Luxembourg B 16.913.

—
Les actionnaires de EUROP CONTINENTS HOLDING sont convoqués en

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE ANNUELLE

pour le mercredi 23 juillet 1997 à 11.00 heures à Luxembourg, au siège social, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'administration et du Commissaire aux comptes sur la gestion et les opérations sociales concernant l'exercice clos le 31 décembre 1996;
2. Examen et approbation des comptes annuels arrêtés au 31 décembre 1996;
3. Quitus aux administrateurs et au commissaire aux comptes;
4. Affectation des résultats;
5. Nominations statutaires;
6. Fixation du montant des jetons de présence;
7. Autorisation au Conseil d'administration de déléguer ses pouvoirs de gestion journalière à un ou plusieurs de ses membres;
8. Questions diverses.

Pour pouvoir le droit d'assister ou de se faire représenter à cette assemblée, les propriétaires d'actions au porteur devront avoir déposé au plus tard le 18 juillet 1997, soit au siège social, soit au CREDIT LYONNAIS LUXEMBOURG, 26A, boulevard Royal à Luxembourg, soit à la BANQUE SANPAOLO, 52, avenue Hoche à Paris, soit à la BANQUE VERNES, 15, rue des Pyramides à Paris, les titres de ces actions ou les récépissés en constatant le dépôt dans d'autres banques ou établissements de crédit.

Les actionnaires de EUROP CONTINENTS HOLDING, anciennement SOCIETE D'EQUIPEMENT GENERAL (S.E.G.) et SOCIETE D'EQUIPEMENT POUR L'AFRIQUE (S.E.A.), précédemment à Libreville, qui n'auraient pas encore présenté leurs titres à l'échange, seront admis à l'assemblée au vu des certificats de dépôt relatifs à leurs anciens titres.
I (02980/546/30) Le Conseil d'Administration.

EUROPEAN MIDDLE EAST INVESTMENT CORPORATION, Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 16, boulevard Royal.
R. C. Luxembourg B 13.545.

—
Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ANNUELLE ORDINAIRE

qui se tiendra 16, boulevard Royal à Luxembourg, le 15 juillet 1997 à 15.00 heures avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes;
2. Approbation du bilan au 31 décembre 1996;
3. Décision sur l'affectation des résultats;
4. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
5. Nominations statutaires;
6. Divers.

II (02973/000/16)

Le Conseil d'Administration.

CEDARS INVESTMENTS S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 16, boulevard Royal.
R. C. Luxembourg B 12.995.

—
Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ANNUELLE ORDINAIRE

qui se tiendra 16, boulevard Royal à Luxembourg, le 15 juillet 1997 à 11.00 heures avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes;
2. Approbation du bilan au 31 décembre 1996;
3. Décision sur l'affectation des résultats;
4. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
5. Nominations statutaires;
6. Divers.

II (02974/000/16)

Le Conseil d'Administration.

OBEGI GROUP, Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 16, boulevard Royal.
R. C. Luxembourg B 16.092.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ANNUELLE ORDINAIRE

qui se tiendra 16, boulevard Royal à Luxembourg, le 15 juillet 1997 à 15.00 heures avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes;
2. Approbation du bilan au 31 décembre 1996;
3. Décision sur l'affectation des résultats;
4. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
5. Nominations statutaires;
6. Divers.

II (02975/000/16)

Le Conseil d'Administration.

LE CARE HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 3, place Dargent.
R. C. Luxembourg B 54.311.

Messieurs les Actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le 16 juillet 1997 à 10.00 heures au siège social à Luxembourg, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire aux Comptes pour l'exercice clôturé au 31 décembre 1996;
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 1996;
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
4. Divers.

II (02976/696/15)

Le Conseil d'Administration.

SEAFIELD S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 3, avenue Pasteur.
R. C. Luxembourg B 31.835.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui aura lieu le 15 juillet 1997 à 14.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de pertes et profits au 31 mars 1997, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 31 mars 1997.
4. Divers.

II (03016/005/15)

Le Conseil d'Administration.

SYLLABUS S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 3, avenue Pasteur.
R. C. Luxembourg B 31.937.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui aura lieu le 15 juillet 1997 à 11.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de pertes et profits au 31 mars 1997, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 31 mars 1997.
4. Décision sur la continuation de l'activité de la société, conformément à l'article 100 de la loi sur les sociétés.
5. Divers.

II (03017/005/16)

Le Conseil d'Administration.

KODO S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 5, boulevard de la Foire.
R. C. Luxembourg B 35.536.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le *21 juillet 1997* à 11.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels et des rapports du conseil d'administration et du commissaire aux comptes.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 mars 1997.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Nominations statutaires.
5. Divers.

II (02819/534/15)

Le Conseil d'Administration.

INKEMA GROUP S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 16, boulevard Royal.
R. C. Luxembourg B 19.689.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ANNUELLE ORDINAIRE

qui se tiendra *16, boulevard Royal* à Luxembourg, le *15 juillet 1997* à 16.00 heures avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes;
2. Approbation du bilan au 31 décembre 1996;
3. Décision sur l'affectation des résultats;
4. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
5. Nominations statutaires;
6. Divers.

II (02972/000/16)

Le Conseil d'Administration.

GRAMANO HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 3, avenue Pasteur.
R. C. Luxembourg B 31.826.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui aura lieu le *15 juillet 1997* à 10.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de pertes et profits au 31 mars 1997, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 31 mars 1997.
4. Divers.

II (03018/005/15)

Le Conseil d'Administration.
